



HÀÏTI

Trajectoires de croissance face à des risques accrus

JUIN 2026

Bureau de la Banque mondiale, Haïti
7, rue Ogé
Pétion-Ville, Haïti
Tel : (509) 2812-2200
www.worldbank.org/ht

Clause de non-responsabilité standard :

Le présent ouvrage a été établi par les services de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement / la Banque mondiale. Les constatations, interprétations et conclusions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues des Administrateurs de la Banque mondiale ou des gouvernements qu'ils représentent. La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des données figurant dans le présent ouvrage. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent ouvrage n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque, ni la reconnaissance ou l'acceptation de ces frontières.

Déclaration de droits d'auteur :

Le contenu de la présente publication fait l'objet d'un droit d'auteur. La copie et/ou la transmission de tout ou partie de cet ouvrage sans autorisation peuvent constituer une violation du droit applicable. La Banque internationale pour la reconstruction et le développement / la Banque mondiale encourage la diffusion de ses travaux et accorde normalement sans délai l'autorisation d'en reproduire des parties.

Pour obtenir l'autorisation de photocopier ou de réimprimer une partie de cet ouvrage, veuillez adresser une demande accompagnée de tous les renseignements au Copyright Clearance Center, Inc., 222 Rosewood Drive, Danvers, MA 01923, USA, téléphone 978-750-8400, télécopie 978-750-4470, <http://www.copyright.com/>.

Toute autre question relative aux droits et licences, y compris les droits subsidiaires, doit être adressée au Bureau de l'éditeur (Office of the Publisher), Banque mondiale, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, USA, télécopie 202-522-2422, courriel pubrights@worldbank.org.

Crédits photographiques : Banque mondiale

Table des matières

Résumé analytique	5
Introduction	5
Développements récents et impacts de la crise sécuritaire et politique	6
Potentiel et contraintes économiques	7
1. Évolution récente et incidences de la crise sécuritaire et politique	9
Contexte historique	9
Contexte politique et sécuritaire récent	11
Évolution économique récente	14
Agriculture	24
Industrie	26
Services	28
2. Potentiel et contraintes économiques	32
Introduction	32
Le potentiel de long terme d'Haïti : plans et stratégies de croissance	32
Le potentiel économique dans le contexte actuel	35
Des salaires compétitifs et la proximité des marchés	35
Liens avec la diaspora	37
Possibilités agricoles	38
Défis émergents	39
Défi 1 : La création d'emplois au service de la croissance et de la sécurité	39
Défi 2 : La gestion de la migration de retour	41
Défi 3 : Composer avec des flux de transferts de fonds instables	42
Défi 4 : Renouveler et élargir l'accès aux marchés pour le commerce	44
3. Haïti à un point d'inflexion : sécurité, emplois et redressement	45
Gérer l'incertitude : du diagnostic aux trajectoires	45
Fondements macroéconomiques et budgétaires	45
Emplois et croissance dans les corridors nord et sud	46
Rétablir la situation dans la capitale : la sécurité comme contrainte déterminante	47
Le DDR comme élément constitutif d'une reprise durable	48
Priorités dans un environnement de financement limité	50
Références	53
Annexe 1 : Décomposition de la croissance	56

Remerciements

Ce rapport a été préparé par une équipe composée de Bernard Haven (ELCMU), Evans Jadotte (ELCMU), David Cal MacWilliam (ELCMU), Mounir Mahmalat (GTFS1), Sebastian Franco Bedoya (ELCMU), Donato De Rosa (ELCDR), Jonathan William Lain (ELCPV), Francesca Recanatini (ELCG2), Adjalou Celestin Niamien (ELCG1), Roy Shuji Katayama (EAEPV), Sadia Aderonke Afolabi (ELCG2), Md Zia Uddin Faisal (ELCMU), Joanne Matossian (GTFS1), et Iris Teluska (LCCHT). Maria Deborah Kim (ELCFN), Lucio Castro (ETIIC), Arlan Zandro Ilagan Brucal (ETIIC) et Franklin Okechukwu Maduko (ETIIC) ont réalisé l'enquête sur le pouls des entreprises (Business Pulse Survey).

L'équipe a bénéficié des orientations de Barbara Cunha (ELCMU), Shireen Mahdi (Chef de service, ELCMU) et Anne-Lucie Lefebvre (Responsable pays pour Haïti, LCCHT), sous la direction de Lilia Burunciuc (Directrice de division, Caraïbes) et Oscar Calvo-Gonzalez (Directeur régional, Prospérité).

Sigles et abréviations

ACLED	Armed Conflict Location and Event Data
ADIH	Association des Industries d'Haïti
ALC	Amérique latine et Caraïbes
APD	Aide publique au développement
BID	Banque interaméricaine de développement
BINUH	Bureau intégré des Nations Unies en Haïti
BRH	Banque de la République d'Haïti
CPI	Indice des prix à la consommation
CPSD	Diagnostic du secteur privé du pays
DDR	Désarmement, démobilisation et réintégration
DGI	Direction Générale des Impôts
EVI	Indice de végétation amélioré
FCV	Fragilité, conflit et violence
FIES	Échelle de l'insécurité alimentaire vécue
FMI	Fonds monétaire international
FRG	Force de répression des gangs
GFP	Gestion des finances publiques
HFPS	Enquête téléphonique à haute fréquence
IHSI	Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique
IPC	Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire
JMP	Programme commun de suivi OMS/UNICEF pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène
MEF	Ministère de l'Économie et des Finances
MINUSTAH	Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti
MMAS	Mission multinationale d'appui à la sécurité
NLT	Lumières nocturnes
OIT	Organisation internationale du Travail
PDI	Personne déplacée interne
PFR	Pays à faible revenu
PIB	Produit intérieur brut
PNH	Police nationale d'Haïti
PPA	Parité de pouvoir d'achat
PREPOC	Plan de Relance Économique Post-COVID
PSDH	Plan Stratégique de Développement d'Haïti
PTF	Productivité totale des facteurs
RCIA	Évaluation rapide de l'impact de la crise
SCD	Diagnostic-pays systématique
UCDP	Uppsala Conflict Data Program
WDI	Indicateurs du développement dans le monde

Résumé analytique

Introduction

Haïti fait face à une voie semée d'embûches vers la reprise économique, avec des perspectives à court terme plus solides dans ses corridors économiques du nord et du sud. La violence des gangs a déplacé un nombre record de 1,47 million de personnes en mai 2026, soit environ 12 pour cent de la population, et des groupes armés contrôlent une grande partie de la capitale et de ses environs. L'économie s'est contractée pour la septième année consécutive au cours de l'exercice 2025, aggravant la pauvreté. Pourtant, en dehors de la capitale, l'activité économique demeure résiliente. Cap-Haïtien traite une part croissante du fret maritime, tandis que les parcs industriels du corridor nord soutiennent environ 16 000 emplois manufacturiers. Les recettes douanières continuent d'être perçues, et la diaspora a envoyé un montant record de 4,4 milliards de dollars de transferts de fonds par les canaux formels au cours de l'exercice 2025. Ce contraste entre la fragilité de la région de la capitale et la résilience des corridors définit à la fois le risque et l'opportunité auxquels Haïti et ses partenaires de développement doivent s'attaquer.

La crise économique et sécuritaire demeure grave, et son coût humain ne cesse de s'alourdir. Les Nations Unies ont vérifié plus de 5 915 morts violentes en 2025, l'année la plus meurtrière jamais enregistrée, et au moins 1 642 de plus au cours du premier trimestre de 2026. Les perturbations des transports et de la logistique ont alimenté l'inflation, qui demeure supérieure à 20 pour cent. De nombreuses opérations gouvernementales ont été repoussées hors du centre de Port-au-Prince, affaiblissant la perception des impôts et entravant la prestation de services. On estime que 5,7 millions de personnes, soit la moitié de la population analysée, sont en situation d'insécurité alimentaire aiguë. La transition de la Mission multinationale d'appui à la sécurité (MMAS) vers la Force de répression des gangs (FRG), plus importante et soutenue par l'ONU, en cours depuis avril 2026, constitue la variable à court terme la plus déterminante pour la sécurité et pour l'économie.

Ce rapport situe les perspectives de croissance à moyen terme d'Haïti à un moment de risques croissants.¹ Il actualise les développements économiques récents jusqu'à la mi-2026, examine le potentiel et les contraintes économiques d'Haïti, et identifie des voies vers la reprise. Le rapport s'appuie sur l'Évaluation rapide de l'impact de la crise (RCIA) de décembre 2024, qui a contribué à quantifier les pertes résultant de la crise sécuritaire et politique d'Haïti dans chaque secteur économique. Ce rapport sur la croissance précède également une stratégie de développement pilotée par le gouvernement, en cours de préparation avec l'appui des mêmes partenaires associés à l'Évaluation rapide de l'impact de la crise (RCIA). Il évalue les conditions actuelles et énonce des priorités de haut niveau pour la reprise, tandis que la prochaine stratégie de croissance et de relance à moyen terme les

Encadré ES.1. HaitiDocs : partager la base de données factuelles de ce rapport.

Afin de rendre la base de données factuelles de ce rapport plus largement accessible, HaitiDocs (www.haitidocs.org) a été créée en tant que plateforme ouverte comptant plus de 600 publications sur l'économie, la gouvernance et le développement d'Haïti, chacune assortie de résumés structurés et de citations ; un portail de données réunissant plus de 40 séries d'indicateurs sélectionnées auprès de sources nationales et internationales, qui alimente les figures de ce rapport ; des cartes interactives des conflits, des déplacements, des infrastructures et des services.



¹La RCIA a été soutenue par la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement, l'Union européenne et les Nations Unies, sous la direction du ministère des Finances.

traduira en recommandations d'investissement détaillées. Le retour à la croissance d'Haïti dépend moins de la conception de son modèle de développement que du rétablissement de la sécurité et d'un État fonctionnel dans la zone métropolitaine, où son économie et sa population restent concentrées, même si les corridors plus stables du nord et du sud offrent l'opportunité à court terme la plus évidente.

Développements récents et impacts de la crise sécuritaire et politique

L'instabilité politique persistante a laissé place à une violence omniprésente au cours des sept dernières années, et l'activité économique s'est fortement contractée. Des entreprises ont fermé, les opérations logistiques ont été interrompues, et la capacité des institutions gouvernementales a été réduite. Le déficit de production de l'exercice 2025 par rapport à la prévision d'avant-crise de 2018 équivaut à 46,5 pour cent du PIB de l'exercice 2025. Environ 18,7 points de pourcentage de cet écart se sont creusés pendant la période de la pandémie et 27,7 points de pourcentage au cours de la période 2021-2025 marquée par une insécurité croissante. La contraction est visible dans les lumières nocturnes enregistrées par les satellites, qui ont diminué d'environ la moitié entre 2018 et 2025, le recul étant quasi généralisé dans les villes et les départements ; l'exception la plus nette est la frontière du nord-est, autour de Ouanaminthe. Les pertes touchent tous les secteurs :

- **Agriculture** : L'insécurité alimentaire demeure à des niveaux de crise. La dernière analyse du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) estime que 5,7 millions de personnes, soit 50 pour cent de la population analysée, se trouvaient en situation d'insécurité alimentaire aiguë (IPC Phase 3 ou pire) entre septembre 2025 et février 2026, avec une projection de 5,9 millions pour mars à juin 2026. La production agricole s'est contractée de 25,7 pour cent au total depuis l'exercice 2018, les barrages routiers, le contrôle des terres agricoles par les gangs dans l'Artibonite et le coût élevé des intrants ayant entravé la production.
- **Industrie** : La production du secteur secondaire a chuté de 36,2 pour cent au total depuis l'exercice 2018, et l'habillement, le plus grand employeur privé formel, a perdu plus de la moitié de ses effectifs depuis 2021, les pertes étant concentrées à Port-au-Prince.
- **Services** : Le secteur des services représente une large part de la production perdue : environ 17 pour cent du PIB de l'exercice 2025 depuis 2018, dont 12,4 points accumulés pendant la période d'insécurité de 2021-2025. Cela reflète la part importante des services dans l'économie haïtienne et les profonds impacts de la crise sécuritaire sur les transports, la restauration et l'hôtellerie, ainsi que le commerce, aggravant les pertes amorcées pendant la période de la pandémie.

Une enquête de la Banque mondiale menée auprès de 700 petites et moyennes entreprises formelles de Port-au-Prince illustre l'impact grave et multidimensionnel de la crise sur les entreprises haïtiennes. L'enquête fait apparaître un environnement des affaires assiégé. Les pertes liées à la violence ont entraîné la fermeture d'un nombre important mais inconnu d'entreprises et ont considérablement affecté celles qui ont survécu. L'enquête établit que les pertes liées à la violence, notamment les vols, les cambriolages, le vandalisme et les incendies criminels visant les locaux des entreprises, ont directement touché au moins 44 pour cent des entreprises survivantes, les entreprises affectées ayant subi des dommages portant en moyenne sur 40 pour cent de leurs actifs. L'activité économique s'est fortement contractée dans ces entreprises, avec des ventes en baisse de 26 pour cent en moyenne, des investissements en baisse de 25 pour cent et l'emploi en baisse de 20 pour cent par rapport aux niveaux de 2021. Les entreprises haïtiennes survivantes se sont adaptées à ces conditions difficiles grâce à des investissements en matière de sécurité et à un recours accru aux services numériques.

Potentiel et contraintes économiques

Les performances économiques d'Haïti ont été décevantes, mais le potentiel de croissance subsiste. Le revenu par habitant a diminué au cours des deux dernières décennies. Entre 2010 et 2025, le PIB réel par habitant a chuté d'environ 17 pour cent. En dollars internationaux courants (parité de pouvoir d'achat, PPA), le PIB par habitant d'Haïti s'établissait en 2023 à 3 281 dollars, soit à peine 15 pour cent (et le plus faible) de la moyenne régionale de l'Amérique latine et des Caraïbes. La pauvreté est élevée et en hausse. On estime que 49,0 pour cent des Haïtiens vivaient en deçà du seuil de pauvreté international de 3,00 dollars par jour (PPA 2021) en 2025, contre 44,6 pour cent en 2023, et le taux devrait continuer à augmenter jusqu'en 2026. Malgré ces sous-performance, Haïti conserve un potentiel économique substantiel, avec plusieurs atouts économiques notables qui ont été bien documentés dans des études antérieures, notamment :

- **Une main-d'œuvre jeune et croissante** avec plus de la moitié de la population âgée de moins de 25 ans.
- **Des salaires compétitifs** qui placent Haïti parmi les centres de production d'habillement aux coûts les plus bas des Amériques, même si la hausse de 46 pour cent du salaire minimum de mai 2026 et l'appréciation réelle réduisent cette marge.
- **Une proximité avec les grands marchés** susceptible d'offrir des avantages significatifs à mesure que les chaînes d'approvisionnement mondiales se reconfigurent.
- **Une diaspora résiliente** dont les transferts de fonds ont atteint un niveau record de 4,4 milliards de dollars au cours de l'exercice 2025, la principale source de devises de l'économie.
- **Un potentiel agricole** dans les cultures d'exportation à forte valeur ajoutée, notamment le cacao, le vétiver, la mangue et le café, où des programmes ciblés ont démontré des améliorations significatives des rendements, ainsi que des possibilités de substitution aux importations pour des produits de base tels que le riz. Le secteur reçoit moins de 1 pour cent du crédit formel alors qu'il emploie près de la moitié de la population active.

Alors qu'Haïti prépare un nouveau plan d'investissement et de relèvement pour capitaliser sur ces avantages, le rapport met également en évidence quatre défis économiques qui devront être résolus.

Défi 1 : Création d'emplois pour la croissance et la sécurité. Le manque d'opportunités d'emploi (en particulier pour les jeunes) a alimenté l'insécurité. Le conflit a déplacé près de 1,5 million de personnes, perturbant la logistique, alimentant l'inflation et limitant la prestation de services. Le déplacement de population pourraient fracturer l'économie d'Haïti et isoler la capitale, ne permettant la croissance que dans les régions bénéficiant d'une sécurité relative. À moyen terme, l'insécurité pourrait s'étendre à des zones du pays aujourd'hui considérées comme relativement sûres.

Défi 2 : Gestion de la migration de retour. En mai 2026, un nombre record de 1,47 million de personnes, soit environ 12 pour cent de la population, sont déplacées à l'intérieur du pays. Parallèlement, les expulsions depuis la République dominicaine ont dépassé 20 000 personnes par mois tout au long de 2026, dépassant 25 000 rien qu'en mai, et la Cour suprême des États-Unis examine le sort d'environ 350 000 Haïtiens bénéficiaires du Statut de protection temporaire (TPS). Ces flux migratoires pourraient submerger les systèmes de prestation de services. Le renforcement de la gestion des flux de personnes de retour peut contribuer à préserver leur bien-être et à mettre à profit leurs compétences au service du relèvement économique et de la croissance.

Défi 3 : Maîtrise de flux de transferts de fonds instables. Une baisse des flux migratoires sortants et un nombre accru de personnes de retour pourraient exercer une pression sur les entrées de transferts de fonds. En outre, une taxe d'accise américaine de 1 pour cent sur les transferts de fonds financés en

espèces est entrée en vigueur en janvier 2026 ; avec 79 pour cent des entrées provenant des États-Unis au cours de l'exercice 2025, Haïti est fortement exposé à d'autres changements de politique.

Défi 4 : Renouvellement et élargissement de l'accès aux marchés pour le commerce. La législation HOPE/HELP accordant à l'habillement haïtien un accès en franchise de droits au marché des États-Unis a expiré le 30 septembre 2025, et les exportateurs ont acquitté des droits de douane complets pendant quatre mois avant qu'une prolongation rétroactive ne soit adoptée en février 2026. Le répit est de courte durée : ces programmes expirent désormais le 31 décembre 2026. Il est essentiel de garantir un accès préférentiel à plus long terme, et de cerner de nouveaux marchés, pour maintenir en place la base d'investissement restante du secteur.

La trajectoire de développement d'Haïti dépend en grande partie de l'évolution de la sécurité et de la violence dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince et au-delà. Comme Port-au-Prince demeure le centre de l'activité économique, les conséquences de la violence affectent l'ensemble de l'économie. Deux facteurs sont déterminants. Premièrement, la FRG appuyée par l'ONU, autorisée par la résolution 2793 du Conseil de sécurité en septembre 2025 avec un effectif pouvant atteindre 5 550 personnes, doit atteindre une capacité opérationnelle suffisamment rapide pour sécuriser les infrastructures critiques, notamment le corridor de l'aéroport, et protéger les communes contrôlées par le gouvernement ; la MMAS qu'elle remplace a pris fin en avril 2026 avec seulement une fraction de cet effectif déployé. Deuxièmement, des progrès vers l'ordre constitutionnel sont nécessaires pour assurer la légitimité et la pérennité des dispositifs de gouvernance : le Conseil présidentiel de transition a achevé son mandat en février 2026, laissant un gouvernement intérimaire chargé d'organiser des élections dont le calendrier demeure incertain.

Des politiques efficaces en faveur de la croissance doivent s'ancrer dans un cadre macroéconomique et de gouvernance solide et dans une négociation fructueuse avec les partenaires de développement et commerciaux afin de résoudre les principaux défis économiques. Premièrement, Haïti devra rétablir la stabilité des prix et poser les bases de l'équilibre budgétaire et de la croissance, ce qui dépend de la mise en œuvre de son Programme suivi par les services du FMI, prolongé en mai 2026 jusqu'en juin 2027 après que toutes les cibles de fin 2025 ont été atteintes. Deuxièmement, il devra approfondir son engagement avec ses partenaires pour faire face à l'expiration de l'accès préférentiel au marché des États-Unis, élargir sa base d'exportation étroite, stabiliser les flux migratoires et orienter les entrées de transferts de fonds vers l'investissement. Une mobilisation réussie d'une aide au développement concessionnelle supplémentaire pourrait accélérer la voie du relèvement à court terme. À plus long terme, l'augmentation de la productivité sera essentielle pour mieux exploiter les dotations en facteurs d'Haïti, y compris sa population active croissante (Annexe 1).

Ces priorités se répartissent en trois niveaux. Certaines, comme la protection de la stabilité macroéconomique et la préservation de la base productive encore en activité, peuvent être poursuivies quelle que soit l'évolution de la sécurité. D'autres peuvent être mises en œuvre dès maintenant dans les corridors nord et sud, relativement plus stables. La plus difficile, à savoir la reconnexion de la capitale, grâce à la mission de sécurité et à un effort crédible de désarmement, de démobilisation et de réintégration, constitue la contrainte déterminante à court terme pour un relèvement complet. Les progrès sur ces trois fronts dépendront de la collaboration entre le gouvernement, ses partenaires de développement et le secteur privé, dans le cadre d'engagements mutuels forts et d'un ensemble restreint d'objectifs communs et mesurables.

1. Évolution récente et incidences de la crise sécuritaire et politique

Contexte historique

Haïti avait pour ambition de devenir une économie émergente à l'horizon 2030. Les avantages comparatifs d'Haïti tiennent notamment à sa proximité et à son accès aux grands marchés, à une main-d'œuvre jeune, à une diaspora dynamique ainsi qu'à des atouts géographiques, historiques et culturels considérables. Les domaines porteurs de débouchés économiques pour Haïti comprennent l'agro-industrie, l'industrie manufacturière légère, la confection et le tourisme. Conscient de ces possibilités, le Gouvernement haïtien a publié en mai 2012 un Plan stratégique de développement (PSDH) visant à bâtir une économie nouvelle, moderne, diversifiée, résiliente, compétitive et inclusive, respectueuse de son environnement et répondant aux besoins fondamentaux de la population. À l'époque, la réalisation de cet objectif aurait exigé des taux de croissance à deux chiffres, soit une rupture marquée avec le passé, et une croissance fondée sur l'expansion de l'agriculture, de la construction, de l'industrie manufacturière et du tourisme. Compte tenu des difficultés actuelles, la concrétisation de cette vision nécessiterait une trajectoire de croissance plus soutenue et une reconsidération des moteurs de la croissance.²

La seule période de croissance soutenue et relativement stable au cours des 60 dernières années a été celle des années 1970. Paradoxalement, la stabilité politique relative qui a permis cette croissance s'est inscrite sous la dictature des Duvalier. Néanmoins, l'expérience de croissance d'Haïti dans les années 1970 et dans la seconde moitié des années 1990 montre que le pays peut connaître une croissance rapide (Figure 1). Durant les années 1970, l'interaction entre un secteur privé dynamique, actif dans l'exportation de produits agricoles, de la confection et de l'industrie d'assemblage, et l'investissement public dans les infrastructures a engendré une expansion économique rapide. Ces poussées d'activité économique n'ont toutefois pas été durables.

Au cours des années 1980, l'incertitude s'est accrue à mesure que le régime Duvalier faisait face à des résistances et à des tensions politiques. Le gouvernement est intervenu de manière croissante en recourant à des politiques budgétaires et commerciales qui restreignaient le secteur privé, instauraient un biais défavorable aux exportations, créaient des entreprises publiques monopolistiques et mobilisaient des fonds publics sans augmenter la capacité productive. Le régime Duvalier a pris fin en février 1986. La fin des années 1980 a été marquée par une instabilité politique et par des troubles civils accrus, liés aux tentatives d'élections et aux changements de gouvernement. Six présidents différents se sont succédé entre 1988 et 1991.

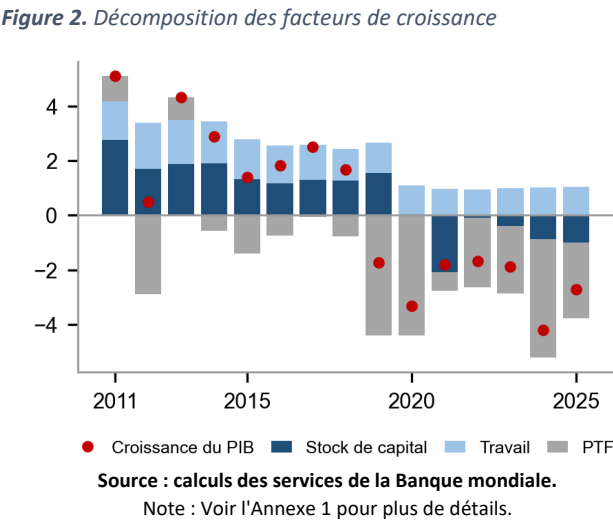
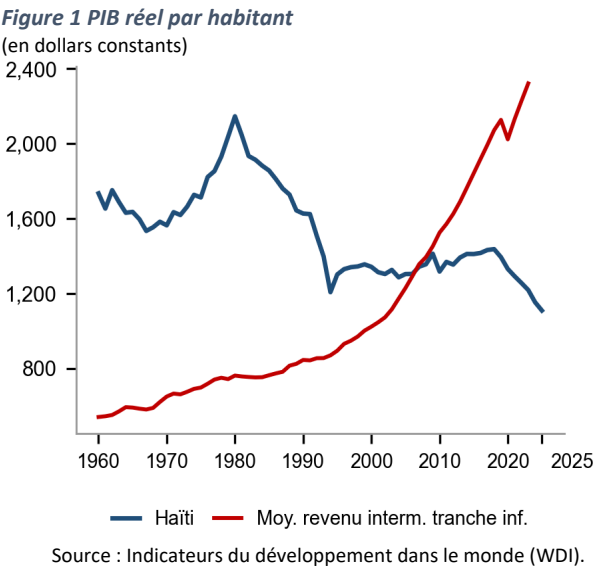
Les années 1990 ont révélé deux tendances opposées. Au cours de la première moitié de la décennie, l'économie est entrée dans une profonde récession. Le déclin économique a pris une ampleur considérable à la suite du renversement, en 1991, du président démocratiquement élu Aristide par un coup d'État militaire. Des sanctions internationales ont suivi, avec un embargo sur la plupart des transactions commerciales et financières, ainsi qu'une suspension de l'essentiel de l'aide extérieure. Le secteur manufacturier a été le plus durement touché par l'embargo commercial de 1991-1994, qui a limité l'accès aux intrants importés et a gravement affecté la capacité productive de l'industrie, laquelle s'est contractée de 50 pour cent. Après la levée de l'embargo en 1994, seul le secteur de la confection et de l'habillement a été rétabli, tandis que les autres exportations d'assemblage ne sont pas réapparues. En conséquence, les exportations d'Haïti sont devenues fortement concentrées (la confection et l'habillement représentent toujours environ 85 pour cent des exportations de marchandises). Après 1995 et la normalisation relative des relations internationales, une hausse de l'aide extérieure a également contribué à la croissance.

²Un plan de relance économique post-COVID (PREPOC) a été publié en 2020 tandis qu'un PSDH actualisé était envisagé.

L'instabilité politique et les chocs récurrents ont perturbé la trajectoire de croissance d'Haïti dans les années 2000 et 2010. Un blocage politique consécutif aux élections législatives contestées de 2000 a ébranlé la confiance du secteur privé, freinant l'investissement et entraînant une nouvelle forte baisse de l'aide des bailleurs de fonds. La polarisation politique s'est intensifiée à la fin de 2003, donnant lieu à des manifestations de rue et à une montée de la violence qui a culminé en un conflit armé et le départ du président Aristide en février 2004. La croissance a repris par la suite, avant d'être brièvement, mais substantiellement, interrompue par le séisme de 2010. Les investissements dans la reconstruction et la réhabilitation ainsi que les importants flux de financement extérieur consécutifs au séisme ont finalement été compromis par la montée de l'incertitude politique.

Une décomposition par facteurs (Figure 2) révèle que la croissance du PIB a été menée par l'accumulation de capital de 2010 à 2020. Le stock de capital s'est accru rapidement à la suite du réengagement des bailleurs de fonds traditionnels après le séisme de 2010, dans le but de remplacer les infrastructures endommagées (SCD 2022). Cette dynamique s'est toutefois essoufflée en raison de la détérioration de la sécurité et du séisme de 2021. Depuis 2019, l'accumulation de main-d'œuvre a contribué à la croissance, tandis que le stock de capital a diminué. Le PIB d'Haïti est entré dans une contraction prolongée, entravée par une dynamique de productivité durablement négative, qui s'est notablement aggravée depuis 2019 parallèlement à la montée de l'insécurité. Si l'instabilité et la vulnérabilité aux chocs liés aux aléas naturels jouent manifestement un rôle, des problèmes structurels plus profonds ont également miné la productivité en Haïti. Un investissement rapide en capital aboutit souvent dans des secteurs moins productifs lorsqu'il est mal aligné sur les besoins du marché ou canalisé par un système financier sous-développé. Cette mauvaise allocation des ressources érode l'efficacité économique et freine la productivité globale, même en présence d'un stock de capital croissant, comme cela a été observé en Haïti jusqu'en 2019.

Aujourd'hui, le PIB réel par habitant est inférieur d'environ un tiers à son niveau de 1973 et de près de la moitié (48 pour cent) à son pic de 1980 (Figure 1). Le PIB réel par habitant a reculé de 0,45 pour cent par an en moyenne entre 1973 et 2013, et le déclin s'est nettement accentué depuis 2018 ; à l'exercice 2025, le revenu par habitant avait diminué pendant sept années consécutives. Le taux de pauvreté global est estimé à 49,0 pour cent selon le



seuil de pauvreté international (3,00 dollars par jour, PPA de 2021) en 2025. Avec un coefficient de Gini du revenu de 0,6, Haïti présente l'inégalité de revenu la plus élevée de la région et l'une des plus élevées au monde.³

Alimentée par des inégalités sociales profondément enracinées, la violence a régulièrement débouché sur des périodes d'instabilité tout au long de l'histoire moderne d'Haïti. De nombreux citoyens demeurant privés de leurs droits, les manifestations et émeutes à grande échelle ont fréquemment été utilisées comme formes d'expression politique et de prise de décision. Alors que les expressions violentes de griefs aux débuts de l'histoire d'Haïti se déroulaient généralement dans les zones rurales, les troubles contemporains tendent à éclater dans les villes, sous l'effet conjugué de la croissance démographique, de l'urbanisation rapide et d'une importante cohorte de jeunes au chômage ou en sous-emploi.

Contexte politique et sécuritaire récent

L'instabilité politique chronique a cédé place à une violence généralisée au cours de la décennie actuelle. En 2021, l'assassinat du président Moïse a déclenché une crise institutionnelle et un vide du pouvoir. La faiblesse des capacités sécuritaires de l'État a été exploitée par des élites qui ont eu recours à des groupes armés pour influencer la prise de décision. Au fil du temps, toutefois, ces groupes armés se sont développés et ont diversifié leurs sources de revenus (Encadré 1). Ils sont devenus de plus en plus autonomes, mieux équipés et organisés, et ont étendu leurs zones de contrôle.

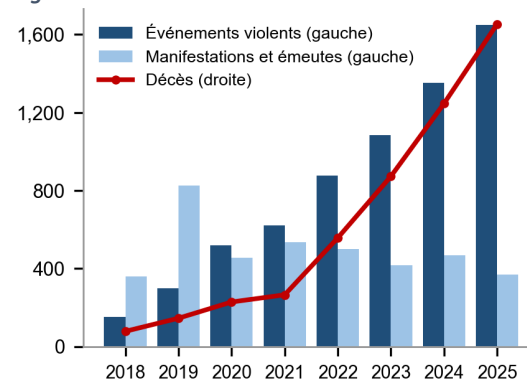
Un accord de partage du pouvoir conclu en avril 2024 a créé un gouvernement de transition, mais la transition s'est depuis réduite à un exécutif intérimaire. Haïti n'a pas tenu d'élections depuis 2016, laissant le pays sans aucun responsable politique légitimé par les urnes. Après la démission du Premier ministre Ariel Henry au début de 2024, les principaux partis politiques se sont accordés, dans les accords du 3 avril, sur une « transition politique ordonnée », établissant un Conseil présidentiel de transition (CPT) chargé de partager les pouvoirs exécutifs et de tracer une voie vers des élections générales. Le mandat du CPT a pris fin, comme prévu, le 7 février 2026, sans successeur élu, et l'autorité exécutive est passée au Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé en vertu d'un Pacte national pour la stabilité et l'organisation des élections signé par les partis politiques et la société civile. Le calendrier du conseil électoral visait un premier tour d'élection au cours de l'année civile 2026, mais le processus accuse du retard et dépend d'améliorations en matière de sécurité. En juin 2026, aucun consensus politique sur le décret électoral et le calendrier n'avait pu être établi, le budget électoral demeure non résolu, et une vingtaine de communes sont physiquement inaccessibles. En l'absence de parlement en exercice depuis 2020, l'exécutif légifère par décret ; des mesures majeures, dont un nouveau code minier en mars 2026, ont été adoptées sans examen parlementaire.

³Le coefficient de Gini d'Haïti fondé sur la consommation est de 0,41, au-dessus du seuil de 0,4 retenu par la Banque mondiale pour une forte inégalité.

Le contexte sécuritaire s'est détérioré sans relâche depuis 2018, et 2025 a été l'année la plus meurtrière jamais enregistrée. Selon

Armed Conflict Location and Event Data (ACLED), les décès recensés ont été multipliés par environ seize entre 2018 et 2025, passant d'environ 300 à plus de 4 700, avec 1 150 décès supplémentaires recensés entre janvier et mai 2026 (Figure 3). Le Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH), dont les vérifications reposent sur des réseaux d'informateurs, a documenté un bilan encore plus lourd : plus de 5 915 personnes tuées en 2025, après plus de 5 600 en 2024, et au moins 1 642 au cours du seul premier trimestre de 2026. La composition de la violence évolue également. Fin 2025 et début 2026, plus de 60 pour cent des victimes vérifiées sont survenues lors d'opérations antigangs menées par les forces de sécurité, y compris des frappes de drones, plutôt que lors d'attaques directes de gangs. Au sein de la population dense de Port-au-Prince et compte tenu de la faiblesse des infrastructures de télécommunications, la couverture médiatique est difficile, et les événements et les décès sont vraisemblablement sous-déclarés.

Figure 3. Événements violents et décès

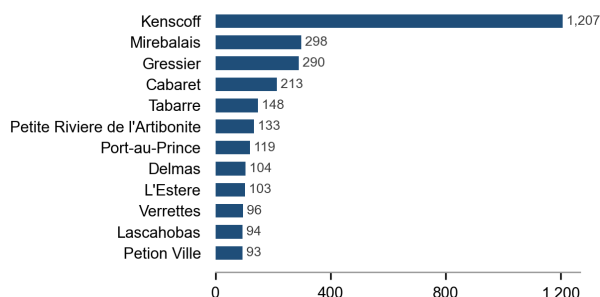


Source : Voir Armed Conflict Location & Event Data (consulté en juin 2026) ; année 2026 exclue car incomplète, <https://acleddata.com/>.

La MMAS a pris fin en avril 2026 sans rétablir la sécurité, et la force qui lui succède est encore en cours de déploiement. Des pénuries chroniques de personnel, de financement et d'équipement ont limité la MMAS dirigée par le Kenya tout au long de son déploiement. Elle a ralenti l'avancée des gangs mais n'a pu reconquérir ni conserver les territoires auparavant contrôlés par les gangs, et la Police nationale d'Haïti (PNH) n'a pu accroître de manière significative ses effectifs ou ses capacités. En septembre 2025, la résolution 2793 du Conseil de sécurité a autorisé la transition vers une FRG comptant jusqu'à 5 550 membres, soit cinq fois la taille de son prédécesseur, soutenue par un nouveau Bureau d'appui des Nations Unies en Haïti financé par des contributions statutaires. La question de savoir si la FRG atteindra une densité opérationnelle suffisamment vite, en particulier autour du corridor de l'aéroport et de la Plaine du Cul-de-Sac, constitue la variable sécuritaire à court terme la plus déterminante. Dans l'intervalle, les gangs contrôlent la majeure partie de la capitale, et les groupes d'autodéfense jouent un rôle croissant dans la prévention d'une nouvelle expansion des gangs, fragmentant davantage la fourniture de sécurité.

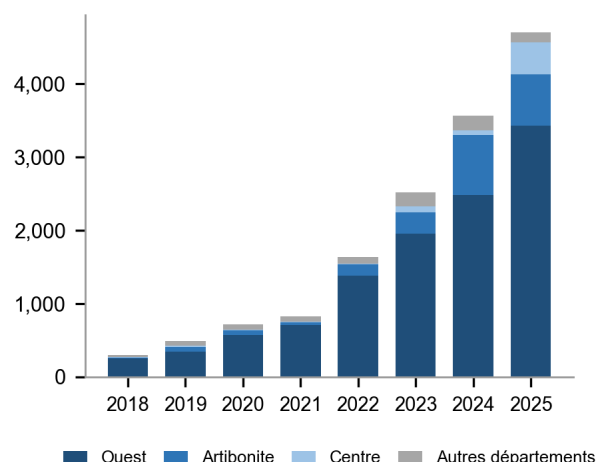
Les gangs ont étendu leur influence bien au-delà de l'agglomération de Port-au-Prince. Les gangs ont consolidé le contrôle des ports et du littoral à Port-au-Prince et de ses environs, de certaines parties de l'Artibonite et de zones frontalières du département de l'Ouest. En avril 2025, ils se sont emparés de Mirebalais et de Saut-d'Eau dans le département du Centre, ainsi que de la route menant au poste-frontière de Belladère/Comendador identifié comme un axe majeur de contrebandes d'armes. En 2026, la périphérie a fait l'objet d'attaques exploratoires, lorsque la coalition Viv Ansanm a frappé Seguin à Marigot en avril 2026, première incursion du conflit dans le Sud-Est. En outre, un soulèvement à Saint-Marc en mai a fait suite à des attaques menées par des groupes basés dans l'Artibonite. Kenscoff, en bordure de la capitale, et Mirebalais dans le département du Centre ont enregistré les taux de mortalité les plus élevés par rapport à la population en 2025 (Figure 4). À la mi-2026, des tirs avaient fermé à plusieurs reprises l'aéroport international Toussaint Louverture, et les plus grands exportateurs d'Haïti ont publiquement averti que la zone industrielle qui l'entoure risquait d'être asphyxiée à mesure que les voies d'accès s'effondraient. Les violations des droits humains demeurent généralisées, avec des milliers d'enlèvements contre rançon le long des principaux axes de transport et une augmentation significative des violences sexuelles à l'encontre des femmes et des filles.

Figure 4. Kenscoff et Mirebalais ont été les communes les plus meurtrières par rapport à leur population (décès ACLED pour 100 000 habitants, année civile 2025)



Source : Voir Armed Conflict Location & Event Data (consulté en juin 2026) ; année civile 2025, <https://www.acleddata.com/>.

Figure 5. La violence s'est largement étendue au-delà du département de l'Ouest (décès par département, 2018-2025)



Source : Voir Armed Conflict Location & Event Data (consulté en juin 2026), <https://www.acleddata.com/>.

Encadré 1. Les revenus des gangs

Les groupes armés ont diversifié leurs sources de revenus au fil du temps. Les gangs de quartier auraient longtemps été utilisés par les élites politiques pour servir des intérêts économiques, influencer les élections et menacer leurs adversaires. Avec le temps, toutefois, ils sont devenus de plus en plus autonomes, se transformant dans certains cas en groupes armés indépendants de leurs commanditaires. Plusieurs facteurs expliquent cette dynamique. Premièrement, les gangs ont développé une base de revenus suffisante pour soutenir leurs opérations indépendamment de leurs parrains. Deuxièmement, les régimes de sanctions imposés aux commanditaires des gangs par les Nations Unies, les États-Unis et le Canada ont pu avoir pour effet secondaire involontaire de pousser les gangs à investir davantage dans des sources locales de revenus, notamment l'extorsion et l'enlèvement contre rançon (voir ci-dessous). Les activités de contrebande sont devenues un troisième flux de revenus, qui a pris de plus en plus d'importance avec le temps pour certains des plus grands gangs. Comme les gangs dépendent de l'extorsion, leurs revenus fluctuent en fonction du niveau d'activité économique. L'évaluation de janvier 2026 de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime à l'intention du Conseil de sécurité confirme cette trajectoire. Les réseaux criminels sont passés d'une prédation opportuniste à un contrôle territorial structuré, intégré aux marchés illicites transnationaux, des coalitions fédérées tirant des revenus du trafic d'armes et de drogues, de la contrebande de carburant, de l'exploitation des migrants et de l'extorsion, et déployant la violence de manière stratégique pour extraire des rentes et contester l'autorité de l'État.

- i) **Enlèvements.** Les gangs ciblent principalement les professionnels de la classe moyenne, mais aussi les élites économiques, leurs familles et leurs employés, par exemple les chauffeurs de camion des entreprises de transport. Les revenus générés par les enlèvements sont probablement importants, compte tenu du nombre de personnes enlevées, mais ils ont diminué au fil du temps à mesure que les gangs ont commencé à s'appuyer sur d'autres sources de revenus. Les revendications politiques sont rarement signalées, et la plupart des victimes d'enlèvement sont finalement libérées, généralement après le versement d'une rançon.
- ii) **Péages.** De nombreux gangs ont perçu des péages sur d'importants axes de transport à destination, en provenance et à l'intérieur de Port-au-Prince. Des péages sont également prélevés sur les autobus de transport interurbain et peuvent aussi être imposés aux camions et aux particuliers. Avec le temps, les péages ont dépassé les enlèvements comme principale source de revenus.
- iii) **Frais d'escorte, vols et extorsion.** Les gangs volent des marchandises, en particulier des conteneurs et des véhicules importés, sur les itinéraires reliant les ports aux installations des importateurs. Ils peuvent saisir tout ou partie des marchandises ou exiger le versement d'une rançon pour leur libération. Le secteur des carburants est particulièrement exposé à l'extorsion en raison de sa concentration dans quelques installations d'infrastructure critiques. Ces stratégies constituent également un moyen de persuader les victimes potentielles d'accepter les services d'escorte ou les

garanties qu'ils offrent contre la saisie et le paiement d'une rançon. Les gérants de stations-service sont parfois contraints de vendre une partie de leurs approvisionnements aux gangs, qui les revendent à 4 ou 5 fois leur prix dans des « laboratoires ». L'UNODC estime que les gangs prélèvent une taxe d'extorsion équivalant à environ 20 pour cent de la valeur des marchandises transitant par les zones contrôlées par les gangs. Au-delà de sa dimension financière, cette stratégie de pillage de produits de première nécessité (sucre et riz) renforce la légitimité des gangs, qui revendent ces produits à des prix plus bas sur les marchés locaux voisins ou à l'intérieur de leurs territoires lorsqu'ils ne les distribuent pas gratuitement.⁴⁵

- iv) *Contrebande de drogues et de marchandises illicites*. Outre les armes, Haïti est depuis longtemps une importante plaque tournante de transbordement de drogues dans les Caraïbes. À mesure que les gangs ont accru leur sophistication organisationnelle, leurs liens avec les cartels de la drogue d'Amérique latine se sont renforcés, avec une efficacité opérationnelle accrue et une infiltration des administrations locales (UNODC 2026). Les rapports de l'UNODC documentent un glissement structurel d'une activité opportuniste des gangs vers des opérations de trafic intégrées et multiproduits, couvrant les armes à feu, les stupéfiants, le carburant et les migrants, les gangs se regroupant en coalitions fédérées qui contrôlent le territoire et opèrent au-delà des frontières. Les réseaux illicites ont également accru la contrebande d'autres produits, tels que les anguilles vivantes. Les flux financiers illicites associés (y compris le blanchiment d'argent par l'immobilier, les systèmes de transfert informels et le secteur de la sécurité privée) renforcent davantage les économies criminelles et érodent l'environnement des affaires formel. Bien qu'il n'existe pas d'estimations récentes du volume de marchandises de contrebande ni des flux financiers vers les gangs haïtiens, l'augmentation des saisies et les évaluations qualitatives mettent en évidence une hausse significative des flux de drogues à travers Haïti.

Évolution économique récente

Les chocs externes ont aggravé l'impact de l'instabilité intérieure au cours des sept dernières années. La crise politique et la dégradation de l'environnement sécuritaire se sont aggravées dans le contexte de la pandémie de la COVID-19, du choc mondial des prix des denrées alimentaires et des carburants qui a suivi l'invasion de l'Ukraine par la Russie, des catastrophes naturelles récurrentes, ainsi que des répercussions des changements de politiques migratoires et commerciales dans les pays partenaires. Le PIB s'est contracté pendant sept années consécutives, de 16,1 pour cent au total de l'exercice 2018 à l'exercice 2025 (un recul de 2,7 pour cent pour le seul exercice 2025). Tous les secteurs ont reculé, comme le documentent les comptes nationaux de l'IHSI. La production du secteur secondaire a chuté de 36,2 pour cent au total sur les exercices 2019-25, l'agriculture de 25,7 pour cent et les services de 7,3 pour cent, le commerce et l'hôtellerie subissant les pertes les plus profondes au sein des services. Le Macro Poverty Outlook de la Banque mondiale (avril 2026) projetait une croissance modeste de 0,6 pour cent pour l'exercice 2026, toute reprise demeurant fragile et tributaire de la sécurité et du financement par dons. Toutefois, les risques baissiers liés à la sécurité identifiés dans cette projection se sont déjà matérialisés.

La comparaison de la performance économique d'Haïti avec les projections d'avant crise fournit un cadre pour estimer les pertes économiques. Une projection de 2018 sert d'estimation haute de la trajectoire économique d'Haïti avant la pandémie de la COVID-19 et la période ultérieure d'aggravation de l'instabilité politique et de la violence (Figure 6). Une projection de fin 2020 fournit une estimation ajustée de la croissance économique intégrant l'impact de la pandémie de la COVID-19. La croissance économique effective est estimée à partir des comptes nationaux, complétés par des estimations récentes des comptes nationaux jusqu'à l'exercice 2025. Cette approche fournit une estimation de la production économique perdue sur deux périodes : 2018-20 (la période de

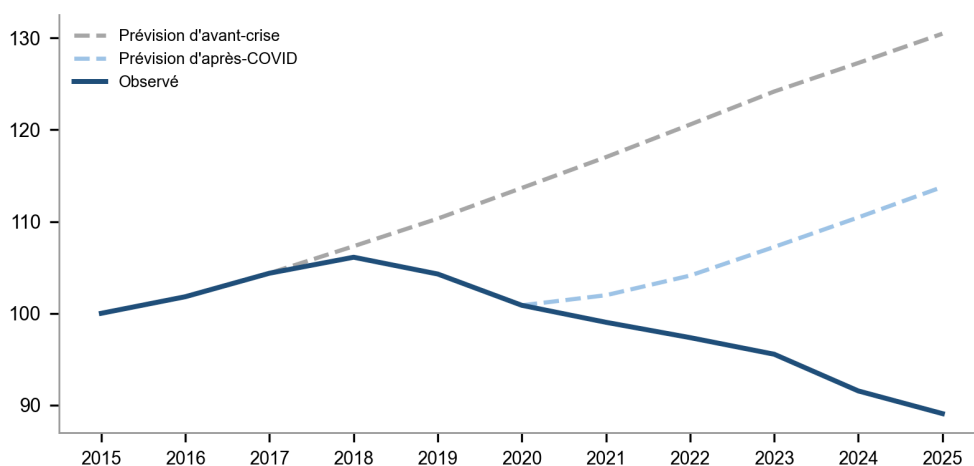
⁴« Laboratoires » est le nom couramment utilisé par les personnes interrogées lors de la mission pour désigner les stations-service illégales.

⁵ UNODC, *Haiti's Criminal Markets: Mapping Trends in Firearms and Drug Trafficking*, 2026; and UNODC Security Council quarterly reports on Haiti, 2023-2026.

la pandémie) et 2021-25. Ces estimations offrent une première quantification des pertes et une analyse des secteurs économiques les plus touchés.

Mesuré par rapport à sa trajectoire d'avant crise, le déficit annuel de production d'Haïti s'est creusé pour atteindre 46,5 pour cent du PIB à l'exercice 2025. En comparant la production effective avec la projection d'avant crise de l'exercice 2018, le déficit de l'exercice 2025 équivaut à 46,5 pour cent du PIB de l'exercice 2025. Sur cet écart, 18,7 points de pourcentage se sont ouverts durant la période de la pandémie (par rapport à la projection post-COVID de 2020) et 27,7 points de pourcentage durant la période 2021-25 de montée de l'insécurité (Figure 6). Sur une base comparable jusqu'à l'exercice 2025, le secteur industriel représentait la plus grande part sectorielle de la production perdue (environ 22 pour cent du PIB de l'exercice 2025), suivi des services (environ 17 pour cent) et de l'agriculture (environ 8 pour cent), le solde étant attribuable aux taxes. Les canaux de transmission dans chaque secteur économique sont analysés ci-dessous.

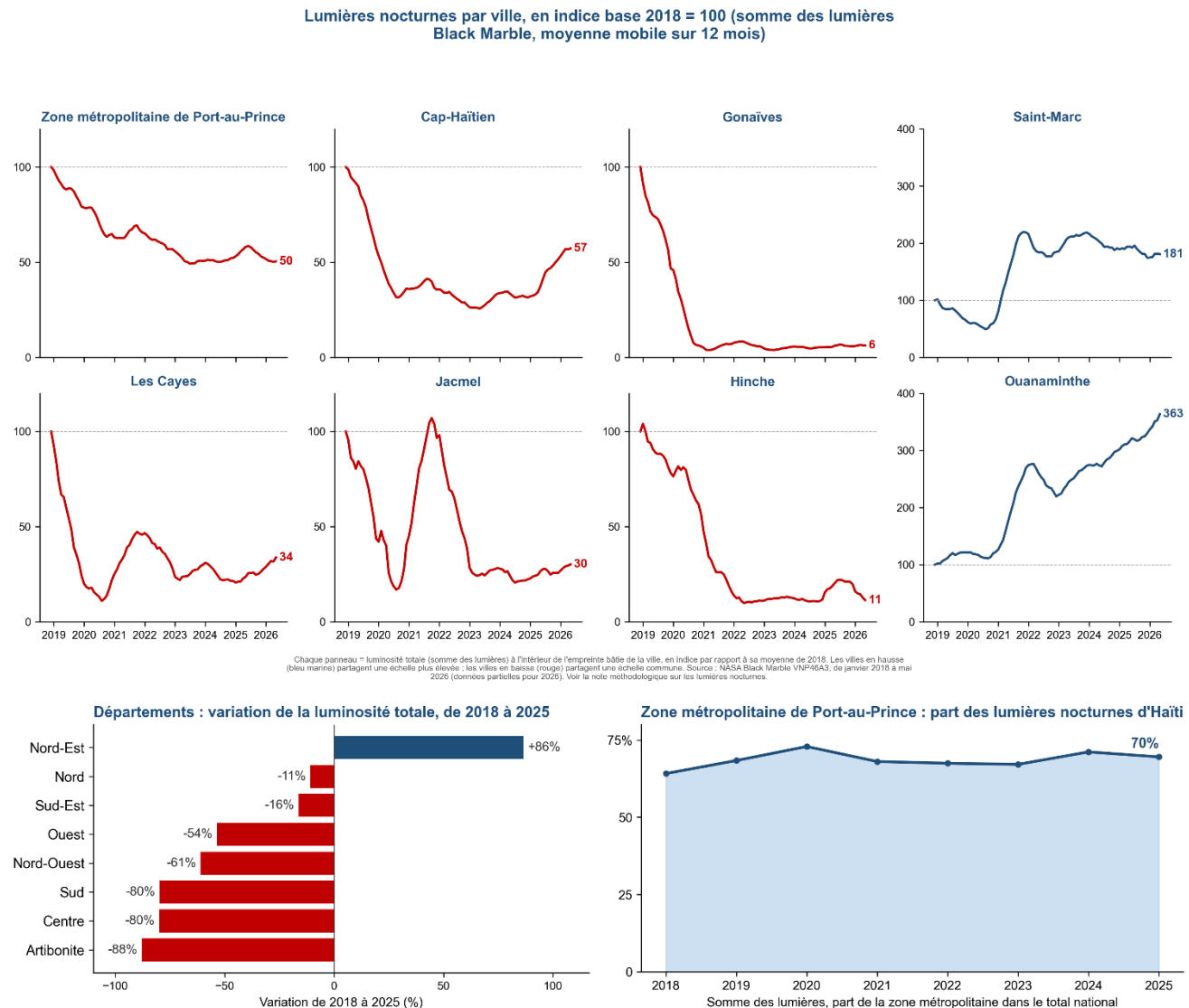
Figure 6. Pertes estimées de produit intérieur brut (PIB), exercices 2018-2025



Source : Banque mondiale (2018 ; 2020). Note : trajectoires contrefactuelles prolongées au-delà de 2024 à leur taux de croissance terminal ; valeur effective de l'exercice 2025 issue de l'IHSI.

L'évolution des lumières nocturnes reflète la contraction économique prolongée d'Haïti. Le PIB fournit une mesure générale de la performance économique en Haïti, mais il est limité quant à sa désagrégation spatiale (disponible au niveau national) et à sa rapidité de publication (publié avec un décalage). Les données sur les lumières nocturnes (NTL) constituent un outil complémentaire précieux, offrant une information géographiquement désagrégée et à haute fréquence qui suit globalement l'activité économique dans des conditions normales. Mesurées en luminosité totale (la somme des lumières sur chaque zone), les lumières nocturnes d'Haïti ont diminué d'environ la moitié entre 2018 et 2025 (Figure 7), un résultat robuste au seuil de détection retenu (une baisse d'environ 49 à 56 pour cent). Cela corrobore la grave détérioration du PIB, mais ne s'y substitue pas. En Haïti, la chute des lumières reflète l'effondrement de l'approvisionnement public en électricité et les pénuries récurrentes de carburant, ainsi que l'aggravation de l'insécurité. Le recul des NTL surestime donc le seul recul de l'activité économique et n'est pas converti ici en une estimation du PIB. Le recours croissant au solaire hors réseau, largement invisible pour le satellite à cette résolution, renforce cette mise en garde.

Figure 7. Variation de la luminosité nocturne totale (somme des lumières) par ville et par département, de 2018 à 2025



Source : Lumières nocturnes NASA Black Marble (VNP46A3) ; somme des lumières par polygone, variation de l'année pleine 2018 à 2025, par département et ville principale ; calculs des services. Recoupé avec la série EOG VIIRS VNL V2.2.

Sur le plan spatial, le recul est concentré dans les villes et est presque universel. La zone métropolitaine de Port-au-Prince est le centre économique très largement dominant du pays, représentant plus des deux tiers des lumières nocturnes d'Haïti tout au long de la période (Figure 7). Bien qu'elle ait perdu environ la moitié de sa propre luminosité, elle demeure le cœur de l'économie nationale, et les villes de province ont enregistré des baisses comparables ou plus importantes, notamment Gonaïves et Les Cayes. Le centre urbain de Cap-Haïtien s'est assombri alors même que son empreinte éclairée s'étendait, ce qui est cohérent avec un étalement péri-urbain à mesure que le réseau électrique défaille. L'exception la plus nette est Ouanaminthe, à la frontière dominicaine, où la luminosité et la superficie éclairée ont toutes deux augmenté, reflétant la poursuite de l'activité autour de la zone franche CODEVI. Une grande partie du recul reflète de graves perturbations de la production publique d'électricité, un défi aigu même dans des zones mieux sécurisées telles que Cap-Haïtien.

Au niveau départemental, mesuré en luminosité totale à l'intérieur des limites de chaque département, le recul est également quasi universel. La luminosité a diminué dans huit des dix départements, les baisses les plus fortes

concernant l'Artibonite, le Centre et le Sud (en recul d'environ quatre cinquièmes) ainsi que l'Ouest, qui abrite la zone métropolitaine. La seule exception robuste est le Nord-Est, où la luminosité et la superficie éclairée ont toutes deux progressé, sous l'effet de l'économie frontalière de Ouanaminthe. Les variations dans les très petits départements tels que les Nippes et la Grand'Anse reposent sur un trop faible nombre de pixels éclairés pour être fiables et ne sont traitées qu'à titre indicatif. Ces résultats utilisent une méthode de somme des lumières par polygone. Une note méthodologique sur les lumières nocturnes expose les définitions, la sensibilité au seuil et le produit satellitaire utilisé, et les données traitées sont fournies dans un supplément en ligne.⁶

La plupart des Haïtiens n'ont pas accès à des emplois productifs procurant une sécurité économique. La pauvreté laborieuse est répandue, de nombreuses personnes occupant un emploi vivant dans des ménages dont le revenu est inférieur au seuil de pauvreté. Une enquête téléphonique à haute fréquence (HFPS) menée par la Banque mondiale en Haïti montre que l'insécurité alimentaire s'est aggravée au cours des cinq dernières années, un nombre croissant de ménages étant incapables de satisfaire leurs besoins essentiels (voir Encadré 2). Toutes les sources de revenu du travail (travail salarié, agriculture et entreprises non agricoles) ainsi que les sources de revenu hors travail (aide d'amis et de la famille, et envois de fonds) ont diminué, offrant peu d'options pour soutenir les niveaux de vie. La part des personnes interrogées possédant des actifs physiques a également reculé. Le déstagement d'actifs affaiblit la stabilité financière à long terme des ménages, soulignant la persistance et la profondeur de la crise économique d'Haïti. Malgré cette baisse des niveaux de vie, le marché du travail est resté relativement stable entre 2021 et 2025. Environ quatre personnes interrogées sur dix ont déclaré avoir un emploi et être au travail au cours de cette période, une part relativement faible, mais sans les évolutions qui pourraient expliquer la détérioration continue des niveaux de vie. De même, environ six travailleurs sur dix exerçaient une activité indépendante et près des trois quarts travaillaient dans les services, ces parts n'ayant changé que de façon marginale entre 2021 et 2025. La conjonction de la baisse des niveaux de vie et de la stagnation du marché du travail donne à penser que les Haïtiens ne peuvent accéder aux emplois productifs nécessaires pour assurer une sécurité économique.

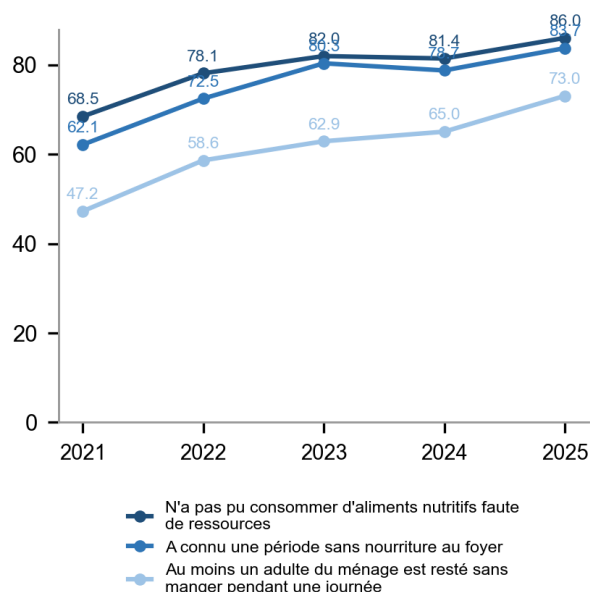
Encadré 2. Des crises cumulatives exposent les ménages haïtiens à un dénuement extrême
Alors que l'insécurité a entravé la collecte de données au niveau des ménages par les méthodes traditionnelles en face à face, six séries de données d'enquête téléphonique permettent de suivre des indicateurs socio-économiques clés en Haïti au cours des cinq dernières années. Entre 2021 et 2025, cinq séries de l'enquête téléphonique à haute fréquence d'Haïti (HFPS) et une enquête téléphonique spécialisée sur l'énergie ont été réalisées dans le contexte des chocs cumulatifs que connaît Haïti. Les enquêtes recueillent des informations clés sur les niveaux de vie, l'emploi, l'accès aux services, les perceptions de l'insécurité et la gouvernance. L'approche d'échantillonnage, qui a reposé sur la constitution d'une base de sondage par composition aléatoire de numéros, est conçue pour être représentative de la population des Haïtiens âgés de 18 ans et plus vivant dans un ménage disposant d'au moins un téléphone mobile. Dans plusieurs des vagues d'enquête, l'échantillon est suffisamment large pour désagréger les résultats selon les quatre macro-régions d'Haïti : le Grand Nord, le Grand Sud, l'Ouest et le Centre. Les principaux marqueurs des niveaux de vie, notamment l'insécurité alimentaire, les revenus et la détention d'actifs, se sont détériorés entre 2021 et 2025. Tous les indicateurs tirés de l'échelle de l'expérience de l'insécurité alimentaire (FIES) se sont dégradés, même après l'atténuation de la crise de la COVID-19 (Figure 8). Par exemple, 73,0 pour cent des Haïtiens vivaient en 2025 dans un ménage où au moins un adulte est resté sans manger pendant une journée au cours du mois précédent, contre 47,2 pour cent en 2021. En décomposant cette baisse des niveaux de vie, il apparaît que toutes les sources de revenu du travail et hors travail étaient en recul. Parmi les personnes interrogées disposant d'une source de revenu particulière en mars 2024, au moins 70 pour cent ont vu cette source de revenu diminuer ou disparaître d'ici 2025 (Figure 9). Cela inclut les envois de fonds internationaux, qui seraient en principe moins affectés par les crises survenant à

⁶ Nighttime Lights in Haiti: Methodology Note, <https://www.haitidocs.org/data/methodology/nighttime-lights-methodology.pdf>.

l'intérieur d'Haïti. Une part décroissante des ménages possède des actifs tels que téléviseurs, ventilateurs et réfrigérateurs, soulignant l'ampleur de leur détresse financière.

La part des personnes occupant un emploi et la nature de leurs activités professionnelles ont peu changé entre 2021 et 2025, ce qui donne à penser que les emplois sont trop peu productifs pour procurer une sécurité économique et que la pauvreté laborieuse est répandue. Malgré certaines fluctuations, la part des personnes ayant un emploi et étant au travail au cours des sept jours précédant l'entretien est restée autour de quatre sur dix entre 2021 et 2025. La part des personnes occupant un emploi mais temporairement absentes a augmenté au cours de la même période, ce qui pourrait indiquer que les personnes interrogées recherchent un nouvel emploi mais ne trouvent que des opportunités précaires et instables sur le marché du travail, ne permettant pas de relever les revenus. Les types d'emploi sont également restés relativement stables ; en 2025, le travail indépendant prédominait, représentant 61,3 pour cent des personnes interrogées ayant un emploi et au travail, contre 31,7 pour cent pour le travail salarié (le reste effectuant un apprentissage ou travaillant dans une entreprise familiale ou domestique). À l'échelle nationale, les services prédominent, 31,1 pour cent des personnes interrogées ayant un emploi et au travail exerçant dans le commerce de gros et de détail et 42,0 pour cent dans d'autres services, contre seulement 13,1 pour cent pour l'industrie et 13,8 pour cent pour l'agriculture. Il existe toutefois une forte variation régionale, l'agriculture représentant 24,6 pour cent de l'emploi dans le Grand Sud et l'industrie 19,9 pour cent de l'emploi dans le Grand Nord.

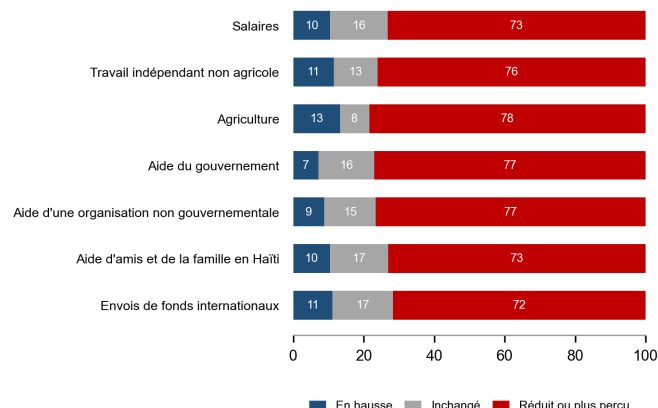
Figure 8. L'insécurité alimentaire s'est aggravée régulièrement entre 2021 et 2025



Source : EHFT (enquêtes à haute fréquence par téléphone), vagues 1 à 5.

Notes : Les indicateurs demandent si chaque situation d'insécurité alimentaire a été rencontrée au cours des 30 jours précédant l'entretien. Des pondérations au niveau individuel sont appliquées, de sorte que la somme des pondérations correspond au nombre de personnes âgées de 18 ans et plus vivant dans des ménages dotés d'un téléphone mobile.

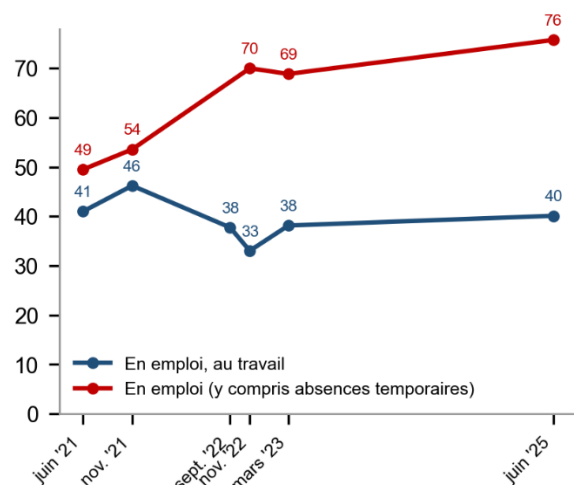
Figure 9. La plupart des ménages ont vu chacune de leurs sources de revenu diminuer ou disparaître entre mars 2024 et 2025



Source : EHFT (enquêtes à haute fréquence par téléphone), vagues 1 à 5.

Notes : Les indicateurs portent uniquement sur les personnes disposant de chaque source de revenu en mars 2024. Des pondérations au niveau individuel sont appliquées, de sorte que la somme des pondérations correspond au nombre de personnes âgées de 18 ans et plus vivant dans des ménages dotés d'un téléphone mobile.

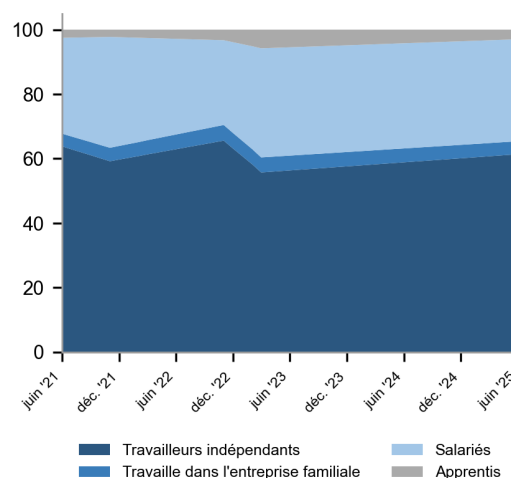
Figure 10. La part des personnes en emploi et au travail a oscillé autour de 40 pour cent entre 2021 et 2025



Source : EHFT, vagues 1 à 5, et Enquête sur l'énergie.

Notes : « Occupé et au travail » exclut les absences temporaires. Des pondérations au niveau individuel sont appliquées, de sorte que la somme des pondérations correspond au nombre de personnes âgées de 18 ans et plus vivant dans un ménage disposant d'un téléphone mobile.

Figure 11. L'emploi indépendant domine le marché du travail haïtien



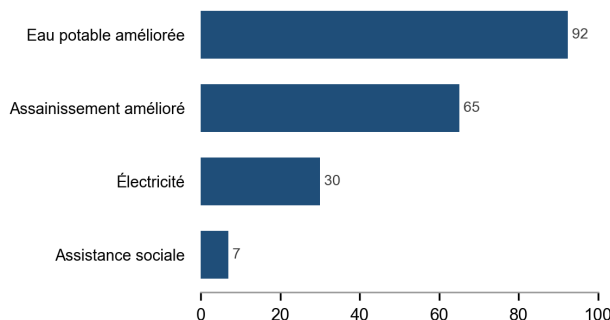
Source : EHFT (enquêtes à haute fréquence par téléphone), vagues 1 à 5.

Notes : Échantillon limité aux répondants occupés et au travail. Des pondérations au niveau individuel sont appliquées, de sorte que la somme des pondérations correspond au nombre de personnes âgées de 18 ans et plus vivant dans un ménage disposant d'un téléphone mobile.

D'importantes lacunes dans les services de base et les infrastructures contribuent à expliquer le faible développement du capital humain en Haïti et la faible productivité du marché du travail.

En 2025, seuls 30,0 pour cent des répondants ont déclaré vivre dans un ménage ayant accès à l'électricité à partir d'une source quelconque (Figure 12). Le faible accès à l'électricité limite la santé et l'éducation en rendant plus difficile le fonctionnement des cliniques et des écoles et l'étude des enfants en dehors de la salle de classe. Il restreint également la connectivité et l'utilisation des machines, entravant la productivité du travail. De même, environ 65,0 pour cent des répondants ont déclaré vivre dans un ménage disposant d'une source d'assainissement améliorée, les lacunes en matière d'accès à un assainissement amélioré étant les plus importantes dans le Grand Nord et le Centre. Un assainissement adéquat favorise le développement de la petite enfance, qui à son tour a des effets durables sur le capital humain à long terme. L'accès à l'eau potable améliorée semble plus répandu, à 92,4 pour cent en 2025, mais plus de la moitié des Haïtiens dépendent de l'eau en bouteille ou livrée par camion-citerne, un mécanisme de distribution qui pourrait être perturbé par l'insécurité. Les programmes de protection sociale offrent un potentiel de réduction de la pauvreté. Cependant, malgré les efforts considérables du Gouvernement d'Haïti et de ses partenaires de développement pour en élargir l'accès, seuls 6,9 pour cent des répondants ont déclaré vivre dans un ménage ayant reçu une aide sociale sous une forme quelconque et de toute provenance en 2025. La couverture est donc dérisoire au regard de l'ampleur de l'insécurité alimentaire et de la prévalence des chocs. Cela souligne l'importance d'élargir l'accès à la protection sociale et à d'autres services de base.

Figure 12. Les lacunes dans l'accès aux services de base et aux infrastructures persistent (répondants sans accès aux services)

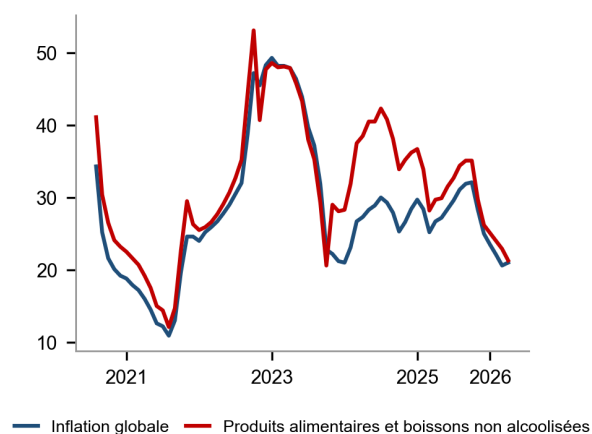


Source : EHFT, vague 5.

Notes : Les normes d'eau et d'assainissement améliorés suivent les normes du Programme commun de surveillance de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène (JMP). L'aide sociale comprend les transferts en espèces, en nature et alimentaires provenant du gouvernement, d'organisations non gouvernementales, d'organisations internationales ou d'organismes religieux. Des pondérations au niveau individuel sont appliquées, de sorte que la somme des pondérations correspond au nombre de personnes âgées de 18 ans et plus vivant dans un ménage disposant d'un téléphone mobile. Les barres d'erreur représentent les intervalles de confiance à 95 pour cent.

L'inflation a reculé par rapport à son pic de 2023, mais demeure supérieure à 20 pour cent. L'inflation globale a frôlé 49 pour cent au début de 2023 après les perturbations portuaires et le choc mondial des matières premières, s'est atténuée tout au long de 2024, puis a de nouveau accéléré pour atteindre environ 32 pour cent en octobre 2025 à mesure que le choc d'offre lié à la sécurité s'intensifiait et que les prix des carburants s'ajustaient à la hausse. En avril 2026, elle était retombée à 21,0 pour cent en glissement annuel, l'inflation alimentaire s'établissant à 21,3 pour cent, ce qui reste un lourd fardeau pour les ménages pauvres (Figure 13). Le ralentissement reflète en grande partie des effets de base. Le niveau des prix continue de grimper d'un mois sur l'autre. Une caractéristique distinctive de cet épisode est que la gourde ne s'est pas dépréciée. Le taux de référence de la banque centrale s'est maintenu à environ 130,5 gourdes pour un dollar américain pendant plus d'un an, soutenu par des entrées record de transferts de fonds, de sorte que l'inflation récente n'est pas importée par l'intermédiaire d'une monnaie plus faible et érode la compétitivité externe à travers une appréciation réelle. L'introduction d'un mécanisme automatique de fixation des prix des carburants en avril 2026 a entraîné une forte hausse des prix de l'essence, du diesel et du kérosène afin de soutenir une réduction des subventions budgétaires, contribuant aux pressions inflationnistes durant la période d'ajustement. Les conditions de vie se sont détériorées à mesure que le pouvoir d'achat a diminué. On estime que 49,0 pour cent des Haïtiens vivaient en dessous du seuil de pauvreté internationale de 3,00 dollars par jour (PPA 2021) en 2025, contre 44,6 pour cent en 2023, et la Banque mondiale projette une nouvelle hausse en 2026 (Figure 14).

Figure 13. L'inflation a reflué par rapport à son pic de 2023 mais reste supérieure à 20 pour cent (prix à la consommation, variation en pourcentage sur un an)

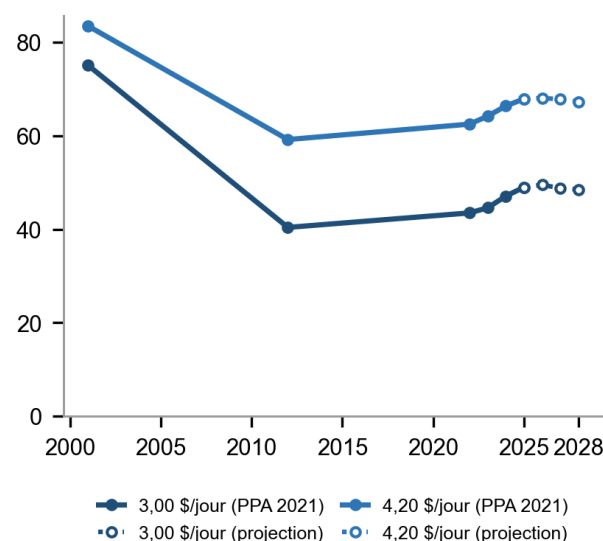


Source : Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique. « Indice des Prix à la Consommation ».

https://ihsi.gouv.ht/publications/publications_regulieres.

Note : CPI, indice des prix à la consommation.

Figure 14. L'extrême pauvreté devrait augmenter en 2026 (part de la population sous les seuils de 3,00 et 4,20 dollars par jour en PPA 2021, en pourcentage)



Source : Banque mondiale 2024a.

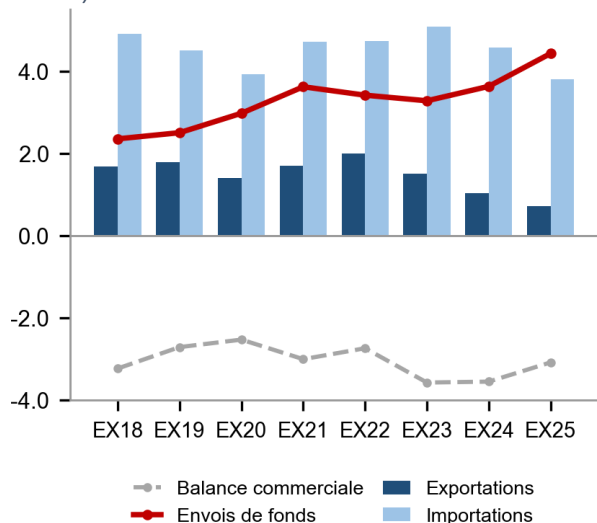
Note : PPA, parité de pouvoir d'achat.

La résilience des transferts de fonds a fait basculer le compte courant en excédent au cours de l'exercice 2025, alors même que les exportations sont tombées à leurs plus bas niveaux depuis plusieurs décennies. Les exportations ont diminué de façon constante depuis 2019. Les importations américaines de marchandises en provenance d'Haïti sont passées d'environ 1,0 milliard de dollars en 2019 à 630 millions de dollars en 2024 et à 522 millions de dollars en 2025, reflétant l'insécurité, les perturbations portuaires et une suspension de quatre mois des préférences commerciales (Figure 15). Les importations se sont contractées avec l'économie, tandis que les entrées de transferts de fonds ont atteint un niveau record de 4,4 milliards de dollars au cours de l'exercice 2025, contribuant à financer le déficit commercial et portant le compte courant à un excédent de 1,9 pour cent du PIB durant l'exercice 2025, contre un déficit de 0,6 pour cent au cours de l'exercice 2024. Le compte courant devrait rester globalement équilibré durant l'exercice 2026, une facture pétrolière plus élevée creusant le déficit commercial. Les réserves internationales brutes s'établissaient à environ 3,2 milliards de dollars à la fin de l'exercice 2025, soit environ sept mois d'importations, et sont projetées à près de 3,4 milliards de dollars à la fin de l'exercice 2026.

La politique budgétaire a respecté les ancrages de son programme avec le FMI durant l'exercice 2025, mais la collecte des recettes est tombée à son plus bas niveau depuis plus de deux décennies. Les recettes et les dépenses ont diminué en proportion du PIB au cours de la dernière décennie (Figure 16). Comme Haïti perçoit plus de la moitié de ses recettes fiscales à la frontière, la contraction du commerce a comprimé les recettes publiques. Les recettes publiques sont tombées à 4,8 pour cent du PIB durant l'exercice 2025, le niveau le plus bas depuis l'exercice 2002, malgré une croissance nominale de 13,3 pour cent. L'insécurité a entravé l'accès aux ports, et l'affaiblissement des capacités administratives a limité la collecte. Un conflit de huit mois portant sur des arriérés de salaires a culminé par la suite avec une fermeture des douanes en avril 2026, pesant sur les recouvrements du début de l'exercice 2026. Néanmoins, toutes les cibles quantitatives du programme de référence du FMI ont été atteintes à la fin de décembre 2025. Le solde primaire a affiché un léger excédent (0,1 pour cent du PIB durant l'exercice 2025), le financement monétaire du déficit est resté nul pour une deuxième année consécutive, et les réserves internationales nettes ont atteint 1,76 milliard de dollars en décembre 2025. Le FMI a achevé la troisième revue du programme en mai 2026 et l'a prolongé jusqu'en juin 2027, projetant un creusement du déficit à environ 0,9 pour cent du PIB durant l'exercice 2026 à mesure que les recettes reculent davantage.

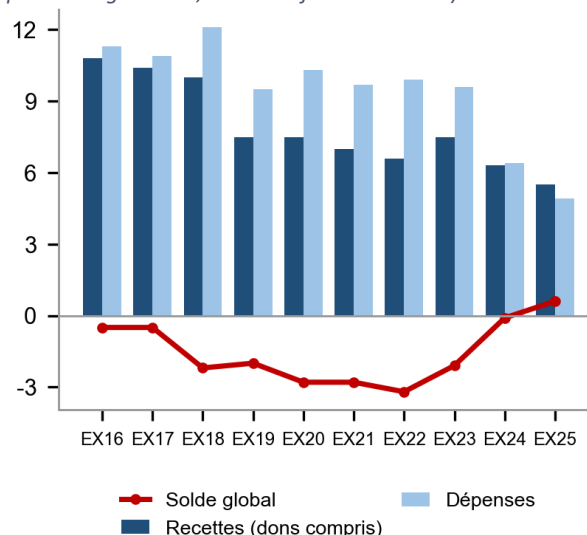
La dette publique est faible, mais la capacité de portage de la dette l'est encore davantage. Haïti demeure exposé à un risque élevé de surendettement. La dette publique totale est tombée à environ 12,3 pour cent du PIB lors de l'exercice 2025 (dette publique externe : 1,5 pour cent), ce qui reflète l'annulation en 2024 de la dette liée au Venezuela et l'absence de nouveaux emprunts. La plus récente Analyse conjointe de la viabilité de la dette de la Banque mondiale et du FMI (décembre 2025) évalue néanmoins Haïti comme exposé à un risque élevé de surendettement externe et global, la dette n'étant viable que sous l'hypothèse d'un financement concessionnel continu, principalement sous forme de dons. C'est la faible capacité d'Haïti à assurer le service de la dette externe, plutôt que le faible encours de la dette, qui constitue la contrainte déterminante pesant sur les options de financement.

Figure 15. Les transferts de fonds aident à financer un déficit commercial persistant (en milliards de dollars, exercices haïtiens)



Source : statistiques du commerce et des transferts de fonds de la Banque de la République d'Haïti (exportations f.à.b. avec ajustements, importations c.a.f., transferts de fonds via les maisons de transfert) ; exercices haïtiens, dernier exercice 2025.

Figure 16. La mobilisation des recettes reste très inférieure aux besoins de dépenses (recettes dons compris et dépenses, en pourcentage du PIB, exercices fiscaux haïtiens)



Source : Tableau de données des Perspectives macroéconomiques et de pauvreté de la Banque mondiale (avril 2026). Les recettes incluent les dons ; l'EF2024 et l'EF2025 sont des estimations.

La faible mobilisation chronique des recettes intérieures en Haïti (4,8 pour cent lors de l'exercice 2025) limite les dépenses de développement dans les infrastructures, la santé et l'éducation. Les dépenses ne sont fréquemment pas alignées sur les priorités déclarées du gouvernement. Par exemple, les subventions à l'énergie ont représenté en moyenne 2,2 pour cent du PIB entre 2010 et 2022, tandis que les dépenses combinées d'éducation, de santé et de protection sociale n'ont atteint en moyenne que 1,7 pour cent du PIB sur la même période. Les acteurs non étatiques, y compris les organisations de la société civile et les ONG internationales, fournissent une part importante des services de base. À la suite du séisme de 2010, le budget a bénéficié d'une aide exceptionnelle des bailleurs de fonds, les dons externes passant de 2 pour cent du PIB en 2004 à un pic de 15,5 pour cent en 2010. L'aide des bailleurs de fonds a continuellement diminué au cours des années qui ont suivi le séisme, pour atteindre 2,4 pour cent du PIB en 2018 et environ 1,2 pour cent du PIB lors de l'exercice 2025. Avec une aide des bailleurs de fonds à un niveau aussi faible, la mobilisation des ressources intérieures et l'efficacité des dépenses publiques constitueront des priorités importantes.

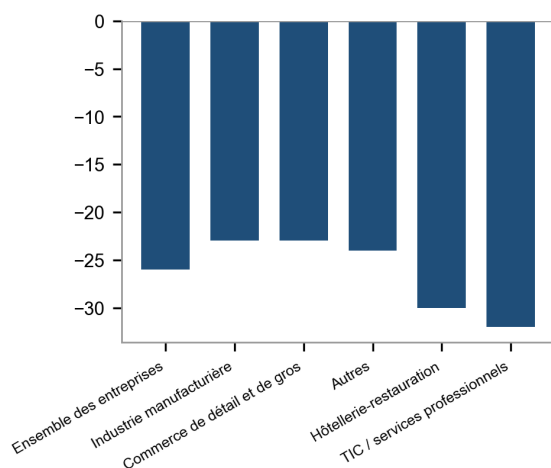
L'environnement des affaires s'est progressivement détérioré après 2018, puis fortement à partir de 2021, à la suite d'une série de troubles sociopolitiques et de la violence des gangs. Des troubles sociaux et des vagues de violence, y compris plusieurs épisodes de paralysie totale de l'économie, ont caractérisé les années 2018 et 2019. En 2020, les licenciements provoqués par la pandémie de la COVID-19 sont venus aggraver un contexte politique déjà instable et un environnement social non sécurisé, entraînant une contraction économique plus marquée que celle des deux années précédentes. L'augmentation de la violence liée aux gangs à la fin de 2021 a perturbé les chaînes d'approvisionnement nationales, notamment la distribution de carburant et de denrées alimentaires. Pour les entreprises, cela s'est traduit par une réduction des activités productives et des profits en raison de la fermeture partielle ou définitive des sites de production ou des entreprises, de la hausse des coûts de sécurité, des démissions de personnel liées à l'émigration, ainsi que des pillages et des actes de vandalisme qui ont entraîné des pertes et des dommages au stock de capital (physique et humain).

Encadré 3. L'impact de la violence des gangs sur le secteur privé haïtien

Une enquête de conjoncture auprès des entreprises (Business Pulse Survey) a été menée par la Banque mondiale en février-mars 2025 auprès d'environ 700 petites et moyennes entreprises formelles de Port-au-Prince afin d'évaluer l'impact de l'insécurité et de la violence des gangs sur leurs activités.⁷ Elle a retenu l'assassinat du président Jovenel Moïse en juillet 2021 comme période de référence, suffisamment récente pour garantir des données fiables et suffisamment éloignée pour mesurer le changement. L'enquête révèle l'impact grave et multidimensionnel de cette crise sur les entreprises haïtiennes. En particulier, l'escalade et l'intensification de la violence des gangs ont eu de profondes conséquences sur l'environnement des affaires. L'échantillon reflète le tissu entrepreneurial d'Haïti, comprenant 63 pour cent de micro-entreprises, 30 pour cent de petites entreprises, 6 pour cent de moyennes entreprises et 1 pour cent de grandes entreprises (valeurs arrondies dont la somme est de 100 pour cent). L'enquête ne couvre que les entreprises actives et ne tient pas compte des entreprises ayant fermé depuis 2021. La violence persistante a également posé des difficultés pour enquêter auprès des entreprises dans certaines des communes les plus touchées par la violence. Ainsi, les chiffres sous-estiment l'ampleur réelle de l'impact de la violence sur les entreprises haïtiennes et doivent être interprétés comme des estimations minimales.

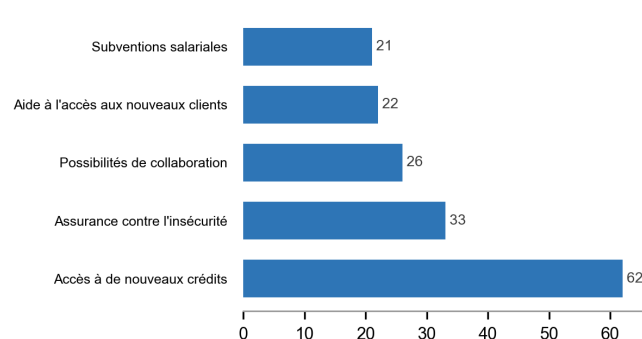
L'enquête met en évidence une contraction significative de l'activité des entreprises. Les pertes liées à la violence ont touché 44 pour cent des entreprises ayant survécu jusqu'en 2025, les entreprises affectées subissant en moyenne des dommages à hauteur de 40 pour cent de leurs actifs. Ces pertes comprennent le vol, le cambriolage, le vandalisme et les incendies criminels visant les locaux de la société ou de l'entreprise. L'activité des entreprises s'est fortement contractée, avec une baisse des ventes de 26 pour cent, des investissements de 25 pour cent et de l'emploi de 20 pour cent par rapport aux niveaux de 2021 (voir Figure 17). Les secteurs des technologies de l'information et de la communication et des services professionnels (-32 pour cent) ainsi que de l'hôtellerie (-30 pour cent) ont connu les baisses les plus marquées.

Figure 17. Les ventes ont reculé de 26 pour cent depuis 2021



Source : Calculs des services de la Banque mondiale, d'après l'enquête Business Pulse Survey (BPS).

Figure 18. Les principaux besoins exprimés par les entreprises



Source : Calculs des services de la Banque mondiale, d'après l'enquête Business Pulse Survey (BPS).

⁷L'enquête n'a pas pu être randomisée en raison des difficultés liées à l'insécurité à Port-au-Prince et de la réticence des entreprises à répondre. La base de sondage comprenait 6 284 entreprises, principalement des petites et moyennes entreprises (PME) formelles, ainsi que quelques grandes entreprises. 719 répondants ont consenti à participer à l'enquête. Sur ces 719 enquêtes, 558 ont été réalisées par téléphone, 119 en personne et 42 en ligne. De nombreux entretiens en personne ont été menés à la demande des répondants. Les entreprises étaient considérées comme formelles si elles remplissaient l'un des critères suivants : immatriculation auprès du ministère du Commerce et de l'Industrie (société anonyme, société en nom collectif, entreprise individuelle) ; immatriculation auprès de la Direction Générale des Impôts ; autorisation des ministères de la Santé, de la Justice et de la Sécurité publique, des Affaires sociales et du Travail (MAST) ; mairie (enregistrement des commerçants et des entreprises individuelles), Centre de Facilitation des Investissements (CFI) (enregistrement des avantages d'incitation à l'investissement).

Question : En comparant les ventes de cette société/entreprise au cours des 30 derniers jours (avant cet entretien) avec juin 2021 (assassinat du président Jovenel Moïse), les ventes ont-elles ?

Question : Quel type de programmes d'appui, qu'ils émanent du gouvernement ou d'organisations internationales, serait le plus important pour votre/vos entreprise(s) aujourd'hui ?

La violence et l'insécurité ont perturbé les chaînes d'approvisionnement et les infrastructures. Les entreprises ayant annulé des commandes en raison de pénuries de matières premières et de biens intermédiaires ont enregistré une baisse mensuelle des ventes de 27 pour cent, contre 16 pour cent pour celles disposant d'un approvisionnement continu. Les problèmes de connectivité numérique ont affecté 50 pour cent des entreprises subissant un mauvais service internet. Les commandes annulées ont représenté en moyenne 39 pour cent des ventes mensuelles, l'hôtellerie atteignant jusqu'à 80 pour cent.

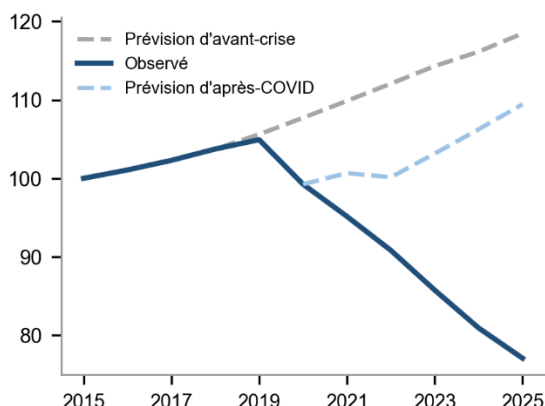
Les entreprises haïtiennes ayant survécu ont fait preuve d'une résilience remarquable grâce à leur capacité d'adaptation. Les investissements de sécurité sont devenus essentiels : 94 pour cent des entreprises qui investissent ont acheté des équipements de sécurité tels que des caméras et des systèmes de surveillance, tandis que 52 pour cent ont accru leurs dépenses en personnel de sécurité. La transformation numérique a constitué une stratégie de survie déterminante, 76 pour cent des entreprises ayant adopté des innovations et 54 pour cent ayant mis en œuvre des solutions numériques pour faire face à la crise. Malgré ces efforts, 59 pour cent des entreprises ont rencontré des difficultés d'accès au financement, cette proportion atteignant 68 pour cent dans le secteur manufacturier. Seules 3 pour cent des entreprises interrogées ont déclaré avoir reçu une aide publique du gouvernement ou d'organisations internationales. À titre de comparaison, une enquête de conjoncture (BPS) menée en Ukraine, pays affecté par la guerre, a révélé qu'environ 8 pour cent des entreprises avaient bénéficié d'un soutien gouvernemental (Avdeenko et al., 2023). Interrogées sur le type de programmes d'appui qui serait important pour leur entreprise aujourd'hui, 62 pour cent des entreprises ont identifié l'accès à de nouveaux crédits pour les investissements ou le fonds de roulement comme leur besoin le plus crucial (voir Figure 18).

L'enquête met en lumière des priorités urgentes pour les décideurs publics et les partenaires de développement. Premièrement, des financements pour la reconstruction ou le relèvement doivent être disponibles pour les actifs d'entreprise endommagés. Deuxièmement, les programmes de relèvement économique devraient cibler les secteurs les plus durement touchés. Troisièmement, la remise en état des infrastructures essentielles, en particulier les services d'électricité et d'internet, exige une attention immédiate. Quatrièmement, des programmes publics de soutien aux entreprises sont nécessaires. Enfin, la mise en place de mécanismes de soutien financier, notamment l'accès à de nouveaux crédits et à des produits d'assurance liés à la sécurité, est essentielle pour maintenir les activités des entreprises dans cet environnement difficile.

Agriculture

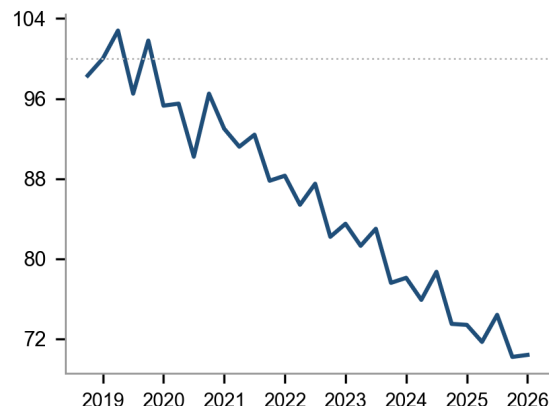
L'insécurité alimentaire demeure à des niveaux de crise en Haïti. L'approvisionnement alimentaire a été affecté par les barrages routiers, la dégradation des actifs agricoles, les gangs qui chassent les agriculteurs des terres productives dans les départements de l'Ouest et de l'Artibonite, ainsi que par les coûts élevés de production et de transport. Selon la dernière analyse du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) (octobre 2025), 5,7 millions de personnes, soit 50 pour cent de la population analysée, ont été confrontées à une insécurité alimentaire aiguë (phase 3 de l'IPC ou pire) entre septembre 2025 et février 2026, dont 1,9 million en phase 4 (urgence) ; 5,9 millions (53 pour cent) sont projetées pour la période de mars à juin 2026. Aucune population n'a été classée en phase 5 (catastrophe), ce qui constitue une amélioration par rapport au cycle précédent, mais le BINUH estime que 6,4 millions de personnes, dont 2,8 millions d'enfants, ont besoin d'une aide humanitaire en 2026, et la violence entrave gravement les opérations humanitaires.

Figure 19. La production agricole continue de s'enfoncer sous sa trajectoire potentielle (indice, 2015=100)



Source : Banque mondiale (2018 ; 2020). Note : trajectoires contrefactuelles prolongées au-delà de 2024 à leur taux de croissance terminal ; valeur effective de l'exercice 2025 issue de l'IHSI.

Figure 20. L'activité agricole est inférieure d'environ 30 pour cent aux niveaux de 2019 (indicateur d'activité économique, agriculture, corrigé des variations saisonnières, 100 = T1 2019)



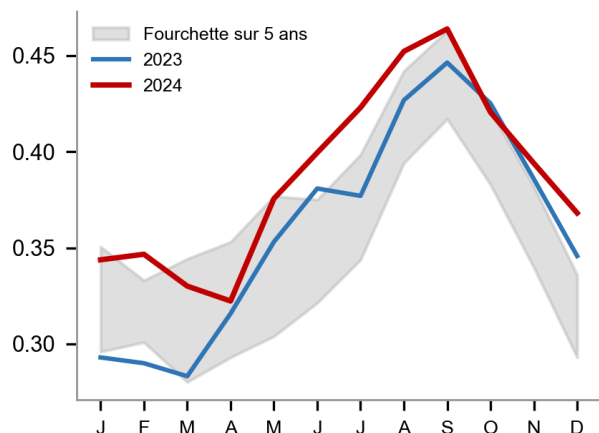
Source : IHSI, Indicateur Conjoncturel d'Activité Économique (ICAE). Note : Indice corrigé des variations saisonnières (calcul des services de la Banque mondiale), 100 = T1 2019 ; dernier point T1 EF2026 (octobre-décembre 2025).

Les perturbations des chaînes d'approvisionnement ont gravement affecté la production agricole. La production totale perdue dans le secteur agricole entre 2018 et l'exercice 2025 est estimée à environ 8 pour cent du PIB de l'exercice 2025 (Figure 19). Le secteur contribue de manière importante aux recettes d'exportation. En 2021, les exportations agricoles comprenaient l'huile essentielle de vétiver, qui représentait 4 pour cent des exportations (46 millions de dollars), suivie des produits de la pêche et des crustacés (27 millions de dollars), des fruits tropicaux (12 millions de dollars, principalement des mangues) et du cacao (9 millions de dollars). Le contrôle exercé par les gangs sur la principale route reliant la zone métropolitaine au sud a essentiellement coupé la circulation routière vers la péninsule sud, où se concentrent la majeure partie de la production de vétiver et une partie de la production de cacao. Le contrôle par les gangs des routes reliant Port-au-Prince aux départements du nord a perturbé les exportations de mangues, et le contrôle de la route menant vers l'est à travers Croix-des-Bouquets menace le transport du café de Thiotte (département du Sud-Est). En raison de l'insécurité, les mangues ne peuvent plus faire l'objet d'un pré-dédouanement pour l'exportation vers les États-Unis, ce qui supprime l'accès au principal marché d'exportation et réduit les revenus des agriculteurs. Avant la crise, les exportations de mangues représentaient 12 millions de dollars par an, une source de revenus essentielle pour des centaines de milliers d'agriculteurs informels. Après une baisse de 48 pour cent des exportations de mangues en 2022 due à des problèmes liés au manque de sécurité, les exportations vers les États-Unis ont été interrompues en octobre 2022.⁸⁹

⁸⁹Le ministère de l'Agriculture des États-Unis a suspendu le programme de pré-dédouanement de l'Animal and Plant Health Inspection Service parce que la sécurité des inspecteurs ne pouvait être garantie. Le programme de pré-dédouanement a été officiellement fermé en janvier 2023 (Haïti Libre 2022) et n'a pas été rétabli, ce qui rend peu probable la réouverture du marché américain aux agriculteurs haïtiens pour la saison de la mangue 2025.

⁹ Food for Export: An Analysis of Haiti's Agricultural Export Potential in the Nord-Ouest Department, IDB/IFC, 2024; Haiti Coffee Supply Chain Risk Assessment, World Bank, 2010.

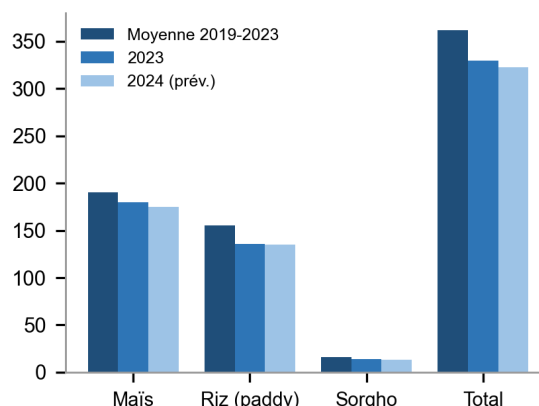
Figure 21. Indice de végétation par télédétection



Source : Banque mondiale.

Note : La zone grisée indique la fourchette minimale et maximale depuis 2012.

Figure 22. La production céréalière continue de reculer (en milliers de tonnes)



Source : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Les mesures de la végétation montrent que la production agricole d'Haïti est loin de son potentiel, une situation qui pourrait être aggravée par les chocs climatiques. Les indices de télédétection tels que l'indice de végétation amélioré (EVI) mesurent les conditions des cultures, en quantifiant spécifiquement la verdure, la santé et la densité de la végétation (Huete et al., 2002). L'EVI indique qu'Haïti disposait d'un fort potentiel de rendements agricoles élevés en 2023 et 2024 (Figure 21), malgré des conditions défavorables au début de 2023 qui se sont inversées plus tard dans l'année. Cependant, les données officielles de production agricole font apparaître un déclin (Figure 22), ce qui met en évidence une déconnexion croissante entre le potentiel agricole d'Haïti et la production réelle. Cet écart grandissant reflète des contraintes non climatiques (insécurité, manque d'intrants et perturbations de l'accès aux marchés) qui empêchent le secteur de tirer parti de conditions favorables et de réaliser pleinement sa productivité. L'EVI est un indicateur de la santé et de la croissance des cultures tout au long de la saison, bien que le rendement des cultures soit influencé par de nombreux facteurs au-delà de la seule santé de la végétation sur pied.^{10 11}

Industrie

Dans le secteur industriel, la contraction a débuté pendant la pandémie de la COVID-19 et s'est aggravée durant la crise sécuritaire de 2021-25. Le déclin de la croissance industrielle a été généralisé, l'Indicateur d'activité économique faisant apparaître un recul des activités manufacturières, de la construction, de l'électricité et de l'eau, ainsi que de l'activité minière (Figure 23). La perte de production estimée pour le secteur industriel est d'environ 22 pour cent du PIB de l'exercice 2025, la plus importante de tous les secteurs, en incluant la période de pandémie (environ 13 pour cent du PIB) et la période 2021-25 (environ 9 pour cent du PIB). Ce déclin correspond à de graves perturbations de l'approvisionnement en électricité, l'insécurité ayant restreint les livraisons de carburant et endommagé les infrastructures de transmission. La baisse de l'activité de construction reflète l'impact de l'insécurité sur l'investissement privé et les faibles taux d'exécution des projets

¹⁰Les indices de végétation dérivés de satellites (p. ex. NDVI, EVI, LAI) utilisés pour estimer les rendements reposent sur des relations empiriques ou des indices intégrés dans le temps. Ces approches sont déployables à grande échelle mais peuvent manquer de précision et être affectées par la couverture nuageuse ou les différences entre capteurs.

¹¹ Agricultural Financing in Haiti: Diagnosis and Recommendations, World Bank, 2019.

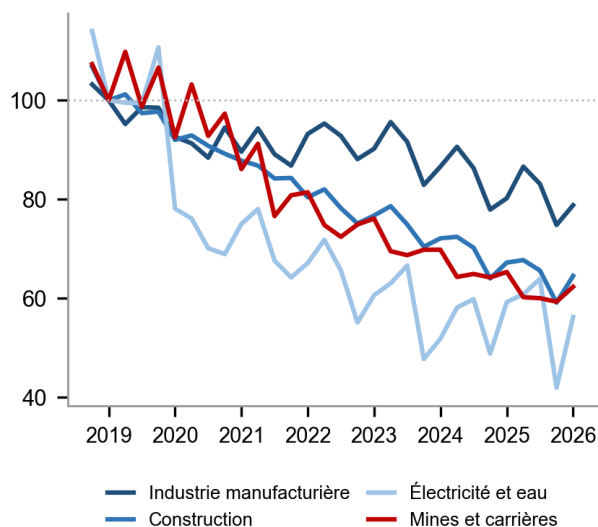
d'investissement public. Cette situation a conduit le ratio commerce/PIB à atteindre ses niveaux les plus bas depuis des décennies (Figure 24).

Le profil d'exportation d'Haïti a historiquement été dominé par l'industrie de l'habillement, les t-shirts en maille, les pulls et les costumes constituant l'épine dorsale de son commerce international (Figure 25).

Cette dépendance à l'égard du textile et de coûts de main-d'œuvre compétitifs a débuté avec le régime d'assemblage pour l'exportation des années 1970 et s'est renforcée sous l'effet des programmes successifs de préférences américaines, de l'Initiative pour le Bassin des Caraïbes (1983) au CBTPA et aux lois HOPE/HELP, attirant de grandes marques américaines en quête d'une production à faible coût proche de leur marché. L'industrie s'est de nouveau développée dans les années 2000 grâce à ces préférences. Cependant, le paysage a évolué ces dernières années. Depuis 2010, les exportations d'habillement ont stagné, confrontées à la concurrence de producteurs à plus faible coût comme le Bangladesh et le Vietnam. L'instabilité politique et les catastrophes naturelles ont encore érodé la confiance des investisseurs. Consciente des risques, Haïti a exploré la diversification. Des produits agricoles tels que les mangues, les huiles essentielles et le cacao ont connu une croissance, portée par les initiatives gouvernementales et le soutien international. Toutefois, ces secteurs restent relativement modestes par rapport à l'habillement. Bien que les États-Unis demeurent la principale destination, Haïti recherche de nouveaux marchés en Europe et dans les Caraïbes. Les accords commerciaux avec la République dominicaine et l'Union européenne offrent un potentiel d'expansion.^{12 13}

Le secteur de la confection a perdu plus de la moitié de son emploi formel depuis 2021, les pertes étant concentrées à Port-au-Prince. La confection était la première exportation d'Haïti, représentant 82 pour cent des exportations totales et 90 pour cent des exportations de marchandises en 2019, et elle demeure la première source d'emploi privé formel. L'accès en franchise de droits au marché des États-Unis et la rapidité de mise sur le marché ont historiquement figuré parmi les avantages concurrentiels les plus importants d'Haïti (Banque mondiale 2013). Le secteur a exporté pour 1,09 milliard de dollars dans le monde et employait près de 53 000 personnes en 2019. L'emploi a culminé autour de 58 500 personnes en septembre 2021, puis a reculé à 24 300 en novembre 2025 (Figure 26), l'insécurité ayant perturbé les itinéraires de transport et l'approvisionnement en matières premières, tandis que les acheteurs réorientaient leurs commandes. La capacité restante s'est consolidée hors de la capitale. La zone franche de la CODEVI à Ouanaminthe maintient environ 16 000 emplois et a continué d'attirer de nouveaux investissements en 2025 et 2026, tandis que les entreprises de la zone métropolitaine de Port-au-Prince, où environ les trois quarts des emplois de la confection ont été perdus, avertissent que la plateforme d'exportation autour de l'aéroport est menacée en l'absence de sécurité et de

Figure 23. L'activité industrielle reste déprimée dans toutes les branches (indicateur d'activité économique, corrigé des variations saisonnières, 100 = T1 2019)



Source : IHSI, correction des variations saisonnières par la Banque mondiale.

¹² Structural Transformation in Haiti, Inter-American Development Bank, 2018.

¹³ Bringing HOPE to Haiti's Apparel Industry, World Bank, 2009.

réhabilitation des routes. Les importations de marchandises des États-Unis en provenance d'Haïti, composées pour environ neuf dixièmes de textiles et de vêtements, sont passées de 1,0 milliard de dollars en 2019 à 522 millions de dollars en 2025 (Figure 27).

Figure 24. L'ouverture commerciale s'est effondrée à son plus bas niveau depuis des décennies (exportations plus importations, en pourcentage du PIB)

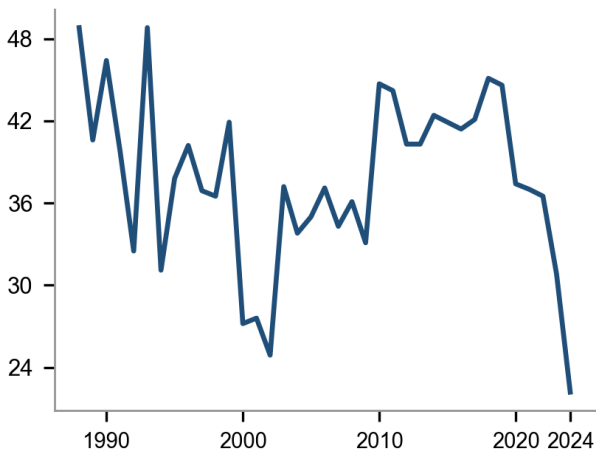


Figure 26. L'emploi dans l'habillement a chuté de plus de moitié depuis 2021

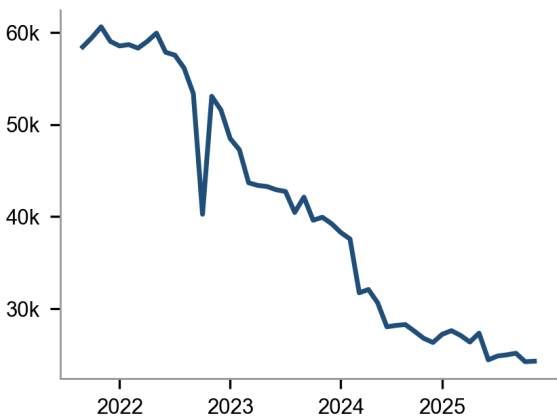


Figure 25. Les exportations restent dominées par le textile (en millions de dollars)

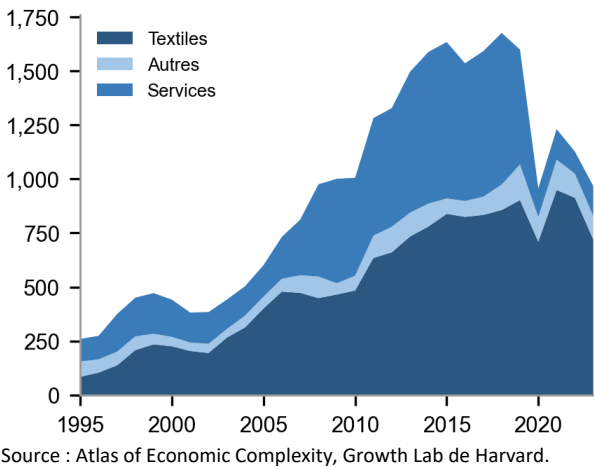
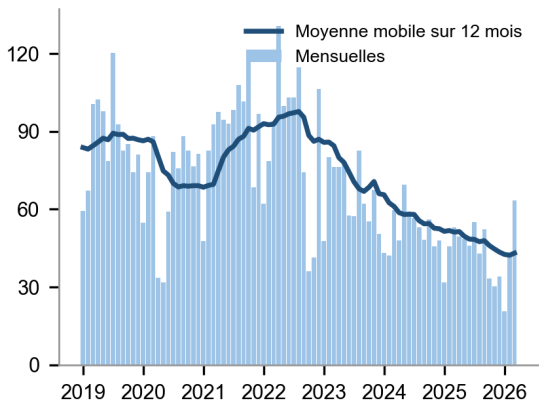


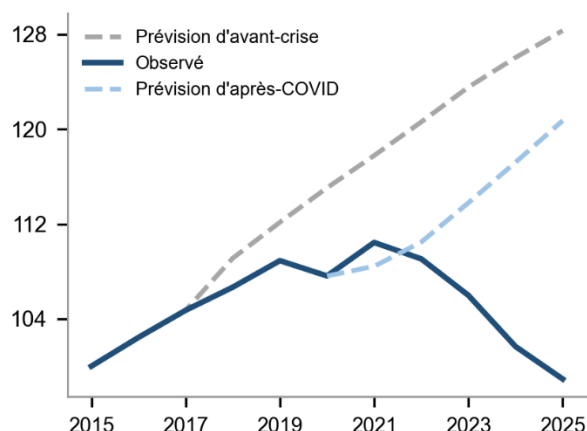
Figure 27. Les importations américaines en provenance d'Haïti ont diminué de moitié depuis 2021 (en millions de dollars par mois et moyenne mobile sur 12 mois)



Services

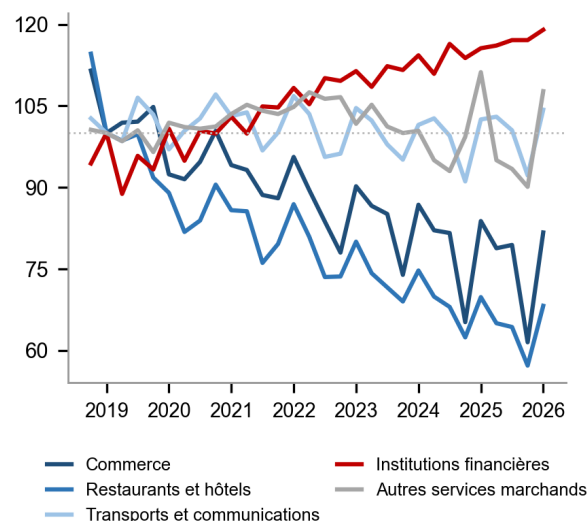
Le secteur des services représente une part importante de la production perdue : environ 17 pour cent du PIB de l'exercice 2025 depuis 2018, dont 12,4 points accumulés pendant la période d'insécurité de 2021-25 (Figure 28). Cela reflète la part importante des services dans l'économie haïtienne et les profondes répercussions de la crise sécuritaire sur les transports, la restauration et l'hôtellerie, ainsi que le commerce, aggravant les pertes amorcées pendant la période de pandémie (Figure 29).

Figure 28. La production des services a fortement diminué (indice, 2015=100)



Source : Banque mondiale (2018 ; 2020). Note : trajectoires contrefactuelles prolongées au-delà de 2024 à leur taux de croissance terminal ; valeur effective de l'exercice 2025 issue de l'IHSI.

Figure 29. Le commerce et l'hôtellerie-restauration subissent l'essentiel de la contraction des services (indicateur d'activité économique par branche, corrigé des variations saisonnières, 100 = T1 2019)



Source : IHSI, correction des variations saisonnières par la Banque mondiale.

Les transports ont été gravement perturbés, comme en témoigne la baisse du trafic portuaire à Port-au-Prince.

Depuis 2021, les gangs ont progressivement renforcé leur contrôle des trois principales routes desservant la zone métropolitaine de Port-au-Prince (au nord par Tabarre et Canaan, au sud par Martissant, à l'est par Croix-des-Bouquets), établissant des points de contrôle et menaçant les passagers et les marchandises en échange de pots-de-vin. Le contrôle de ces principales artères d'entrée et de sortie de la capitale a eu des effets d'entraînement dévastateurs sur le tourisme, l'agriculture, la confection et d'autres secteurs dont les activités nécessitent le transport de personnes ou de biens. En outre, le port (La Saline) et l'aéroport de Port-au-Prince ont fait l'objet d'attaques ou de prises de contrôle par les gangs, entraînant leur fermeture temporaire, avec de graves conséquences sur la quasi-totalité des aspects de l'approvisionnement et provoquant une forte baisse des volumes de marchandises importées et exportées à Port-au-Prince depuis 2019 (Figures 30a et 30b).

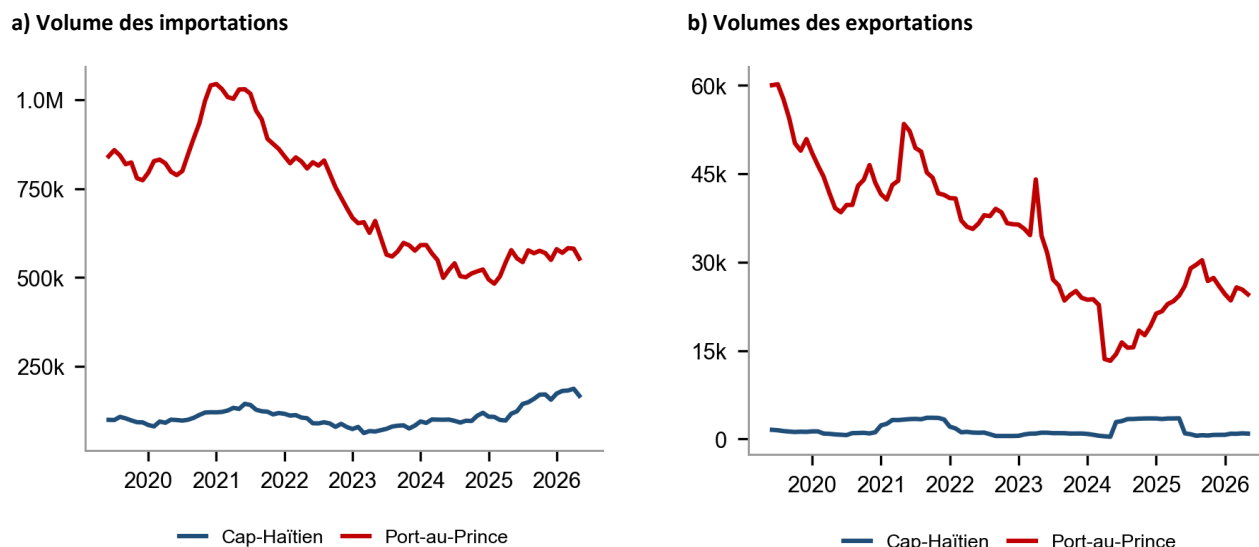
L'aggravation de la crise économique et la détérioration de l'environnement opérationnel des entreprises privées ont profondément affecté le fonctionnement et la performance du système financier.¹⁴

Les activités de crédit du secteur financier ont été gravement touchées. Le taux de prêts non performants a progressivement augmenté, passant de 2,5 pour cent des prêts en septembre 2018 à 6,7 pour cent en 2022 et à 12,7 pour cent au 31 mars 2024. L'exposition du système financier au risque de crédit a fortement augmenté, passant de 4,9 pour cent en septembre 2023 à 12,8 pour cent au 31 mars 2024. Une diminution des revenus d'intérêts a entraîné une baisse du rendement des actifs, de 1,9 pour cent en 2021 à 1,1 pour cent en 2024. De l'ensemble des prêts en difficulté, 68 pour cent relèvent du secteur du commerce et 17 pour cent du secteur industriel. Les mêmes tendances sont observables dans le secteur de la microfinance. Le taux de prêts non performants des coopératives d'épargne et de crédit est passé de 8,5 pour cent en septembre 2021 à 11,1 pour cent en septembre 2023, et le taux de prêts non performants des institutions de microfinance non réglementées est passé de 18,9 pour cent en

¹⁴ Évaluation d'impacts et Programme d'Appui aux Institutions Financières et Entreprises Débitrices du Système Financier Victimes de la Crise Socio-Politique, Banque de la République d'Haïti, Juillet 2024.

septembre 2021 à 30,7 pour cent en septembre 2023, selon les mêmes données. Les institutions financières ont également été victimes de vandalisme et de violence. En septembre 2022, 41 agences bancaires à travers le pays avaient été victimes d'agressions, de pillages ou d'incendies criminels, entraînant leur fermeture. En mars 2024, 18 agences bancaires supplémentaires avaient été vandalisées ou fermées dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince.¹⁵

Figure 30. Le fret à l'importation s'est déplacé de Port-au-Prince vers Cap-Haïtien, tandis que les exportations ont reculé dans les deux ports (en tonnes métriques, moyenne mobile sur 12 mois)



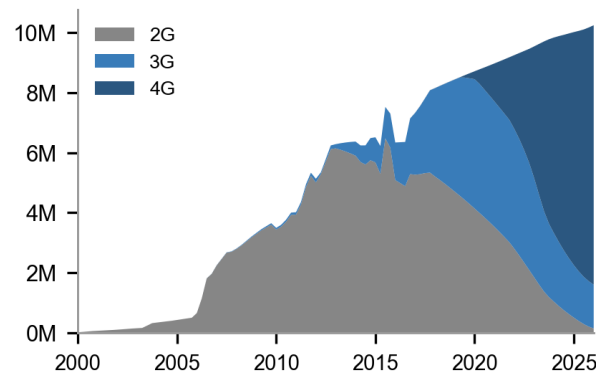
Sources : Plateforme mondiale des Nations Unies, <https://www.officialstatistics.org> ; PortWatch du FMI, <https://portwatch.imf.org/pages/faqs> .

Le secteur du tourisme était déjà en récession en 2019, mais la dégradation des conditions a dévasté les chefs d'entreprise, en particulier dans les enclaves touristiques telles que la Côte des Arcadins et dans le sud. En 2019, la demande de services touristiques était en croissance, notamment pour l'hébergement. Les arrivées internationales augmentaient à un rythme annuel moyen de plus de 6 pour cent depuis 2012, le nombre de visiteurs dépassant 1,2 million par an. Des investisseurs internationaux et des agences touristiques mondiales manifestaient un intérêt pour Haïti, et un réseau de maisons d'hôtes avait émergé pendant la phase de reconstruction post-séisme pour répondre à la demande croissante d'hébergement. Toutefois, l'augmentation de la criminalité, les troubles civils violents de 2018 et 2019, et la décision subséquente des États-Unis de classer Haïti dans la catégorie de niveau 4 « ne pas voyager » ont provoqué une récession du secteur touristique (Vijil, Lewis-Bynoe et Amo 2021). La pandémie de la COVID-19 a amplifié les difficultés du secteur touristique. L'occupation de la zone de Martissant par les gangs a essentiellement coupé l'accès routier à la péninsule sud, perturbant gravement le tourisme dans cette région. En conséquence, de nombreuses entreprises du secteur touristique (par exemple les voyagistes, les transporteurs, les restaurants) ont eu recours à un moratoire sur les remboursements de prêts instauré par la Banque centrale. En avril 2025, le dernier hôtel international encore en activité a cessé ses opérations en raison de l'escalade de la violence des gangs et de l'insécurité. Cette fermeture a fait suite à la décision de Royal Caribbean et d'aux moins quatre autres compagnies de croisière de suspendre leurs destinations

¹⁵ Financial Capability and Inclusion in Haiti, World Bank, 2019; FinScope MSME Haiti 2023, USAID/FinMark Trust, 2021.

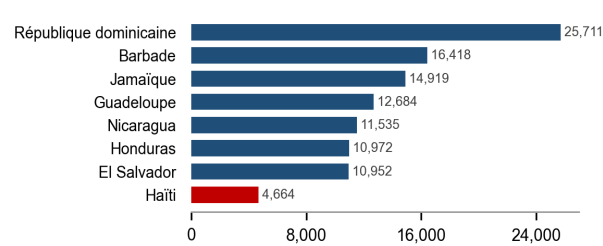
en Haïti une semaine plus tôt, invoquant des préoccupations de sécurité similaires, réduisant davantage la faible activité touristique qui subsistait.¹⁶

Figure 31. Nombre de connexions mobiles selon le type de réseau



Source : GSMA Intelligence (base de données) (consulté en juin 2026), <https://www.gsmainelligence.com/data/>.

Figure 32. Consommation de données par connexion dans les pays voisins, en mégaoctets par mois



Source : GSMA Intelligence (base de données) (consulté en juin 2026), <https://www.gsmainelligence.com/data/>.

Les opérateurs de télécommunications mobiles ont fait preuve d'une remarquable résilience face à des conditions de sécurité difficiles. Comme dans d'autres secteurs, les deux principaux opérateurs de télécommunications mobiles ont composé avec les enlèvements, les pénuries de carburant et les itinéraires de transport perturbés afin de maintenir leurs services. Fait remarquable, les données du secteur indiquaient une expansion continue des connexions mobiles, atteignant 10,2 millions au début de 2026, couvrant 6,9 millions d'abonnés uniques, de nombreux utilisateurs possédant plusieurs cartes SIM (Figure 31). Le taux de pénétration des abonnés uniques est d'environ 52 pour cent en Haïti, demeurant inférieur à celui d'autres pays de la région tels que le Salvador (74 pour cent) et la République dominicaine (64 pour cent). La qualité de la connexion s'est progressivement améliorée avec le déploiement de la 4G, qui représente désormais environ 84 pour cent de l'ensemble des connexions mobiles. L'insécurité a peut-être limité l'extension de la couverture 4G à d'autres régions du pays. Le réseau 3G couvre environ 95 pour cent de la population, tandis que la couverture 4G n'atteint que 72 pour cent. La consommation de données mobiles a continué d'augmenter de manière exponentielle, atteignant 4,7 gigaoctets par connexion et par mois au début de 2026, bien que ce chiffre reste nettement inférieur à celui d'autres pays de la région (Figure 32). Garantir le fonctionnement efficace des réseaux mobiles sera essentiel pour maintenir la connectivité et mettre en œuvre les plans de relance destinés à soutenir la croissance du secteur des services d'Haïti à moyen terme.¹⁷

¹⁶ Haiti Tourism Economy Snapshot, World Bank Prosperity Data360, 2025.

¹⁷ The SNIF 10 Years Later: Assessment of Financial Inclusion in Haiti, Banque de la République d'Haïti, 2024.

2. Potentiel et contraintes économiques

Introduction

Malgré la faiblesse de ses performances économiques, Haïti dispose d'un potentiel économique inexploité considérable. Le pays est doté d'un patrimoine culturel et d'une histoire unique dans la région, de plages préservées, d'un ensoleillement abondant, d'un climat accueillant, d'une végétation luxuriante, de gisements minéraux, d'une base foncière potentiellement productive, de ports naturels ainsi que d'une main-d'œuvre jeune et croissante. Cet inventaire de dotations met en évidence des avantages comparatifs potentiels dans le tourisme, la production agricole et forestière, l'industrie légère, le textile et l'habillement, les produits culturels, ainsi que les activités minières et connexes. La réussite économique de la République dominicaine, qui partage nombre de ces dotations et dispose d'une économie plusieurs fois plus grande, illustre de façon éloquent le potentiel d'Haïti à se développer rapidement dans des domaines similaires. Dans le même temps, Haïti se heurte à une série de contraintes apparemment déterminantes qui ont retardé sa transformation économique.

La présente section passe brièvement en revue les plans de développement existants d'Haïti afin de mettre en lumière les aspects clés de son potentiel économique pertinents dans le contexte actuel de sécurité et de commerce. Les principaux plans nationaux de développement et les évaluations de la Banque mondiale y sont brièvement examinés. Quatre des principaux atouts d'Haïti sont soulignés : sa main-d'œuvre jeune, ses salaires compétitifs, sa diaspora résiliente et ses opportunités agricoles inexploitées. La section identifie ensuite plusieurs contraintes prioritaires à court terme qui devront être levées pour que la vision de développement d'Haïti puisse se concrétiser.

Le potentiel de long terme d'Haïti : plans et stratégies de croissance

Élaboré au lendemain du séisme de 2010, le Plan Stratégique de Développement d'Haïti (PSDH) a fixé l'objectif national de devenir une économie émergente d'ici 2030. Le PSDH s'articule autour de quatre « grands chantiers » (refondation territoriale, économique, sociale et institutionnelle) répartis sur 32 programmes comportant environ 150 sous-programmes. Le plan préconisait des investissements substantiels dans les infrastructures de base (transport, ports, énergie, technologies de l'information et de la communication, eau et assainissement), parallèlement à des réformes essentielles dans les domaines des affaires, du droit, des droits fonciers, de l'administration fiscale et douanière, de la gouvernance financière, de la sécurité publique et du développement du capital humain. Le plan mettait en évidence des domaines clés au potentiel inexploité dans l'économie haïtienne, notamment :

- Agriculture, élevage et pêche : accroître la productivité grâce à de meilleures chaînes d'approvisionnement, à de meilleurs intrants, à un accès facilité au crédit et à la valorisation par la transformation agroalimentaire. Les cultures à haute valeur ajoutée comprennent le café, la mangue, les huiles essentielles, la canne à sucre, le cacao et le vétiver.
- Industrie et construction : faciliter l'agro-industrie et la construction de logements au moyen de réformes juridiques, d'une sécurisation du régime foncier et de mécanismes de financement. Portée par le textile, l'industrie manufacturière pourrait attirer des investissements directs étrangers, avec des liens vers la transformation agroalimentaire et des chaînes d'approvisionnement intégrées.
- Tourisme et services : développer les infrastructures (par exemple, aéroports, sites naturels préservés) et un écosystème de services plus large pour stimuler la croissance. Le tourisme pourrait constituer une source importante de création d'emplois sur le long terme. Moderniser les services financiers afin d'améliorer l'accès des PME au crédit et la circulation des fonds ; renforcer l'artisanat formel et les services de proximité au moyen d'infrastructures et de soutiens dédiés.

- Mines et énergie : Accroître les capacités de production d'électricité et d'extraction des ressources, en mettant l'accent sur les énergies renouvelables pour soutenir le développement, notamment par une meilleure exploitation des ressources hydroélectriques.

En 2015, le rapport sur les Produits typiques présentait un catalogue de 81 biens locaux importants dans les domaines du patrimoine naturel et culturel, de la petite industrie et de l'artisanat, ainsi que de l'agriculture locale. Le plan visait à identifier le potentiel économique d'Haïti dans le développement de produits de niche propres à chaque région, liés aux traditions et aux ressources locales et reflétant le patrimoine culturel et naturel d'Haïti. Pour libérer ce potentiel, le plan préconisait un appui aux producteurs locaux par la formation à la production, à la gestion, à la promotion et à la commercialisation, l'amélioration des infrastructures et des transports afin de faciliter l'accès aux marchés, ainsi que l'autonomisation des communautés et la cohésion sociale.

Le Plan de Relance Économique Post-COVID (PREPOC) était un plan à plus court terme destiné à relancer l'économie après le choc économique de la pandémie mondiale en 2021. Le PREPOC mettait l'accent sur la levée des contraintes afin de concrétiser le potentiel économique d'Haïti, au moyen d'interventions axées sur l'action. Un solide système de gouvernance et de suivi était également jugé essentiel pour pérenniser la transformation. Parmi les domaines clés à fort potentiel figuraient :

- Agriculture et agro-industrie. Ce domaine s'appuierait sur l'importante main-d'œuvre d'Haïti et sur des cultures d'exportation à fort potentiel de valeur (mangues, café, crustacés, huiles essentielles). Pour concrétiser ce potentiel, le plan préconisait une modernisation de l'agriculture, l'amélioration des infrastructures rurales et l'accès au crédit et aux intrants.
- Industrie manufacturière. Ce domaine s'appuierait sur la base textile existante, avec une marge de diversification vers de nouveaux produits. Pour concrétiser ce potentiel, Haïti attirerait les investissements étrangers et renforcerait les chaînes d'approvisionnement locales.
- Tourisme et services. Haïti dispose d'atouts culturels, historiques et écotouristiques sous-exploités. Améliorer la sécurité, développer les infrastructures touristiques, promouvoir les industries et les services culturels.
- Construction et logement. Le déficit de logements en Haïti créerait un marché intérieur dynamique. Pour lever les contraintes, des programmes fourniraient des logements publics, une réforme du régime foncier et des financements.
- TIC et économie numérique. Niveau de départ faible mais fort potentiel de croissance. Étendre le haut débit, développer les compétences numériques, soutenir les systèmes de paiement numérique et l'accès à l'énergie (par exemple, le solaire en paiement à l'usage).

Le Gouvernement d'Haïti a également élaboré des plans aux niveaux régional, départemental et communal.

Par exemple, le Plan d'Aménagement pour le Nord et le Nord-Est de 2012 définissait une stratégie spatiale visant à promouvoir un développement équilibré et durable dans le corridor économique du nord. S'appuyant sur la vision de développement du PSDH, le plan avait pour objectif de réduire les inégalités régionales en coordonnant les investissements en infrastructures, les activités productives et le renforcement institutionnel autour de pôles urbains et ruraux clés.

- Le renforcement d'un réseau de villes secondaires afin de décentraliser la croissance hors de la capitale, ces villes formant ensemble des pôles régionaux destinés à attirer les investissements, à créer des emplois et à offrir des services de base, desservis par un réseau coordonné de routes, de ports et de

systèmes d'électricité et d'eau visant à soutenir les chaînes de valeur locales et à mieux intégrer les zones rurales.

- Des zones prioritaires pour l'agro-industrie, le développement industriel, le tourisme et le commerce transfrontalier. Le plan pour le Nord a recensé un potentiel dans l'agriculture à valeur ajoutée (comme le cacao et la mangue), l'industrie légère et l'écotourisme lié aux atouts historiques et naturels de la région.

Le Diagnostic-pays systématique (SCD) de la Banque mondiale réalisé en 2022 est parvenu à des conclusions similaires quant au potentiel économique d'Haïti et aux domaines d'intervention prioritaires, en accordant toutefois une plus grande importance aux infrastructures. Le SCD s'est attaché à améliorer les conditions favorables dans l'ensemble de l'économie, notamment la sécurité, la gouvernance ainsi que le renforcement des institutions publiques et des systèmes de données. Un secteur privé plus fort dépendrait en partie du développement du secteur financier et du développement des compétences. Parmi les principaux domaines de potentiel figuraient :

- Agriculture et agro-industrie. L'agriculture intelligente face au climat et la transformation à valeur ajoutée offrent des possibilités de croissance des revenus ruraux et de sécurité alimentaire. À cette fin, il convient de promouvoir des techniques modernes, de renforcer les liens entre les agriculteurs et l'agro-industrie, et d'améliorer l'accès aux marchés et aux intrants.
- Habillement, énergie, eau et finance numérique. Le secteur de l'habillement est un employeur formel essentiel ; les infrastructures énergétiques et hydrauliques, de même que les paiements numériques, présentent un fort potentiel d'investissement. L'investissement privé, le développement de mini-réseaux et de systèmes d'énergie renouvelable, ainsi que le déploiement à grande échelle de l'inclusion financière numérique, pourraient contribuer à concrétiser ce potentiel.
- Diaspora et envois de fonds. Le SCD a relevé la résilience apportée par la diaspora ainsi que l'importance des entrées d'envois de fonds. Il a souligné l'importance de réduire le coût des envois de fonds, de promouvoir l'investissement des flux d'envois de fonds et d'intégrer la diaspora au développement national.

Le Diagnostic du secteur privé du pays (CPSD) réalisé en 2022 par la Banque mondiale et la SFI a recensé des secteurs à fort potentiels comparables. Le CPSD analyse les possibilités d'accélérer l'investissement privé et la croissance inclusive et recense les secteurs prioritaires où des réformes et un appui ciblé pourraient libérer le potentiel économique, créer des emplois et élargir l'accès aux services essentiels.

- Services financiers et finance numérique. Haïti compte un grand nombre de PME confrontées à des contraintes de crédit ; les services financiers numériques sont sous-utilisés malgré l'usage croissant du téléphone mobile. Les actions pertinentes consistent notamment à élargir les produits de financement des PME et à renforcer l'infrastructure juridique et numérique des paiements mobiles et des plateformes de prêt numérique.
- Énergie renouvelable. Haïti affiche de faibles taux d'électrification qui nécessitent des solutions coûteuses. Les solutions hors réseau peuvent élargir l'accès et réduire les coûts. Pour y remédier, il convient de promouvoir les mini-réseaux et les systèmes solaires domestiques au moyen de partenariats public-privé, en particulier dans les zones mal desservies.
- Approvisionnement en eau. L'accès à l'eau potable est limité, et les nouvelles technologies offrent des améliorations susceptibles d'être déployées à grande échelle. Pour ce faire, il convient de soutenir

l'exploitation privée de petits systèmes d'adduction d'eau ; recourir à des pompes solaires et à une surveillance par téléphonie mobile afin d'améliorer la prestation de services.

- Habillement et textiles. Premier secteur d'exportation d'Haïti et plus grand employeur formel ; potentiel de création d'emplois et de valeur ajoutée. Il s'agit de remédier aux goulets d'étranglement en matière d'infrastructures et de logistique ; de saisir les possibilités de relocalisation de proximité (nearshoring) avec les États-Unis ; et de renforcer les compétences de la main-d'œuvre.

Si ces plans recensent systématiquement des secteurs porteurs similaires, les données relatives à leur mise en œuvre sont contrastées. Le programme agricole AVANSE dans le nord a démontré que des interventions ciblées peuvent produire des résultats transformateurs : triplement des rendements rizières et constitution d'une filière d'exportation de cacao de 7 millions de dollars en six ans.¹⁸ Le programme de conformité BetterWork a contribué à maintenir les normes du travail et les capacités des employeurs dans l'ensemble du secteur de l'habillement pendant près d'une décennie.¹⁹ Toutefois, plusieurs recommandations cruciales de ces plans (réforme du crédit agricole, expansion des parcs industriels au-delà de Caracol et développement des infrastructures touristiques) demeurent largement inappliquées. Le recensement récurrent des mêmes opportunités dans de multiples plans, sur une période de plus d'une décennie, illustre la difficulté à traduire le potentiel en résultats sous les contraintes de gouvernance et de sécurité que connaît Haïti.

Le potentiel économique dans le contexte actuel

Haïti conserve des domaines à fort potentiel économique, malgré la complexité de son contexte politique et sécuritaire. Ses atouts économiques comprennent des salaires régionaux compétitifs, la proximité de grands marchés d'exportation, une diaspora dynamique et engagée, ainsi qu'un potentiel agricole considérable. Sur le plan géographique, les investissements pourraient être prioritairement orientés vers les corridors plus stables du nord et du sud du pays, en particulier dans l'industrie manufacturière et l'agriculture. La présente section décrit brièvement ces domaines de potentiel économique.

Des salaires compétitifs et la proximité des marchés

Les gains de productivité liés à l'expansion du secteur manufacturier sont substantiels. Bien que le secteur manufacturier d'Haïti demeure assez modeste, la modélisation indique que le transfert d'un seul travailleur de l'agriculture vers l'industrie manufacturière génère une valeur ajoutée supplémentaire de 7 567 dollars, ce qui reflète des salaires dans l'industrie manufacturière environ cinq fois plus élevés que dans l'agriculture. Faire passer la part de l'industrie manufacturière dans l'emploi total de 2 à 15 pour cent pourrait accroître la valeur ajoutée par travailleur d'environ 34 pour cent. Parmi les sous-secteurs manufacturiers, l'industrie de l'habillement a affiché le coût le plus faible par emploi formel créé (environ 422 dollars par poste), chaque emploi générant 0,28 emploi supplémentaire dans la chaîne d'approvisionnement et 0,33 emploi par le biais des dépenses des travailleurs.^{20 21}

Les évolutions récentes de la politique commerciale mondiale pourraient créer de nouvelles opportunités pour Haïti dans l'industrie manufacturière légère, à condition qu'il puisse préserver sa compétitivité-coût et surmonter les contraintes logistiques. Les industriels cherchant à relocaliser leur production pourraient choisir des pays plus proches des marchés de consommation afin de réduire les coûts de transport, de raccourcir les

¹⁸ AVANSE Final Report, USAID, 2020.

¹⁹ BetterWork Compliance Synthesis Reports, ILO, 2015-2026 (latest: 29th report, covering 2025).

²⁰ Structural Transformation in Haiti, Inter-American Development Bank, 2018.

²¹ Local Enterprise and Value Chain Enhancement (LEVE) Final Report, USAID, 2019.

délais de livraison et d'améliorer la résilience de leurs chaînes d'approvisionnement. La position salariale d'Haïti, longtemps son atout central, est en train d'évoluer. Un décret de mai 2026 a relevé de 46 pour cent le salaire minimum journalier de l'assemblage destiné à l'exportation, le faisant passer de 685 à 1 000 gourdes (environ 7,70 dollars par jour au taux de change en vigueur), avec un salaire de production de 1 300 gourdes pour les autres activités manufacturières d'exportation, tandis que les syndicats continuent de réclamer 3 000 gourdes. Même après cette hausse, les coûts de main-d'œuvre haïtiens restent parmi les plus bas des producteurs d'habillement des Amériques (Figure 33), mais la conjonction d'un plancher salarial plus élevé, d'un taux de change nominal stable dans un contexte d'inflation de 20 pour cent et de coûts logistiques liés à la sécurité réduit la marge.

Les coûts de main-d'œuvre ne constituent qu'un seul des déterminants de la compétitivité dans le secteur de l'habillement. Une logistique et une énergie fiables, des grappes de fournisseurs établies, une expérience avérée auprès des acheteurs internationaux et l'accès au financement du commerce pèsent tout aussi lourd, et Haïti demeure faible sur plusieurs de ces plans. Les femmes représentent 65 à 70 pour cent de la main-d'œuvre de l'habillement, ce qui fait de ce secteur la première source d'emploi féminin formel en Haïti. Haïti est également confronté à de graves contraintes logistiques, se classant au 134^e rang sur 139 pays dans l'Indice de performance logistique 2023 de la Banque mondiale. La réalisation de son potentiel dans l'industrie manufacturière légère nécessitera presque certainement une coopération plus étroite avec la République dominicaine afin de tirer parti de ses infrastructures plus développées. La production transfrontalière a des précédents et une certaine ampleur. La zone franche de CODEVI, à la frontière, soutient environ 16 000 emplois manufacturiers et continue d'attirer de nouveaux investissements, démontrant la faisabilité de chaînes de valeur transfrontalières même dans des conditions difficiles. Une étude commerciale binationale exhaustive réalisée en 2009 recommandait de simplifier et d'harmoniser les réglementations transfrontalières, de faciliter les échanges et de s'appuyer sur les capacités de la République dominicaine pour le développement de la main-d'œuvre, recommandations qui restent pertinentes en 2026.²²

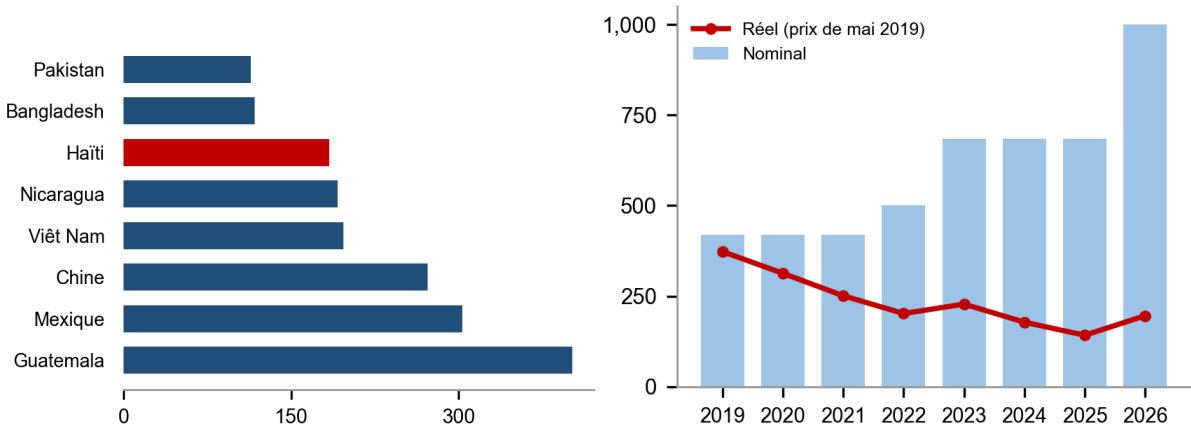
La proximité géographique d'économies à revenu élevé pourrait offrir des possibilités de diversification. Grâce à des temps de transit maritime et aérien plus courts, les exportateurs de produits manufacturés légers peuvent plus aisément respecter des délais de livraison serrés et réduire leurs coûts logistiques. Pour les produits agricoles frais comme les mangues, la réduction du délai de mise sur le marché se traduit directement par une meilleure qualité et des rendements plus élevés. La proximité constitue également un facteur déterminant pour le tourisme, tant en ce qui concerne le coût d'acheminement vers la destination que la durée du voyage, même si cela demeure une priorité de long terme dans le contexte des avis de sécurité actuels qui limitent le tourisme.²³

²² Bringing HOPE to Haiti's Apparel Industry: Improving Competitiveness through Factory-level Value-chain Analysis. World Bank. 2009.

²³ Investment Incentives Comparative Analysis: Haiti, Dominican Republic, and Puerto Rico, ADIH, 2025.

Figure 33. Le salaire minimum haïtien, longtemps parmi les plus bas, a augmenté de 46 pour cent en mai 2026 après des années d'érosion réelle

a) Salaires minimums mensuels, en dollars ; b) Salaire minimum journalier d'Haïti, en gourdes par jour, nominal et réel



Source : données comparatives entre pays de l'OIT, complétées par des données nationales, décrets salariaux haïtiens, indice des prix à la consommation de l'IHSI

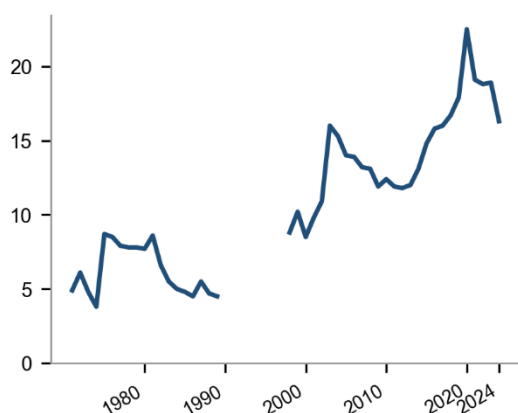
Liens avec la diaspora

Alors que les flux d'aide se resserrent, la diaspora haïtienne constitue une source de résilience économique. L'économie d'Haïti dépend des transferts de fonds, qui ont atteint un niveau record de 4,4 milliards de dollars au cours de l'exercice 2025, soit environ un sixième du PIB de l'exercice 2024 et plusieurs fois le montant des recettes de l'administration centrale. Les transferts de fonds ont joué un rôle important dans l'économie haïtienne, en soutenant la consommation des ménages, en finançant des services essentiels tels que l'éducation et les soins de santé, et en appuyant la balance des paiements en tant que principale source de devises du pays. La diaspora pourrait également constituer une source importante d'investissement, de savoir et de capacités. Les transferts de fonds reçus par Haïti représentent une part importante du PIB (Figures 34 et 35), comme dans d'autres pays de la région. Compte tenu de leur ampleur par rapport à l'économie haïtienne, les transferts de fonds sont devenus une variable macroéconomique importante qui a soutenu la valeur de la gourde haïtienne. Cela a généralement constitué une force stabilisatrice, les transferts de fonds ayant soutenu la consommation dans un contexte de choc d'offre persistant lié à la sécurité. Toutefois, ces flux contribuent également à une appréciation du taux de change réel qui pèse sur la compétitivité des exportations d'Haïti.²⁴²⁵

²⁴ Haiti, Dominican Republic: More Than the Sum of Its Parts, World Bank, 2012.

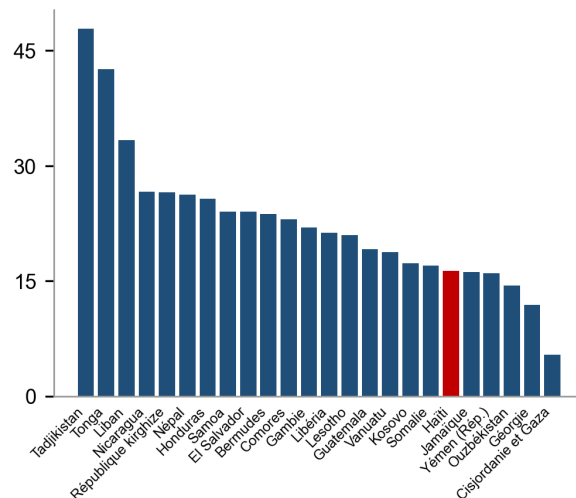
²⁵ Pay-for-Results Sustainability Strategy for Haiti, IDB Lab, 2023; Haiti Renewal Alliance/Diaspora Partnership Accelerator, USAID, 2023.

Figure 34. Les envois de fonds équivalent à environ un sixième du PIB (en pourcentage du PIB)



Source : Indicateurs du développement dans le monde (WDI).

Figure 35. Haïti figure parmi les économies les plus dépendantes des envois de fonds au monde (en pourcentage du PIB, 2024 ou dernière année disponible)



Source : Indicateurs du développement dans le monde (WDI).

Possibilités agricoles

Dans un contexte d'aggravation de l'insécurité alimentaire et de débouchés limités sur le marché du travail urbain, un regain d'attention porté à l'agriculture offre une voie potentielle vers la croissance. L'agriculture représente environ 18 pour cent du PIB, mais procure un emploi et des moyens de subsistance à près de la moitié des ménages. Elle revêt une importance particulière pour la réduction de la pauvreté. En 2012, on estimait que 80 pour cent des ménages dépendant exclusivement de l'agriculture étaient pauvres, soit un taux bien supérieur à la moyenne nationale. Le secteur a connu un déclin régulier de sa productivité et de sa production au cours de la dernière décennie, reflétant la conjonction de vulnérabilités structurelles et de pressions environnementales, à laquelle s'ajoute la violence des gangs dans les régions de l'Artibonite et de l'Ouest, les deux plus importantes zones de production agricole.^{26 27}

Le système agricole haïtien est de plus en plus mis à mal par les chocs climatiques négatifs, le déclin de la fertilité des sols et la fragmentation des terres. Des pratiques agricoles non durables, induites par la pression démographique, l'accès limité aux intrants et le faible niveau d'instruction des agriculteurs, ont contribué à une grave dégradation des terres. Environ 85 pour cent des bassins versants du pays sont aujourd'hui considérés comme dégradés, ce qui accroît le risque d'insécurité alimentaire et compromet davantage les moyens de subsistance en milieu rural. Les sécheresses, les ouragans et l'érosion chronique ont aggravé ces difficultés, tandis que la diminution de l'accès aux engrais, aux semences améliorées et aux systèmes d'irrigation a affaibli la capacité d'adaptation. Avec un appui adéquat des pouvoirs publics, des investissements ciblés et une meilleure gestion des terres et de l'eau, l'agriculture pourrait devenir un moteur à la fois de la croissance des revenus et de la durabilité environnementale. Parmi les principales possibilités figurent l'intensification de l'adoption de technologies intelligentes face au climat, le renforcement des marchés d'intrants et de produits, l'investissement dans des

²⁶ Planting the Seeds: The Impact of Training on Mango Producers in Haiti, World Bank, 2015; Haiti Coffee Supply Chain Risk Assessment, World Bank, 2010.

²⁷ Agricultural Financing in Haiti: Diagnosis and Recommendations, World Bank, 2019.

infrastructures productives (telles que les routes de desserte et l'irrigation à petite échelle) et la promotion d'une gestion durable des bassins versants.^{28 29}

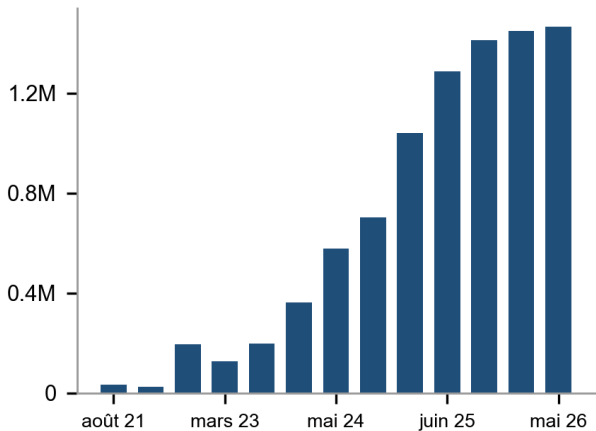
Défis émergents

Alors qu'Haïti prépare son prochain cycle de planification du développement à moyen terme, le pays devra composer avec de nouveaux défis structurels et contextuels. Ces défis émergents devront être relevés tandis qu'Haïti s'attaque à des problèmes complexes de sécurité et d'ordre politique.

Défi 1 : La création d'emplois au service de la croissance et de la sécurité

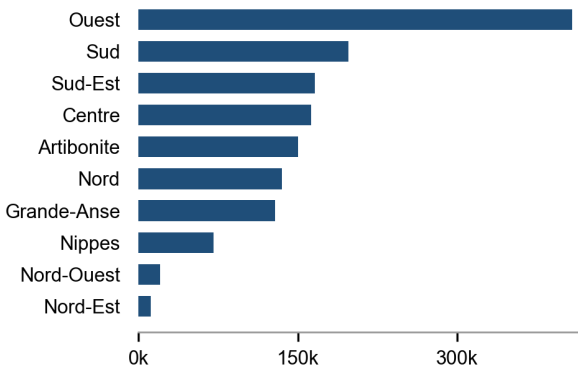
Haïti gère un nombre record de personnes déplacées internes : 1,47 million en mai 2026, soit environ 12 pour cent de la population. Les PDI ont principalement fui Port-au-Prince et l'Artibonite, où le conflit est le plus intense, et le déplacement pèse désormais sur chaque département. Plus de la moitié des personnes déplacées sont des femmes et des filles, et Port-au-Prince elle-même accueille à présent plus de 300 000 personnes déplacées. La région de la capitale, longtemps pôle de l'activité économique et administrative, passe de plus en plus sous le contrôle des gangs et se trouve coupée du reste du pays. Si les tendances actuelles persistent, Haïti risque de se fragmenter en zones économiques géographiquement déconnectées, où seules les régions périphériques conservent la stabilité minimale nécessaire à l'investissement et à la croissance.

Figure 36. Le déplacement a grimpé à un niveau record de 1,47 million de personnes (PDI par cycle DTM)



Source : Organisation internationale pour les migrations (OIM).

Figure 37. Le déplacement pèse désormais sur chaque département (PDI par département d'accueil, décembre 2025)



Source : Organisation internationale pour les migrations (OIM).

Cette fragmentation se conjugue à un profil démographique difficile. La population d'Haïti est jeune. Plus de 60 pour cent ont moins de 30 ans, et la population active s'accroît rapidement. Ce profil démographique offre un avantage compétitif potentiel, en particulier pour les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre tels que l'industrie légère, l'agriculture, le tourisme et la construction. Toutefois, la population active jeune demeure largement non qualifiée, sous-éduquée et exclue des possibilités d'emploi formel. Cette même catégorie démographique court le risque d'être recrutée par les gangs, compte tenu de ses faibles alternatives économiques, en particulier les jeunes hommes dans les zones touchées par l'activité des gangs. Dans ce contexte,

²⁸ Agricultural Financing in Haiti: Diagnosis and Recommendations, World Bank, 2019.

²⁹ AVANSE Final Report, USAID, 2020.

la création d'emplois constitue une priorité nationale urgente, tant pour la croissance économique que pour la sécurité.^{30 31}

L'ampleur du défi de l'emploi est saisissante. Le chômage des jeunes est estimé à 34 pour cent, et la part des jeunes qui ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation (NEET) s'établit à 18,2 pour cent à l'échelle nationale, atteignant 43 pour cent chez les jeunes femmes urbaines. L'emploi informel représente environ 88 pour cent de l'emploi non agricole, et près de 60 pour cent de la main-d'œuvre gagne moins que le salaire minimum. L'emploi formel du secteur privé ne représente que 5 pour cent de l'emploi total. Les données sur la création d'emplois au meilleur coût indiquent que le secteur de l'habillement crée des emplois formels pour un coût d'environ 422 dollars par poste, chaque emploi faisant vivre 7 à 12 membres d'une famille.^{32 33 34}

La contrainte déterminante diffère selon le marché. La demande de main-d'œuvre s'est effondrée dans le secteur formel des biens échangeables, tandis que les pressions sur l'offre de main-d'œuvre s'accumulent partout. Du côté de la demande, l'insécurité et les coûts logistiques, et non les salaires, constituent la contrainte déterminante pour les biens échangeables. Les entreprises citent les pertes liées à la violence, les corridors impraticables et le financement comme leurs principaux obstacles, et l'emploi manufacturier formel a plus que diminué de moitié depuis 2021. Pour l'économie informelle urbaine, les contraintes sont la demande (un effondrement du pouvoir d'achat des ménages) et le crédit ; pour l'agriculture, l'accès à la terre, aux intrants et aux marchés sous le contrôle des gangs sur des corridors clés. Du côté de l'offre, la population active continue de croître tandis que le déplacement et la migration de retour orientent les travailleurs vers des marchés locaux incapables de les absorber, ce qui déprime les revenus informels, un schéma cohérent avec les économies à main-d'œuvre excédentaire dans lesquelles la croissance doit provenir de secteurs échangeables absorbant de main-d'œuvre plutôt que d'un encombrement accru des services informels. La politique publique doit donc rétablir les conditions de sécurité et de logistique qui rendent viables les biens échangeables à forte intensité de main-d'œuvre, tout en dotant les travailleurs, en particulier les jeunes et les rapatriés, des moyens d'occuper ces emplois.

Au-delà de la sécurité, l'environnement institutionnel de l'emploi formel est devenu imprévisible. L'ajustement des salaires minimums illustre ce défi. Le plancher des salaires journaliers de l'assemblage destiné à l'exportation est resté inchangé depuis 2022, alors que l'inflation cumulée sur la même période a dépassé 100 pour cent, puis il a été relevé de 46 pour cent en une seule fois en mai 2026, les syndicats en réclamant bien davantage. De longues périodes de gel suivies de corrections brutales perturbent la production industrielle. Selon le rythme des ajustements salariaux volontaires, les travailleurs peuvent subir une profonde érosion de leur salaire réel dans l'intervalle, et les employeurs ne peuvent pas planifier les coûts unitaires de main-d'œuvre. La mise en œuvre des ajustements de politique fiscale s'est heurtée à des difficultés similaires. L'application brutale des dispositifs de retenue à la source de l'impôt, et les tranches de l'impôt sur le revenu laissées sans ajustement pendant des années de forte inflation, relèvent les taux d'imposition effectifs sur les rémunérations formelles avec un délai d'ajustement limité, ce qui contribue aux tensions entre syndicats et employeurs.³⁵

³⁰ Undoing Haiti's Deadly Gang Alliance, International Crisis Group, 2025.

³¹ Baseline Study of Informal Economy in the African, Caribbean, and Pacific Regions: The Case of Haiti, UNDP/ILO, 2022.

³² BIDeconomics Haiti, Inter-American Development Bank, 2024; PARE Gender and Youth Inclusion Report, USAID, 2023.

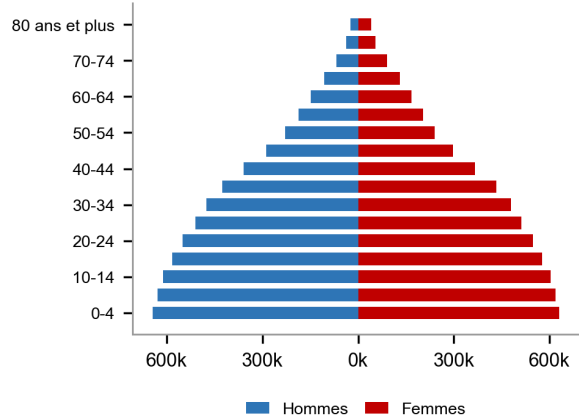
³³ BIDeconomics Haiti, Inter-American Development Bank, 2024.

³⁴ Local Enterprise and Value Chain Enhancement (LEVE) Final Report, USAID, 2019.

³⁵ BetterWork: 29th Compliance Synthesis Report, ILO, 2026; Investment Incentives Comparative Analysis: Haiti, Dominican Republic, and Puerto Rico, ADIH, 2025.

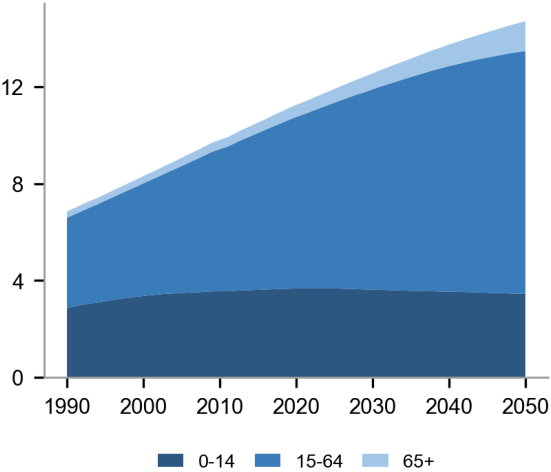
Dans bien des cas, il s'agit davantage de problèmes de coordination que de contraintes de ressources. Un ajustement salarial prévisible, des actualisations ordonnées des paramètres fiscaux et une consultation préalable aux changements réglementaires coûtent peu, mais ils exigent un dialogue structuré entre le gouvernement, les employeurs et les travailleurs, organisé secteur par secteur. Améliorer le dialogue, la consultation et la prévisibilité dans le secteur manufacturier est une priorité à faible coût et à fort impact. Les institutions du dialogue, notamment le conseil des salaires, la plateforme de conformité BetterWork et l'association des employeurs, existent déjà. Un dialogue similaire sur l'emploi agricole pourrait être envisagé, compte tenu de son rôle prédominant sur le marché du travail et de son exposition aux politiques tarifaires et énergétiques. Le dernier chapitre revient sur ce programme de prévisibilité dans le cadre d'un appel à un engagement coordonné et sectoriel en faveur de l'emploi.

Figure 38. Plus de la moitié des Haïtiens ont moins de 25 ans (population par âge et par sexe, 2024)



Source : IHSI, Estimations de la population totale, 2024.

Figure 39. Population par grands groupes d'âge : projection

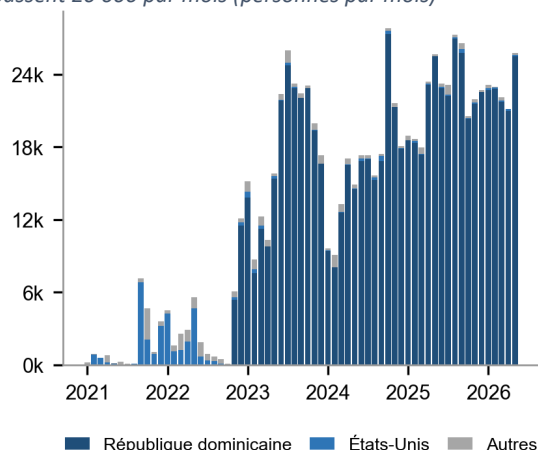


Source : Nations Unies, DAES, Division de la population.

Défi 2 : La gestion de la migration de retour.

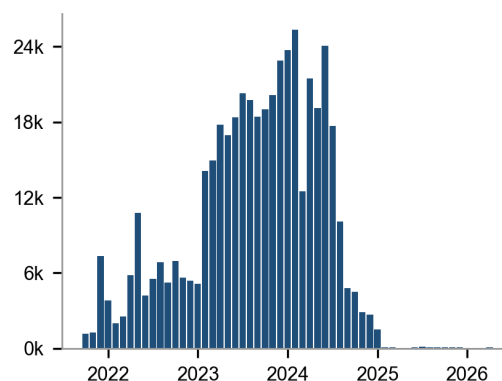
Haïti fait face à des pressions croissantes de migration de retour qui pourraient mettre à rude épreuve des systèmes publics déjà surchargés. Les canaux d'émigration vers les États-Unis se sont largement fermés. Les interpellations à la frontière de citoyens haïtiens se sont effondrées, passant d'un pic supérieur à 25 000 par mois au début de 2024 à une moyenne d'environ 80 par mois au cours de l'année écoulée (Figure 41). La Cour suprême des États-Unis réexamine le statut de protection temporaire (TPS) d'environ 350 000 Haïtiens. Une décision défavorable pourrait potentiellement affecter les envois de fonds et accroître les retours forcés. Les expulsions depuis la République dominicaine se sont fortement accélérées. Plus de 68 000 Haïtiens ont été rapatriés au seul premier trimestre de 2026, et les retours mensuels ont dépassé 25 000 en mai 2026, dont beaucoup de manière non coordonnée et dans des conditions précaires (Figure 40). Des retours non planifiés peuvent rapidement submerger les services publics, en particulier dans les zones urbaines où de nombreux rapatriés s'installent. Les systèmes de logement, d'éducation, de soins de santé et de protection sociale sont mal équipés pour absorber cette nouvelle demande.

Figure 40. Les expulsions depuis la République dominicaine dépassent 20 000 par mois (personnes par mois)



Source : Organisation internationale pour les migrations (OIM).

Figure 41. Les interpellations de ressortissants haïtiens à la frontière américaine se sont effondrées (personnes par mois)



Source : Service des douanes et de la protection des frontières des États-Unis (CBP).

Parallèlement, les personnes de retour peuvent apporter une expérience, des compétences et une épargne précieuse qui pourraient être mises à profit dans des conditions favorables. Certaines peuvent avoir acquis de nouvelles compétences en participant à des marchés du travail formels à l'étranger, ce qui pourrait contribuer au redressement d'Haïti, en particulier dans les services et la construction. La concrétisation de ce potentiel exigera des approches plus systématiques en matière d'enregistrement, d'orientation et d'appui à la réintégration, ainsi que des mécanismes permettant de mettre en relation les personnes de retour avec les débouchés du marché du travail, la formation et les services financiers.

Défi 3 : Composer avec des flux de transferts de fonds instables.

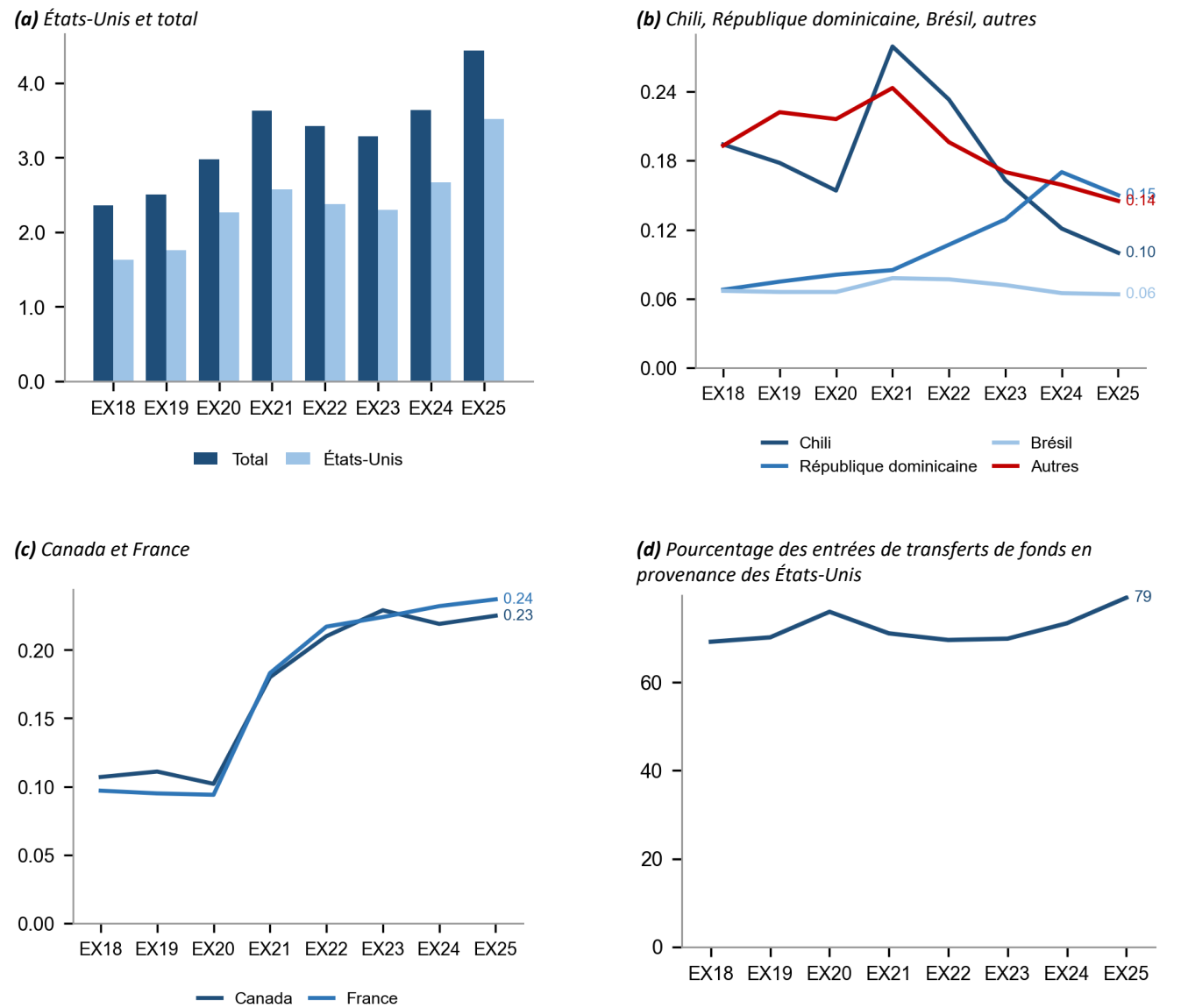
L'évolution des dynamiques migratoires et une nouvelle taxe des États-Unis sur les transferts de fonds font peser des risques sur la principale source de devises d'Haïti. Premièrement, le ralentissement de l'émigration et le rythme croissant des retours pourraient éroder la base des expéditeurs actifs de transferts de fonds. La migration de retour retire des pays d'accueil des personnes générant des revenus, tout en accroissant la dépendance dans le pays d'origine. Deuxièmement, une taxe d'accise fédérale de 1 pour cent sur les transferts de fonds financés en espèces, par mandats ou par des instruments similaires est entrée en vigueur le 1er janvier 2026, en vertu de la législation fiscale des États-Unis promulguée en juillet 2025. L'incidence de cette législation pourrait être limitée, car les transferts financés à partir de comptes bancaires ou de cartes émises aux États-Unis en sont exonérés. Toutefois, de nouveaux ajustements de politique pourraient en élargir la portée. La mesure renchérit les canaux fondés sur les espèces que les expéditeurs à faible revenu utilisent le plus, et pourrait orienter les flux vers des canaux informels. Les États-Unis représentaient 79 pour cent des entrées de transferts de fonds au cours de l'exercice 2025, contre 69 pour cent à l'exercice 2018, les entrées en provenance d'autres pays ayant stagné (Figure 42).

Au-delà du risque pesant sur le volume des entrées, l'incidence productive des transferts de fonds mérite attention.³⁶ Les données économétriques donnent à penser que les ménages bénéficiaires de transferts de fonds réduisent leur offre de travail, ce qui indique que les transferts de fonds peuvent en partie se substituer à l'activité

³⁶ The Effect of Remittances on Labour Supply in the Republic of Haiti, World Bank/UNU-WIDER, 2015.

économique nationale plutôt que la compléter. Orienter une part plus importante des transferts de fonds vers l'investissement productif pourrait amplifier leur effet sur la croissance. Parmi les mécanismes proposés figurent des obligations de la diaspora assorties de taux d'intérêt compétitifs, des obligations à impact social et des partenariats avec des organisations de la diaspora pour financer des projets de petite envergure, bien que ces instruments demeurent largement non éprouvés dans le contexte haïtien.³⁷

Figure 42. Les entrées d'envois de fonds restent le poumon de l'économie (en milliards de dollars par exercice fiscal)



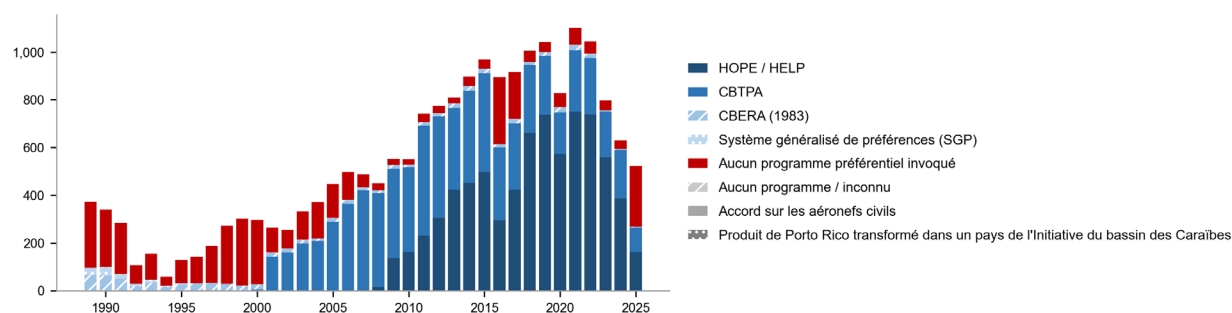
Source : Banque de la République d'Haïti, calculs des services de la Banque mondiale.

³⁷ Pay-for-Results Sustainability Strategy for Haiti, IDB Lab, 2023.

Défi 4 : Renouveler et élargir l'accès aux marchés pour le commerce

La capacité d'Haïti à soutenir une croissance tirée par les exportations dépend de sa faculté à transformer un répit de court terme sur les préférences commerciales en un accès durable aux marchés. Le profil commercial du pays demeure fortement concentré sur des produits d'habillement à faible valeur destinés aux États-Unis, qui représentent plus de 80 pour cent des exportations. Les programmes préférentiels HOPE/HELP ont expiré le 30 septembre 2025 et, pendant quatre mois, les produits d'habillement haïtiens sont entrés aux États-Unis en acquittant la totalité des droits de douane. Les importations sollicitant ces préférences sont passées de 387 millions de dollars en 2024 à 161 millions de dollars en 2025 (Figure 43). La loi de finances consolidée (Consolidated Appropriations Act) signée le 3 février 2026 a rétabli rétroactivement les préférences, avec remboursement des droits acquittés durant la période d'expiration, mais seulement jusqu'au 31 décembre 2026. L'expiration de ce programme a montré avec quelle rapidité l'incertitude relative aux préférences se traduit par des annulations de commandes. Des commandes se sont reportées vers d'autres destinations d'approvisionnement, et certaines ne sont pas revenues même après le rétablissement des préférences. Sécuriser un accès préférentiel de long terme permettant aux entreprises de planifier, et diversifier les marchés et les produits au-delà de l'habillement, constituent des priorités importantes de croissance pour le secteur manufacturier.

Figure 43. La plupart des exportations vers les États-Unis dépendent de la législation préférentielle (importations américaines d'Haïti par programme commercial, en millions de dollars, 1989-2025)



Source : Commission du commerce international des États-Unis (USITC), DataWeb.

3. Haïti à un point d'inflexion : sécurité, emplois et redressement

Gérer l'incertitude : du diagnostic aux trajectoires

Le retour d'Haïti à la croissance dépend du rétablissement de la sécurité et d'un État fonctionnel là où son économie et sa population sont concentrées. L'activité économique s'est effondrée là où l'insécurité s'est installée, avant tout dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince, tandis que les corridors économiques du nord et du sud se sont révélés comparativement résilients. Les données sur les lumières nocturnes rendent cette divergence visible. Les lumières se sont fortement atténuées dans la capitale et dans le sud à mesure que la violence se propageait, le nord-est autour de Ouanaminthe faisant figure d'exception notable. Conjointement à la décomposition des facteurs et au ralentissement observé dans chaque secteur de l'économie, cette géographie conduit à une seule conclusion. Un choc sécuritaire a coupé la capitale de l'économie nationale et a entravé les corridors qui fonctionnent encore. Sept années de contraction ont laissé une main-d'œuvre jeune et en forte croissance sans emploi productif, aggravant encore l'insécurité.

L'incertitude profonde constitue un problème central pour les décideurs publics, les partenaires et les investisseurs. Un redressement restera incomplet s'il n'inclut pas Port-au-Prince et l'Artibonite. La trajectoire de la sécurité ne peut être prédite avec certitude. Les décideurs publics devront identifier des mesures susceptibles de générer des rendements positifs dans un éventail de scénarios sécuritaires incertains, et les ordonnancer de telle sorte que les progrès ne dépendent pas de conditions qu'Haïti ne peut pas encore garantir. Les réformes de la gestion des finances publiques, de la mobilisation des recettes et du climat de l'investissement, par exemple, peuvent produire des rendements même dans un environnement sécuritaire défavorable. Les investissements concentrés dans les corridors plus sûrs du nord et du sud peuvent continuer à progresser dans les conditions actuelles. Toutefois, la stabilisation de la capitale et la reconnexion du plus vaste marché du travail au reste du pays dépendront avant tout de l'amélioration des conditions de sécurité. Malgré une incertitude profonde quant aux perspectives sécuritaires, une stratégie qui laisserait de côté la zone métropolitaine n'est pas une option réaliste pour un redressement à large assise. L'essentiel de l'activité économique du pays et son plus grand marché du travail sont concentrés à Port-au-Prince, tandis que l'Artibonite est une zone déterminante pour la production agricole. Un redressement qui ignorerait ces régions serait incomplet.

Les opérations de sécurité et un programme de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) seront au cœur du redressement de ces régions difficiles. Ils ne constituent pas un agenda distinct, mais une contrainte impérieuse de court terme. Un effort crédible de sécurité et de réintégration contribuerait à rétablir la liberté de circulation qui a atténué les lumières de la capitale et coupé ses entreprises des marchés régionaux. Dans ce contexte, le DDR sera fondamental pour améliorer les conditions de sécurité et soutenir un redressement ultérieur. Les sections ci-dessous examinent les fondements économiques nécessaires à un redressement, ainsi que les programmes de DDR susceptibles de soutenir une amélioration de la sécurité.

Fondements macroéconomiques et budgétaires

La stabilité macroéconomique est fondamentale pour un redressement économique et pour le maintien des financements concessionnels. La stabilité macroéconomique est la condition préalable à un redressement économique et la base qui permet aux partenaires de développement de s'engager à grande échelle. Un programme de référence du FMI (Staff-Monitored Program), prolongé jusqu'en juin 2027, constitue un ancrage important pour la politique macroéconomique et budgétaire. Le programme fixe des objectifs budgétaires visant à accroître les recettes et à empêcher le financement monétaire du déficit. Sur le plan monétaire, il reconstitue

les réserves internationales et soutient une réduction progressive de l'inflation. Les mesures de protection sociale sont préservées, tandis que des dispositifs tels que le mécanisme d'ajustement automatique des prix des carburants créent un espace budgétaire pour les transferts. Les opérations de la Banque mondiale en matière de gestion des finances publiques (GFP), de même que le soutien d'autres partenaires à la mobilisation des recettes intérieures et aux institutions budgétaires, renforcent ces fondements. Une érosion grave de la capacité ou de la volonté de l'État de maintenir un cadre macroéconomique prudent réduirait les options de financement, déplaçant l'engagement extérieur vers une posture humanitaire mise en œuvre hors des systèmes étatiques, un recul par rapport aux programmes d'investissement et de redressement que rend possibles un cadre stable et piloté par l'État.

Une croissance différenciée sur le plan géographique peut s'appuyer sur les plans de développement régional existants d'Haïti. Des stratégies nationales telles que le PSDH et le PREPOC définissent depuis longtemps des priorités sectorielles et des dispositifs de gouvernance pour une croissance à long terme. À court et moyen terme, les grands projets d'investissement seront limités aux corridors relativement sûrs du nord et du sud. Le plan du corridor économique du nord offre un point de départ concret. Une mise à jour de ces plans régionaux pour tenir compte des quatre défis exposés dans les chapitres précédents (création d'emplois, migration, envois de fonds et accès au commerce) renforcerait leur pertinence opérationnelle et faciliterait la coordination entre secteurs, partenaires et niveaux de gouvernement. Évaluer les rendements économiques des projets envisageables sera essentiel pour garantir que ces plans soient hiérarchisés et séquencés en cohérence avec les contraintes de financement.

Les réformes nationales en matière de finances publiques, de climat de l'investissement et de gouvernance produisent des bénéfices quel que soit le scénario sécuritaire. La gestion de l'investissement public constitue une priorité, et des réformes sont nécessaires pour renforcer l'évaluation, la budgétisation, l'exécution et l'entretien des investissements en capital. Une évaluation technique du FMI (mars 2026) a relevé des progrès limités sur la plupart des recommandations de 2022 relatives à la gestion de l'investissement (PIMA). La gestion de la trésorerie a progressé, avec l'élargissement du compte unique du Trésor et le fonctionnement d'un comité de trésorerie, mais l'évaluation et la sélection des projets, la budgétisation pluriannuelle et l'interopérabilité des systèmes d'information financière demeurent faibles. Le plan d'action actualisé du gouvernement pour 2026-2028 définit une séquence de réformes hiérarchisée et modulaire, adaptée au contexte de fragilité. Ces objectifs de niveau national devraient être poursuivis en parallèle quel que soit le scénario sécuritaire ou économique.³⁸

L'élargissement de l'inclusion financière est une priorité transversale qui soutiendrait la création d'emplois et la croissance du secteur privé.³⁹ On estime que seulement 22 à 35 pour cent des adultes détiennent des comptes financiers formels, et que 58 pour cent des micros et petites entreprises s'appuient exclusivement sur des mécanismes financiers informels. L'expansion de l'infrastructure de paiement numérique, y compris au moyen des canaux de transfert de fonds, pourrait réduire les coûts de transaction, accroître l'intermédiation financière et canaliser les ressources de la diaspora vers l'investissement productif.

Emplois et croissance dans les corridors nord et sud

Dans les corridors économiques nord et sud, plus résilients, l'investissement et l'emploi dépendront d'un programme d'investissement pragmatique et budgétisé. Les plans de développement à moyen terme pour les

³⁸ IMF (2026), Haiti: Improving Public Investment Management in Times of Fragility (Technical Assistance Report); <https://www.haitidocs.org/doc/2026-155-IMF-Public-Investment-Management-Fragility>.

³⁹ FinScope MSME Haiti 2023: Micro, Small and Medium Enterprises Survey Highlights. USAID. 2021.

ces corridors devraient être chiffrés et explicitement reliés au budget, de sorte qu'une liste restreinte de projets évalués et financés guide la mise en œuvre. Des plans ambitieux assortis d'objectifs de financement excédant des ressources limitées peuvent conduire à la sélection de projets à faible rendement. Le plan appuyé par la BID pour le corridor nord, ancré sur les plateformes logistiques, infrastructurelles et industrielles existantes, offre un point de départ naturel et devrait être séquencé avec l'investissement public et les mesures relatives au corridor exposées ci-dessous. Les décideurs devront examiner avec soin la manière de tirer parti des infrastructures portuaires et énergétiques de la République dominicaine dans un contexte de budgets d'investissement limités.

La création d'emplois à court terme devrait se concentrer sur les secteurs ayant démontré une capacité à générer rapidement des emplois à moindre coût. Les données issues du corpus d'évaluations du développement font ressortir trois domaines prioritaires : (i) le secteur de la confection ; (ii) les chaînes de valeur agricoles, en particulier le cacao, la mangue, le vétiver et le riz, où des programmes ciblés ont démontré des gains importants de rendement et de revenu ; et (iii) la construction, compte tenu du déficit de logements en Haïti, les besoins de reconstruction post-crise et la réhabilitation des corridors commerciaux. Dans chaque cas, les micros, petites et moyennes entreprises constituent une base potentielle de formalisation et de croissance.

Préserver la capacité productive dont Haïti dispose encore est aussi important que de créer de nouveaux emplois. Le secteur privé formel qui continue de fonctionner, dans la confection, l'agriculture, la logistique et les services, est un actif rare qui a mis des décennies à se constituer et serait lent à reconstruire s'il venait à disparaître. Un dialogue soutenu avec la communauté des affaires est essentiel, et les changements de politique qui l'affectent devraient être opérés de manière prévisible et en concertation, y compris en matière de fiscalité, de salaires et de politiques commerciales. Des changements brusques ou imprévisibles peuvent perturber l'investissement et l'emploi. Le mécanisme d'ajustement automatique des prix des carburants est un exemple positif qui illustre bien ce que peut être une politique prévisible et fondée sur des règles. Un cadre transparent et des ajustements mensuels prévisibles ont remplacé les subventions coûteuses du passé, et cette même approche constructive pourrait être étendue à d'autres domaines.

Rétablir la situation dans la capitale : la sécurité comme contrainte déterminante

Rétablir la sécurité dans la capitale est une condition préalable à la reprise de la croissance nationale. Port-au-Prince concentre la majorité de la population et de l'activité économique du pays. Il est peu probable qu'une reprise économique puisse être soutenue sans s'attaquer à l'insécurité qui y prévaut. De même, l'amélioration de la sécurité dans l'Artibonite est nécessaire pour rétablir la production agricole. Comme l'ont documenté les chapitres précédents, la violence a déplacé plus d'un million de personnes de la capitale, et ces flux submergent désormais d'autres régions, mettant sous tension les services, les marchés du travail et l'approvisionnement alimentaire.

Les interventions sécuritaires menées par des forces internationales peuvent réduire la violence. Toutefois, les résultats dépendent de l'envergure, du mandat et d'une transition politique crédible. Une comparaison des décès liés aux conflits pour 100 000 habitants au cours des 24 mois précédant et suivant le début de grandes missions internationales fait apparaître des baisses dans plusieurs contextes de fragilité, de conflit et de violence, notamment au Libéria, en Côte d'Ivoire, en Sierra Leone, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo et au Mali (Figure 44). Les reculs les plus importants ont été enregistrés au Libéria et en Côte d'Ivoire, où les décès ont chuté de plus de 90 pour cent à la suite du déploiement. Les expériences de la Côte d'Ivoire, et dans une moindre mesure de la République démocratique du Congo, montrent qu'une mission convenablement appuyée et mandatée peut avoir des effets disproportionnés par rapport à ses effectifs de déploiement.

Forte d'un nouveau mandat, la FRG se distingue des forces qui l'ont précédée. La Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) a été associée à une diminution des décès liés aux conflits, bien que la réduction ait été plus faible que dans de nombreux cas comparables. La MMAS, en revanche, n'a jamais atteint l'ampleur nécessaire à une réduction significative de la violence ; les décès liés aux conflits sont passés d'environ dix à sept pour 100 000 habitants entre la période antérieure au déploiement et la fenêtre actuellement observable postérieure au déploiement, soit une réduction d'environ 30 pour cent. La FRG se déploie en vue d'un effectif maximal de 5 550 personnes, soit environ 50 pour 100 000 habitants, ce qui la situe dans la fourchette d'autres opérations de maintien de la paix sous mandat de l'ONU, telles que celles menées en Côte d'Ivoire et en République démocratique du Congo. La relation plus générale entre l'intensité du déploiement et la réduction de la violence dans le cadre de ces missions est illustrée à la Figure 45. Sa structure est en outre conçue pour éviter bon nombre des contraintes qui ont limité la MINUSTAH et la MMAS, ce qui donne à penser que les enseignements des missions antérieures se reflètent dans son mandat et sa conception opérationnelle et pourraient se traduire par des améliorations plus larges de la sécurité.

Figure 44. Décès liés aux conflits avant et après les principaux déploiements de sécurité internationaux (pour 100 000 habitants)

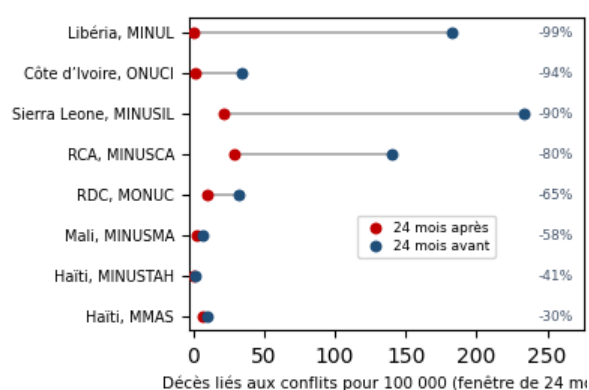
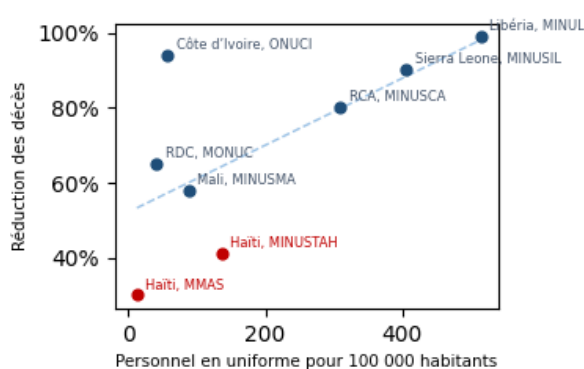


Figure 45. Réduction de la violence et intensité du déploiement des missions selon les interventions de sécurité internationales



Source : Uppsala Conflict Data Program (UCDP), Georeferenced Event Dataset (GED) ; Indicateurs du développement dans le monde (WDI).

Note : À la Figure 44, le graphique compare les décès liés aux conflits pour 100 000 habitants au cours des 24 mois précédant et suivant les principaux déploiements internationaux de sécurité, à partir des estimations de décès « les plus probables » de l'UCDP pour tous les types d'événements de violence organisée. Les dénominateurs de population reposent sur les estimations annuelles à mi-année des Perspectives de la population mondiale. La période post-déploiement de la MMAS en Haïti ne reflète que des données partielles (juin-décembre 2024) et n'est donc pas pleinement comparable aux autres cas. Les résultats sont descriptifs et n'impliquent pas de causalité, les tendances de la violence pouvant aussi refléter des dynamiques politiques et conflictuelles plus larges.

Le DDR comme élément constitutif d'une reprise durable

Les programmes de DDR accompagnent couramment les missions de maintien de la paix afin de soutenir la stabilisation et de prévenir la remobilisation des combattants. L'expérience internationale donne à penser que le désarmement et la démobilisation sont souvent mis en œuvre comme des activités à vocation sécuritaire, tandis que la réintégration est beaucoup plus difficile à réaliser. Les données de l'ensemble de données DDR-40, couvrant 407 observations pays-année réparties sur 40 pays touchés par des conflits entre 1980 et 2020, montrent que la réintégration affiche systématiquement de moins bons résultats que les autres piliers du DDR (Figure 46). Près d'un tiers des programmes de réintégration n'ont fait l'objet d'aucune mise en œuvre, contre 24 pour cent pour le désarmement et 19 pour cent pour la démobilisation, et seuls 11 pour cent ont atteint une mise en œuvre complète, soit environ la moitié du taux observé pour le désarmement (23 pour cent) et bien en deçà de celui de la démobilisation (29 pour cent). La transition vers une réintégration civile durable est donc considérablement

plus difficile que les objectifs immédiats de collecte des armes et de démobilisation. L'expérience comparée entre pays montre également que des dépenses plus élevées par combattant n'ont pas produit de manière fiable de meilleurs résultats, Haïti figurant parmi les cas les plus coûteux (Figure 47).

Pour Haïti, la stabilisation a peu de chances de se maintenir sans un programme de DDR, malgré les risques que de tels programmes comportent. Trois caractéristiques de la crise actuelle contribuent à ce constat. Les mineurs représentent une part démesurée des effectifs des gangs, dépassant la moitié selon certaines estimations de l'UNICEF, et leur réintégration ne peut être réalisée par les seules opérations de sécurité. Le système pénitentiaire est loin de disposer de la capacité d'incarcérer les combattants à grande échelle. Et les campagnes de réduction de la violence communautaire menées parallèlement à des programmes antérieurs n'ont pas répondu aux attentes. En rétablissant une certaine mesure d'ordre politique et militaire, la FRG pourrait créer les conditions dans lesquelles un programme de DDR crédible peut réussir.

Figure 46. La réintégration reste le pilier le plus faible de la mise en œuvre du DDR

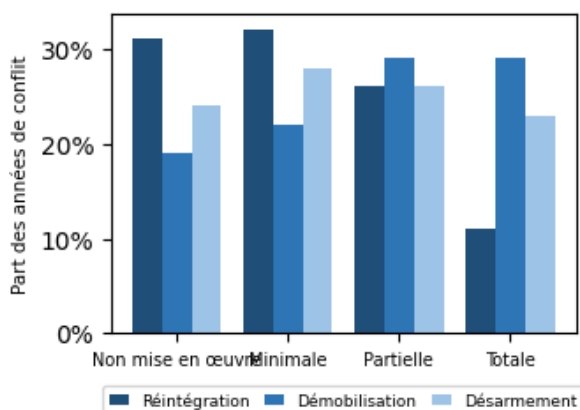
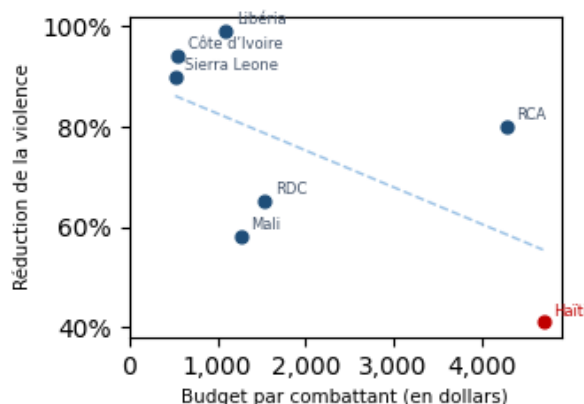


Figure 47. L'investissement DDR par combattant ciblé a fortement varié d'une mission à l'autre, avec des résultats mitigés sur la violence



Source : Sharif (2026), ensemble de données DDR-40, Harvard Dataverse, Replication Data for: Why do Armed Groups Return to War After Disarmament, Demobilization, and Reintegration? Introducing the DDR-40 Dataset (1980-2020) - Harvard Dataverse
<https://dataverse.harvard.edu/dataset.xhtml?persistentId=doi:10.7910/DVN/1F4I77>

Note : fondé sur 407 observations pays-année issues de l'ensemble de données DDR-40 couvrant 40 pays touchés par des conflits entre 1980 et 2020. Le graphique compare les résultats de mise en œuvre entre les trois piliers fondamentaux du DDR, à savoir le désarmement, la démobilisation et la réintégration, en utilisant le degré le plus élevé de mise en œuvre atteint dans chaque observation. Les résultats sont descriptifs et reposent sur des observations pays-année plutôt que sur des programmes de DDR uniques. À la Figure 47, le budget de DDR par combattant ciblé est calculé en divisant le budget total du programme de DDR par le nombre cible de bénéficiaires du DDR, sur la base d'observations sélectionnées de l'ensemble de données DDR-40. La réduction de la violence reflète la baisse en pourcentage des décès liés aux conflits entre les 24 mois précédant et suivant le déploiement de la mission internationale, en utilisant les estimations « best » des décès de l'UCDP.

Comblent l'écart de mise en œuvre en matière de réintégration sera particulièrement important pour l'absorption par le marché du travail, les moyens de subsistance et la réduction des incitations à la remobilisation. Dans la pratique, les programmes de réintégration reposent sur la formation professionnelle, un soutien temporaire aux moyens de subsistance ou une aide en espèces plutôt que sur une création d'emplois durable. À elles seules, ces interventions génèrent rarement un emploi durable à grande échelle, en particulier dans les contextes à faible capacité où la demande de travail formel est faible. La propre expérience d'Haïti le confirme. Les efforts de démobilisation antérieurs ont produit un emploi durable limité, moins de 20 pour cent des bénéficiaires accédant, selon les informations disponibles, à des emplois formels. Haïti se distingue également de nombreux autres contextes de DDR, en ce que ses groupes armés sont fortement fractionnés, ne sont pas parties à un règlement politique formel et restent ancrés dans des réseaux criminels, informels et politiques. La

réintégration nécessitera donc une approche différenciée et multisectorielle bénéficiant aux communautés touchées, maintenue dans le temps et conditionnée à une amélioration de l'environnement sécuritaire, qui combine protection sociale, éducation, formation professionnelle et création d'emplois.

Plusieurs choix politique influencent le risque que d'anciens combattants reprennent les armes.⁴⁰ Les données issues d'un large échantillon de pays comparables désignent la mise en œuvre de l'amnistie comme le facteur le plus déterminant, aux côtés des protections relatives aux droits des enfants visant à préserver les mineurs. La mise en œuvre du désarmement et de la démobilisation suit de près et constitue une condition préalable aux programmes de développement et de réintégration. Les ex-combattants qui se désengagent dans de mauvaises conditions socio-économiques mais qui ne trouvent que peu d'alternatives légitimes sont plus susceptibles de retomber dans la criminalité organisée, compromettant les gains de sécurité obtenus grâce au désarmement.

Pour Haïti, les conclusions mettent en évidence plusieurs leviers susceptibles d'améliorer l'impact économique de la réintégration. Premièrement, cet impact dépend de la mesure dans laquelle la réintégration s'accompagne de mesures crédibles visant à renforcer la légitimité de l'État, notamment des progrès dans la transition politique et des améliorations visibles des services et des moyens de subsistance dans les communes touchées. Des zones de relance économique désignées pourraient offrir un accès à faible coût à des services publics essentiels et s'inscrire dans des plans de relance multisectoriels soutenus à l'échelle internationale. Deuxièmement, les anciens combattants, et les mineurs en particulier, ont besoin d'un appui à la réintégration qui leur permette, ainsi qu'aux communautés touchées par la violence, de disposer d'un revenu durable afin de réduire les risques de remobilisation et les cycles de représailles. Sous-tendant ces leviers, le succès du programme dépendra d'un large soutien politique, d'une conception qui tienne compte de l'économie politique fracturée d'Haïti, ainsi que d'une gouvernance professionnelle et responsable du programme lui-même.

La réintégration ne produit des gains durables que si les ex-combattants peuvent accéder à un emploi productif dans l'économie au sens large.⁴¹ Les travaux empiriques menés dans des pays comparables montrent que le contrôle criminel du territoire pèse sur les résultats économiques principalement par les restrictions à la mobilité, des frontières informelles empêchant les habitants d'atteindre les parties de la ville où se concentrent les emplois à plus forte productivité. Là où des groupes armés exercent un contrôle similaire sur les corridors urbains d'Haïti, les investissements dans la formation et le soutien aux moyens de subsistance n'apporteront que des rendements durables limités, à moins qu'ils ne s'accompagnent de conditions de sécurité rétablissant la liberté de circulation et reconnectant les bénéficiaires à des marchés du travail plus larges.

Priorités dans un environnement de financement limité

Ces priorités examinées dans le présent chapitre doivent être poursuivies dans un environnement de financement exceptionnellement limité. Le financement concessionnel se resserre alors même que les besoins d'Haïti augmentent ; les transferts de fonds qui ont amorti la consommation des ménages, évoqués dans les chapitres précédents, sont exposés à une baisse des flux migratoires sortants, à un nombre croissant de personnes de retour et à des propositions, à l'étranger, de taxation des transferts ; et les facteurs traditionnels qui rendent possible le travail de développement, depuis une présence fonctionnelle de l'État jusqu'à un accès physique sécurisé, font défaut dans une grande partie du territoire le plus touché par la violence. Des recommandations réalistes doivent composer avec ces limites.

⁴⁰ Sharif (2026). Why do Armed Groups Return to War After Disarmament, Demobilization, and Reintegration? Introducing the DDR-40 Dataset (1980-2020). *Journal of Conflict Resolution* (early view)

⁴¹ Melnikov, N., et al (2025) Gangs, Labor Mobility, and Development. *Novafrica Working Paper Series* no 250.

Les ressources externes dont dispose Haïti sont faibles au regard de l'ampleur de la crise et de celles mobilisées pour des urgences comparables. Rapporté au déplacement de plus d'un million de personnes, à la contraction pluriannuelle et au nombre de personnes nécessitant une aide humanitaire documenté dans les chapitres précédents, le financement concessionnel actuel est modeste, et il est engagé alors que les budgets mondiaux d'aide se resserrent. Trois des leviers qui façonnent le plus la trajectoire d'Haïti échappent en grande partie à son contrôle. Le volume des ressources concessionnelles, la continuité de l'accès commercial préférentiel et le temps accordé à une régularisation ordonnée de la migration haïtienne dépendront de décisions externes. La reprise est très sensible à chacun de ces facteurs, et les priorités présentées ici supposent l'enveloppe actuelle. Les résultats seraient sensiblement différents si des ressources nettement plus importantes étaient disponibles.

La première implication est que les ressources rares doivent être utilisées plus efficacement et consolidées au sein d'un cadre budgétaire unique. Haïti ne manque pas de plans. L'Évaluation rapide de l'impact de la crise de décembre 2024, la Feuille de route pour Haïti de l'Organisation des États américains, le plan du corridor nord, le programme de référence du FMI et les stratégies nationales de développement successives définissent toutes des priorités, mais, prises ensemble, elles dépassent la capacité actuelle du gouvernement à les coordonner et à les exécuter. Le besoin n'est donc pas un plan supplémentaire, mais la consolidation des plans existants au sein du cadre budgétaire national que les autorités peuvent gérer de manière réaliste, en concentrant les efforts là où ils peuvent être réalisés. La mise en œuvre effective des portefeuilles existants des partenaires de développement importe autant que de nouveaux engagements. Avec un financement aussi rare et des opérations aussi essentielles à la prestation de services et à la croissance, les ressources qui ne sont pas bien employées risquent d'être réorientées ailleurs.

La deuxième implication est que les efforts de développement, politiques et de sécurité doivent progresser de concert plutôt que de manière séquentielle. L'insécurité et la perte de présence de l'État constituent la contrainte déterminante, et non l'absence d'un modèle de développement. Les partenaires de développement, les acteurs qui mènent le dialogue politique et ceux qui appuient la mission de sécurité et tout effort de DDR devront travailler à partir d'une compréhension commune des moteurs de la crise et d'une approche commune en matière d'engagement et de financement. Dans les corridors les plus sûrs, le financement du développement peut être déployé. Dans la capitale et d'autres zones disputées, l'engagement sera nécessairement plus léger et davantage humanitaire jusqu'à ce que les conditions propices à un financement du développement à plus grande échelle soient réunies. L'affectation d'un volume accru de ressources aux zones récemment sécurisées dépendra de l'instauration d'un environnement sécuritaire permettant la circulation, d'un processus politique conférant une légitimité et de ressources de développement créant des moyens de subsistance.

Dans ce contexte, les recommandations du présent rapport sont de haut niveau. Les trois premières suivent les trois niveaux exposés dans ce chapitre ; deux priorités supplémentaires sont transversales. Ces priorités sont présentées à titre de considération et devront s'adapter à mesure que les conditions évoluent.

1. **Préserver la stabilité macroéconomique.** Un programme solide de réformes macro-budgétaires constitue le fondement de la croissance et le préalable au financement du développement. Il devrait s'accompagner d'une gestion renforcée de l'investissement public afin que le financement rare soit bien dépensé.
2. **Mettre en œuvre les plans d'investissement dans les corridors nord et sud.** Poursuivre un programme hiérarchisé pour les corridors nord et sud, lié au budget et ancré sur les plans existants.
3. **Appuyer la sécurité dans la capitale par le DDR.** Soutenir la mission de sécurité au moyen d'un programme constituant la voie de reconnexion de la capitale, en reconnaissant que la réintégration ne produira des gains

durables que si elle s'accompagne du rétablissement de la mobilité et d'une légitimité gouvernementale renforcée.

4. **Préserver et diversifier les bouées de sauvetage extérieures.** Renouveler l'accès commercial préférentiel partout où cela est possible. Réduire le coût des transferts de fonds et accroître leur utilisation productive, notamment grâce à une infrastructure élargie de paiements numériques et d'inclusion financière, tout en se préparant à un environnement de financement concessionnel plus restreint.
5. **Coordonner le programme pour l'emploi par secteur.** Organiser les travaux autour des secteurs présentant le potentiel à court terme le plus net, notamment l'industrie manufacturière et l'agriculture, au moyen d'un dialogue structuré, secteur par secteur, entre le gouvernement, les employeurs et les partenaires, qui transforme les grandes priorités en plans concrets et suivis.

Sous-tendant l'ensemble de ces actions figure la nécessité d'un cadre commun de responsabilité mutuelle couvrant les secteurs de la sécurité, de la politique et du développement. Les mesures exposées ci-dessus ne formeront un tout cohérent que si le gouvernement, ses partenaires internationaux et le secteur privé s'accordent sur un petit ensemble d'objectifs clairs, mesurables et intégrés, assortis de responsabilités et de jalons dont chaque partie pourra être tenue comptable. Les partenaires devront consolider les objectifs issus des stratégies internationales, des plans nationaux de développement et des plans régionaux de corridors. Un accord est nécessaire entre les efforts de sécurité, politiques et de développement pour œuvrer à des objectifs communs, donner aux partenaires la confiance de s'engager dans un contexte de financement contraint, et permettre de suivre les progrès de manière transparente. Bâtir une responsabilité mutuelle demandera du temps et de la confiance, mais c'est le fondement sur lequel un redressement crédible, conduit par l'État, pourra être organisé.

Références

- ADIH. (2025).** Investment incentives comparative analysis: Haiti, Dominican Republic, and Puerto Rico. Association des Industries d'Haïti. <https://www.haitidocs.org/doc/2026-030-2025---ADIH---Key-Investment-Incentives-i>
- Banque de la République d'Haïti. (2024a).** Évaluation d'impacts et programme d'appui aux institutions financières et entreprises débitrices du système financier victimes de la crise socio-politique. <https://www.haitidocs.org/doc/brh-2024-impact-assessment-support-program>
- Banque de la République d'Haïti. (2024b).** The SNIF 10 years later: Assessment of financial inclusion in Haiti. <https://www.haitidocs.org/doc/brh-2024-snif-10-years-later>
- Beyer, R. C. M., Franco-Bedoya, S., & Galdo, V. (2021).** Examining the economic impact of COVID-19 in India through daily electricity consumption and nighttime light intensity. *World Development*, 140, 105287. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2020.105287>
- Chandy, L., & Linn, J. F. (2011).** Taking development activities to scale in fragile and low-capacity environments (Global Economy & Development Working Paper No. 45). Brookings Institution. <https://www.brookings.edu/articles/taking-development-activities-to-scale-in-fragile-and-low-capacity-environments/>
- Ecchebarria, K. (2023).** Haiti's failed quest for stability and development after the 2010 earthquake: Why did it go wrong? (CGD Policy Paper No. 312). Center for Global Development. <https://www.cgdev.org/publication/haitis-failed-quest-stability-and-development-after-2010-earthquake>
- Government of Haiti. (2012).** Plan stratégique de développement d'Haïti (PSDH). <https://www.haitidocs.org/doc/mpce-2012-haiti-strategic-development-plan-2>
- Government of Haiti. (2020).** Plan de relance économique post-COVID-19 (PREPOC), 2020-2023. <https://www.primature.gouv.ht/publications/plan-de-relance-economique-post-covid-19-prepoc-2020-2023/>
- Harvard Business School. (2017).** A strategy for Haitian prosperity. https://www.hbs.edu/ris/Publication%20Files/20170922-A-Strategy-for-Haitian-Prosperity-Michael-E-Porter_d961c43a-f86f-42bc-8e64-7377ba0c360e.pdf
- IDB Lab. (2023).** Pay-for-results sustainability strategy for Haiti. Inter-American Development Bank. <https://www.sipa.columbia.edu/payforresults-sustainability-strategy-haiti>
- Inter-American Development Bank / International Finance Corporation. (2024).** Food for export: An analysis of Haiti's agricultural export potential in the Nord-Ouest department. Inter-American Development Bank and International Finance Corporation. <https://publications.iadb.org/en/food-export-analysis-haitis-agricultural-export-potential-nord-ouest-department>
- Inter-American Development Bank. (2015).** Planting the seeds: The impact of training on mango producers in Haiti. <https://publications.iadb.org/publications/english/document/Planting-the-Seeds-The-Impact-of-Training-on-Mango-Producers-in-Haiti.pdf>
- Inter-American Development Bank. (2018).** Structural transformation in Haiti. <https://publications.iadb.org/publications/english/document/Structural-Transformation-in-Haiti.pdf>
- Inter-American Development Bank. (2024).** BIDeconomics Haiti : Landscape of Opportunities. <https://publications.iadb.org/en/bideconomics-haiti-landscape-opportunities>
- International Crisis Group. (2025).** Undoing Haiti's deadly gang alliance. <https://www.crisisgroup.org/rpt/latin-america-caribbean/haiti/110-undoing-haitis-deadly-gang-alliance>

International Labour Organization (ILO). (2015-2026). BetterWork Haiti compliance synthesis reports (16th-29th editions). <https://www.betterwork.org/reports-and-publications/>

International Monetary Fund. (2026). Haiti: Technical assistance report: Improving public investment management in times of fragility. Washington, DC: IMF Fiscal Affairs Department. <https://www.imf.org/en/publications/technical-assistance-reports/issues/2026/06/05/haiti-technical-assistance-report-improving-public-investment-management-in-times-of-576393>

Kim, Y. E., & Loayza, N. V. (2019). Productivity growth: Patterns and determinants across the world (Policy Research Working Paper No. 8852). World Bank Group. <https://hdl.handle.net/10986/31710>

Loayza, N. V., & Pennings, S. M. (2022). The long term growth model: Fundamentals, extensions, and applications. World Bank Group. <http://documents.worldbank.org/curated/en/099627211072228496>

Municipality of Cap-Haïtien. (2018). The 350th anniversary of Cap-Haïtien city: 20 projects for Cap 2020. <https://www.haitidocs.org/doc/government-2018-350th-anniversary-cap-haitien-city>

Office of the High Commissioner for Human Rights (OHCHR). (2025, January 5). Haiti: Over 5,600 killed in gang violence in 2024, UN figures show. <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2025/01/haiti-over-5600-killed-gang-violence-2024-un-figures-show>

Pinkovskiy, M., & Sala-i-Martin, X. (2016). Lights, camera ... income! Illuminating the national accounts-household surveys debate. The Quarterly Journal of Economics, 131(2), 579-631. <https://doi.org/10.1093/qje/qjw003>

U.S. Embassy. (2026). Haiti 2026: Security and foreign assistance priorities. <https://www.congress.gov/event/119th-congress/senate-event/337963>

UNDP/ILO. (2022). Baseline study of informal economy in the African, Caribbean, and Pacific regions: The case of Haiti. https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2025-06/baseline_study-haiti.pdf

United Nations Security Council. (2025, February 4). Letter dated 4 February 2025 from the Secretary-General addressed to the President of the Security Council (S/2025/85). <https://docs.un.org/en/S/2025/85>

United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC). (2023-2026). Security Council quarterly reports on Haiti. <https://www.unodc.org/unodc/en/about-unodc/haiti-report.html>

UNODC. (2026). Haiti's criminal markets: Mapping trends in firearms and drug trafficking. United Nations Office on Drugs and Crime. <https://www.unodc.org/unodc/en/about-unodc/haiti-report.html>

USAID. (2019). Local enterprise and value chain enhancement (LEVE) final report. <https://www.haitidocs.org/doc/usaaid-2019-local-enterprise-value-chain>

USAID. (2020). AVANSE final report. <https://www.haitidocs.org/doc/usaaid-2020-avance-final-evaluation-report>

USAID. (2021). Using pay-for-results to catalyze affordable housing development (HOME program). <https://www.haitidocs.org/doc/2026-044-PA00XR89>

USAID. (2023a). Haiti Renewal Alliance/Diaspora Partnership Accelerator. <https://www.haitidocs.org/doc/usaaid-2019-local-enterprise-value-chain>

USAID. (2023b). PARE gender and youth inclusion report. <https://www.haitidocs.org/doc/usaaid-2023-pare-gender-youth-inclusion-report>

USAID/FinMark Trust. (2021). FinScope MSME Haiti 2023. <https://www.meda.org/publication/finscope-msme-haiti-2023/>

World Bank. (2009). Bringing HOPE to Haiti's apparel industry. <https://hdl.handle.net/10986/3168>

World Bank. (2010). Haiti coffee supply chain risk assessment. <https://hdl.handle.net/10986/27600>

World Bank. (2012). Haiti, Dominican Republic: More than the sum of its parts.
<https://www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/document/HAITI-RD.pdf>

World Bank. (2019a). Agricultural financing in Haiti: Diagnosis and recommendations.
<https://hdl.handle.net/10986/33178>

World Bank. (2019b). Financial capability and inclusion in Haiti.
<https://hdl.handle.net/10986/33180>

World Bank. (2022). Haiti: Pathways to responding to recurrent crises and chronic fragility (Systematic Country Diagnostic Update, June 2022). <http://documents.worldbank.org/curated/en/709131656602892706>

World Bank. (2024). Rapid crisis impact assessment (Haiti). <https://hdl.handle.net/10986/44313>

World Bank. (2025). Haiti tourism economy snapshot. Prosperity Data360.
<http://documents.worldbank.org/curated/en/099338410152527496>

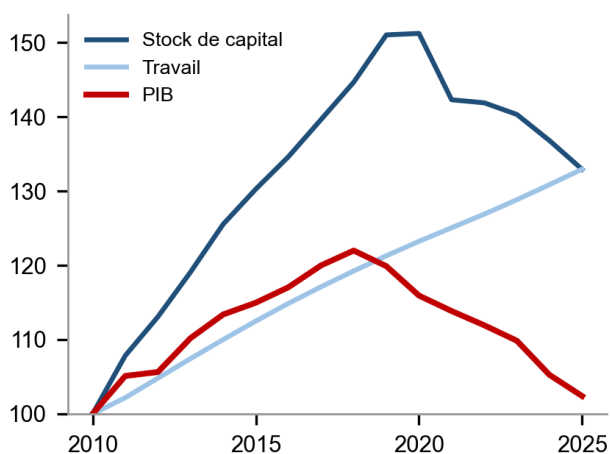
World Bank/UNU-WIDER. (2015). The effect of remittances on labour supply in the Republic of Haiti.
<https://hdl.handle.net/10986/24262>

Annexe 1 : Décomposition de la croissance

La croissance économique d'Haïti a historiquement été faible et volatile. Une décomposition de la croissance indique que l'accumulation des facteurs a dépassé la croissance globale du PIB jusqu'en 2018, ce qui implique une productivité totale des facteurs (PTF) négative. Au cours des années plus récentes, la population active a continué de croître, tandis que le stock de capital a diminué, et la contribution de la PTF à la croissance est devenue de plus en plus négative. Inverser cette tendance négative de la productivité exigera des réformes coordonnées pour soutenir l'innovation, l'éducation, l'efficacité des marchés, les infrastructures et les institutions.

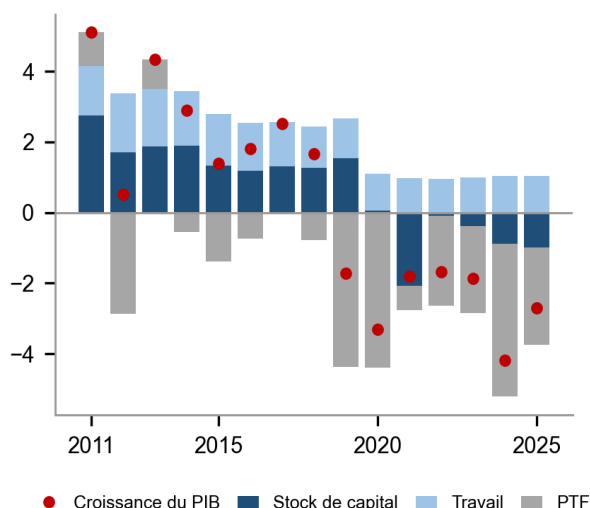
L'histoire économique d'Haïti est marquée par une tendance de volatilité persistante et de croissance atone, qui s'est aggravée au cours de ces dernières années. De 1971 à 2023, le PIB du pays a progressé à un taux annuel moyen de seulement 1,4 pour cent, nettement inférieur à la croissance moyenne de 3,0 pour cent observée dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes (ALC) et à celle de 2,9 pour cent des pays à faible revenu (PFR) sur la même période. Entre 2011 et 2018, le pays a connu un taux de croissance moyen relativement plus soutenu de 2,5 pour cent. Toutefois, ce progrès s'est brutalement inversé : entre l'exercice 2019 et l'exercice 2025, l'économie s'est contractée à un rythme moyen d'environ 2,5 pour cent par an, au cours de sept années consécutives de croissance négative. Sur une base par habitant, le PIB d'Haïti a diminué en moyenne de 0,55 pour cent par an entre 1971 et 2010. La fragilité de la situation économique a pris un tour plus marqué ces dernières années, le PIB par habitant reculant de 0,6 pour cent par an entre 2011 et 2023, en raison d'une crise politique prolongée et d'une forte réduction de l'aide publique au développement (APD) extérieure, qui a étouffé l'investissement public.

Figure A.1. Facteurs de production en Haïti



Source : IHSI, Banque mondiale.

Figure A.2. Décomposition des facteurs



Source : IHSI, Banque mondiale

Depuis 2010, le stock de capital et la main-d'œuvre ont connu une croissance bien plus rapide que l'activité économique. Analyser la croissance en l'attribuant aux facteurs de production permet de mieux comprendre le fonctionnement de l'économie, mais nécessite une mesure précise de ces facteurs. Dans les pays à faible revenu comme Haïti, où les marchés du travail et les entreprises sont largement informels, les données sur le taux d'activité, l'investissement et le chômage tendent à être peu fiables, ce qui rend cette évaluation particulièrement difficile. Les données des Perspectives Macroéconomiques et de Pauvreté (MPO, Banque mondiale, 2025) suivent les dynamiques du travail et du capital. Le travail affiche une tendance positive constante, progressant à un rythme moyen de 1,9 pour cent par an entre 2010 et 2025 (Figure A.1). Sous l'effet de la reconstruction post-séisme, le

stock de capital a augmenté à une moyenne annuelle de 4,21 pour cent entre 2010 et 2020. En revanche, entre 2020 et 2025, lorsque la situation sécuritaire s'est détériorée, il a diminué de 2,5 pour cent par an en moyenne. La dynamique du stock de capital reflète l'investissement privé et public ainsi que la dépréciation, y compris les chocs naturels. Le PIB a augmenté jusqu'en 2018 et s'est contracté entre 2018 et 2025.

Il est possible de modéliser l'économie d'Haïti au moyen d'une fonction simple reliant le travail et le capital au PIB. Les dynamiques plus positives des stocks de travail et de capital suggèrent que l'économie est devenue moins efficiente dans l'utilisation des facteurs de production au fil du temps. Pour une estimation plus précise de ces dynamiques de productivité, nous modélisons l'économie d'Haïti à l'aide d'une fonction de production de Cobb-Douglas $Y=AK^{\alpha}L^{1-\alpha}$, avec le travail (L) et le capital (K) comme intrants pour générer le PIB et ajustée par la productivité totale des facteurs (A). Cette dernière résume le niveau d'utilisation des intrants et leur niveau technologique, fournissant une mesure de l'efficacité globale de l'économie. Les parts du capital et du travail dans la fonction de production sont représentées respectivement par α et $1-\alpha$. Pour la période 2010-2025, une part constante convient à Haïti, le travail représentant en moyenne 65 pour cent et le capital 35 pour cent du PIB, conformément à la littérature sur les pays à faible revenu.

Paramètres et données. La décomposition retient une part du capital de 0,35 et une part du travail de 0,65, des séries de capital et de travail issues de la base de données du MPO de la Banque mondiale (édition d'avril 2026), et un PIB réel provenant des comptes nationaux de l'IHSI ; la productivité totale des facteurs est calculée comme le résidu. La quantification prospective des scénarios peut être ancrée sur les projections institutionnelles actuelles : le FMI (mai 2026) projette une nouvelle contraction de 1,7 pour cent au cours de l'exercice 2026, avec un redressement à 0,5 pour cent au cours de l'exercice 2027 et une convergence vers une croissance potentielle d'environ 1,5 pour cent, tandis que le MPO d'avril 2026 de la Banque mondiale projette 0,6 pour cent au cours de l'exercice 2026, en hausse jusqu'à 2,2 pour cent d'ici l'exercice 2028. L'écart entre ces éditions illustre l'ampleur de la fourchette plausible ; des trajectoires de croissance propres à chaque scénario au-delà de ces ancrages nécessiteraient des hypothèses explicites sur la dépréciation du capital et le redressement de la PTF, qui sont signalées pour la prochaine itération de cette annexe.

Une décomposition par facteurs révèle que la croissance du PIB a été principalement tirée par l'accumulation de facteurs. L'accumulation de capital a été le principal moteur de la croissance du PIB de 2010 à 2025. Le stock de capital a augmenté rapidement à la suite de l'aide extérieure consécutive au séisme de 2010, principalement pour remplacer les infrastructures détruites (SCD 2022). Toutefois, le soutien extérieur a progressivement diminué. La dégradation de la situation sécuritaire et le séisme de 2021 ont inversé cette dynamique. La contribution du travail à la croissance est restée stable, devenant le principal moteur après 2019, lorsque le stock de capital a décliné.

La croissance du PIB a été freinée par une dynamique de productivité négative qui s'est aggravée depuis 2019. La productivité s'est détériorée depuis 2019, en lien avec la dégradation de la situation sécuritaire (Figure A.2). Cette dynamique négative reflète l'incidence de l'instabilité et de la vulnérabilité aux chocs liés aux aléas naturels. Cependant, cette analyse montre également que d'autres facteurs ont pesé négativement sur la croissance de la productivité d'Haïti avant 2018. Un investissement rapide, surtout s'il est guidé par de mauvais signaux de marché ou par un système financier sous-développé, peut conduire à orienter le capital vers des entreprises ou des secteurs moins productifs. Cette mauvaise allocation des ressources peut réduire l'efficacité économique globale et freiner la productivité agrégée, même si le stock total de capital croît rapidement.

L'innovation, l'éducation, l'efficacité des marchés, les infrastructures et les institutions sont les principaux déterminants de la productivité. Haïti dispose d'un potentiel considérable pour renforcer chacun de ces

domaines. Les moteurs de la croissance de la productivité peuvent être regroupés en cinq composantes (Kim et Loayza 2019) : l'innovation, pour créer et adopter de nouvelles technologies ; l'éducation, pour diffuser ces nouvelles technologies dans l'ensemble de l'économie et développer la capacité de la main-d'œuvre à les assimiler ; l'efficacité des marchés, pour favoriser une allocation efficace et flexible des ressources entre les secteurs et les entreprises ; les infrastructures (dans les transports, les télécommunications, l'énergie ainsi que l'eau et l'assainissement), pour soutenir et faciliter l'activité économique des ménages, des entreprises et des marchés ; et les institutions (dans les systèmes réglementaire, judiciaire, législatif et politique), pour assurer la stabilité sociale et économique, défendre les droits de propriété et garantir les droits civils fondamentaux. Certaines études ont décomposé la croissance de la productivité (Loayza et Pennings, 2022) en sous-composantes, montrant que, pour les pays développés, l'efficacité des marchés contribue le plus et les infrastructures le moins. Dans les pays en développement, la contribution de l'éducation augmente continuellement et constitue la plus importante parmi les déterminants.

En Haïti, ces déterminants de la productivité sont interdépendants et doivent être traités conjointement. La réforme des politiques publiques devrait s'attaquer à la faiblesse des institutions et aux intérêts économiques établis, qui alimentent des niveaux élevés d'informalité et d'un secteur privé formel caractérisé par des entreprises relativement petites et jeunes à faible productivité (SCD 2022). Le secteur informel représente 61 pour cent du PIB (ce qui est nettement supérieur à la moyenne de 37 pour cent de l'Amérique latine et des Caraïbes). Selon les données fiscales de 2013-2018, 95 pour cent du secteur privé formel est composé de microentreprises, et la moitié des entreprises formelles ont moins de six ans, ce qui suggère que les obstacles à la formalisation sont relativement faibles par rapport aux obstacles à la croissance. Les entreprises sont petites et leur niveau de productivité est faible. L'expérience et les compétences entrepreneuriales limitées constituent l'un des principaux obstacles internes à leur développement. Par exemple, le faible niveau de compétences limite l'accès aux marchés, aux possibilités de financement et à la capacité de planification permettant d'atténuer les chocs.⁴²

⁴²D'autres estimations suggèrent que le secteur informel pourrait représenter jusqu'à 90 pour cent de l'emploi et 55 pour cent du PIB. Voir : Baseline Study of Informal Economy in the African, Caribbean, and Pacific Regions: The Case of Haiti, UNDP/ILO, 2022.